

SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1961

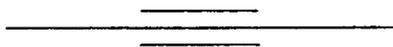


SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1961



SOMMAIRE

	Pages
I – Table analytique des questions écrites	3
II – Table nominative des questions écrites	57
III – Table analytique des questions orales	71
IV – Table nominative des questions orales	78

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ÉCRITES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1961.

A

ABATTOIRS

N° 1343 M. Francis Le Basser :

En vue de l'application de l'arrêté ministériel du 2 juillet 1951 relatif aux animaux abattus d'urgence pour cause de maladie ou d'accident, de l'obligation d'utiliser un abattoir ou une tuerie particulière.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 14.)

N° 1666 M. Jean Lacaze :

Au sujet des incertitudes et des difficultés que pose aux maires et aux municipalités le problème de leur abattoir public lorsque celui-ci n'est pas retenu dans le plan départemental d'implantation.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-5-1961, p. 356-357.)

N° 2012 M. Francis Le Basser :

Au sujet des difficultés que suscite toujours, en ce qui concerne les abattoirs des campagnes, l'application des dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1951 relatif à l'abatage d'urgence des animaux malades ou accidentés.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1143.)

ACCIDENTS. — Voir : Armée (n° 1943).

ACCIDENTS DE LA ROUTE

N° 1647 M. René Tinant :

Cas particulier d'un employeur agricole contre lequel une condamnation pénale a été prononcée pour un accident de la route bénin survenu à la suite d'une rupture d'attache de remorque.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 82.)

N° 1733 M. Emile Hugues :

De l'existence de statistiques, en matière d'accidents mortels d'automobile, tenant compte de l'âge de l'auteur de l'accident et de la date de délivrance de son permis de conduire.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 710.)

ACCIDENTS DU TRAVAIL

N° 2065 M. Roger Carcassonne :

Au sujet de la situation des victimes françaises d'accidents du travail (ou de leurs ayants droit) survenus dans les anciennes colonies ou territoires d'outre-mer devenus indépendants, et qui ont dû rentrer en métropole.

(Travail. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1387.)

ACIER

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du taux de coefficient de hausse intervenue de 1938 à 1960 sur le prix de l'acier.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

ACUPUNCTURE

N° 1229 M. Guy de La Vasselais :

Du caractère officiel, ou non, de l'enseignement de l'acupuncture donné actuellement dans un service de l'Hôtel-Dieu à Paris.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 51.)

ADDUCTIONS D'EAU

N° 1371 M. Paul Ribeyre :

Des dispositions et méthodes efficaces qu'il conviendrait d'inscrire dans le projet de loi relatif aux adductions d'eau rurales que le Gouvernement doit présenter au Parlement avant le 31 mars 1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 68.)

N° 1921 M. Guy de La Vasselais :

De l'intérêt qu'il y aurait à envisager l'émission prochaine, sur le plan national, d'un grand emprunt destiné à financer les travaux d'adduction d'eau.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1039.)

N° 2093 M. Fernand Verdeille :

Du volume total des crédits pour adductions d'eau qui ont été accordés chaque année de 1951 à 1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1384.)

Voir aussi : Collectivités locales (n° 1687).

ADJUDICATION. — Voir :

— Baux ruraux (n° 1317) ;

— Etablissements hospitaliers (n° 1959).

ADMINISTRATEURS CIVILS. — Voir : Fonctionnaires (n° 1566, 1658).

AERO-CLUBS

N° 2111 M. Gabriel Montpied :

De l'intérêt qu'il y aurait à augmenter l'aide de l'Etat aux aéro-clubs.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1943.)

AFRIQUE NOIRE. — Voir : *Café* (n° 2147).

AGADIR. — Voir : *Armée* (n° 2076).

AGENTS D'ASSURANCES

N° 2176 M. Henri Prêtre :

Au sujet des allocations annuelles versées aux agents d'assurances par la caisse d'allocation vieillesse de la rue Jouffroy à Paris.

(Travail. — J. O. Débats du 14-12-1961, p. 2573.)

AGENTS DE BUREAU. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1160).

AGENTS COMMUNAUX. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 1361, 1406, 1415, 1419, 1425, 1450, 1595, 1608, 1705, 1707, 1734, 1750, 1855) ;

— *Sapeurs-pompiers* (n° 1457) ;

— *Sécurité sociale* (n° 1481).

AGRICULTEURS ALLEMANDS. — Voir : *Allemagne* (n° 1895).

AIDE SOCIALE

N° 1278 Mme Marie-Hélène Cardot :

Des éléments à prendre en considération lors de l'examen des dossiers des petits exploitants agricoles qui postulent leur admission à l'aide sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 51.)

N° 2104 M. Victor Golvan :

Mesures qui ont été prises jusqu'à ce jour en vue de la majoration et de la simplification des plafonds de ressources avec allègement des formalités d'octroi des allocations d'aide sociale servies aux aveugles et grands infirmes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2317-2318.)

ALGERIE

N° 1207 M. René Dubois :

Au sujet de la liberté provisoire accordée à une personnalité inculpée à la suite des événements d'Alger de janvier 1960.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 11.)

N° 1628 M. Maurice Carrier :

Au sujet de l'application à l'Algérie du décret n° 60-1063 du 1^{er} octobre 1960, modifiant celui du 22 novembre 1948 fixant les conditions de détermination de la surface corrigée des locaux d'habitation ou à usage professionnel.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 101.)

N° 1660 M. René Dubois :

Raisons pour lesquelles l'autorité civile d'Alger a interdit le 16 mars 1961 la manifestation envisagée par les survivants de la campagne des Dardanelles d'aller se recueillir devant la stèle qui commémore à Alger le souvenir du croiseur cuirassé « Bouvet ».

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 20-5-1961, p. 386.)

N° 1744 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soient restitués sans délai à leurs parents les objets personnels des militaires tués au cours des opérations d'Algérie.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 16-6-1961, p. 449.)

N° 1970 M. Georges Rougeron :

Au sujet du prix de revient de la cité administrative du Rocher-Noir, et du budget qui en supporte la charge.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1142.)

ALGERIE (suite).

N° 1977 M. Roger Marcellin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rapporter aussi rapidement que possible les décisions de suspension prises à l'encontre d'une quarantaine d'élus de l'Algérois.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1939-1940.)

N° 1978 M. Roger Marcellin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour libérer, les détenus civils européens des camps d'internement en Algérie, et leur accorder une réparation pécuniaire.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1940.)

N° 1981 M. Roger Marcellin :

Au sujet des perquisitions effectuées par le service d'ordre chez un certain nombre de fermiers français dans la région d'Aumale.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1940.)

N° 2009 M. André Fosset :

De la possibilité pour l'Etat de prendre en charge les dommages causés aux personnes et aux biens par les actions subversives liées aux événements d'Algérie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1386.)

Voir aussi :

— *Armée* (n° 1587, 1890, 2021) ;

— *Constitution* (n° 1899) ;

— *Enseignement* (n° 1074, 1888) ;

— *Fonctionnaires* (n° 1559) ;

— *Impôts* (n° 1386, 1745, 1786).

ALLEMAGNE

N° 1895 M. Paul Pelleray :

De la possibilité qu'auraient les agriculteurs allemands installés en France d'expédier leur production en Allemagne fédérale en franchise de toute douane.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1038.)

N° 1988 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qu'il y aurait à faire publier un recueil complet des textes diplomatiques relatifs aux affaires allemandes et à la question de Berlin depuis la déclaration de Postdam.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1142.)

Voir aussi : *Déportés* (n° 1354, 2137).

ALLOCATION DE COMPENSATION

N° 1902 M. Jean-Louis Fournier :

Conditions précises dans lesquelles la rééducation et l'apprentissage sont obligatoires pour permettre aux infirmes travailleurs et aux aveugles de bénéficier d'une allocation de compensation.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1123.)

ALLOCATION LOGEMENT

N° 2026 M. Georges Rougeron :

Conditions dans lesquelles doit être interprété le décret n° 61-687 du 30 juin 1961 relatif au mode de calcul de l'allocation logement, en ce qui concerne les locataires qui perçoivent de leur employeur une indemnité de logement légalement due.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1387.)

ALLOCATION LOGEMENT (suite).**N° 2070** M. Paul Mistral :

En vue de la détermination du montant de l'allocation logement, de la possibilité de prendre en considération les versements effectués par les allocataires en anticipation des échéances normales prévues dans les contrats de prêts pour l'accession à la propriété.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2502.)

Voir aussi : Prestations familiales (n° 1440).

ALLOCATION AUX REFUGIES**N° 1909** M. Bernard Chochoy :

Raisons pour lesquelles les services départementaux des anciens combattants n'ont pas encore reçu pour l'année 1961 les crédits nécessaires au paiement de l'allocation aux réfugiés.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1068.)

ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE. — Voir : Prestations familiales (n° 1440, 1599, 1903).

ALLOCATION SPECIALE DES IMPLAÇABLES**N° 1154** M. Emile Durieux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit publié sans retard le règlement d'administration publique concernant l'allocation spéciale des implaçables.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 705.)

ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE. — Voir :

- Exploitants agricoles (n° 1912) ;
- Fonds national de solidarité (n° 1757, 1791, 1807, 1830, 1832, 1834, 1836, 1845, 1873, 1930, 2005, 2019).

ALLOCATION TEMPORAIRE D'INVALIDITE. — Voir :

- Collectivités locales (n° 1415) ;
- Fonctionnaires (n° 1328, 2050).

ALLOCATION VIEILLESSE. — Voir :

- Appartements meublés (n° 2088) ;
- Sécurité sociale (n° 1367, 2018).

ALLOCATION VIEILLESSE AGRICOLE. — Voir : Exploitants agricoles.

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES. — Voir :

- Exploitants agricoles (n° 2090) ;
- Fonds national de solidarité (n° 1756, 1757).

ALLOCATIONS BENEVOLES. — Voir :

- Impôts (n° 1752) ;
- Sécurité sociale (n° 1515).

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voir : Prestations familiales (n° 1440, 1697, 1732, 1751, 1903, 1935).

ANCIENS COMBATTANTS**N° 1535** M. Paul Ribeyre :

Mesures à prendre en vue de faire bénéficier à nouveau les anciens combattants de la réduction égale au taux de leur invalidité qui leur était déjà consentie jusqu'au 31 décembre 1960 sur les transports en commun assurant la correspondance S. N. C. F.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 425.)

N° 1574 M. Jacques Duclos :

Date à laquelle des instructions précises concernant les modalités de paiement de la retraite aux anciens combattants de 1914-1918 ont été transmises aux services intéressés.

(Anciens combattants. — J. O. du 14-6-1961, p. 415.)

ANCIENS COMBATTANTS (suite).**N° 1699** M. Marcel Lambert :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que la retraite du combattant soit payée trimestriellement aux ayants droit à compter du 1^{er} avril 1961.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 415.)

Voir aussi : Légion d'honneur (n° 1659, 2211).

ANTILLES. — Voir : Fonctionnaires (n° 1448).

APPARTEMENTS MEUBLES**N° 1710** M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à reviser les dispositions de la loi n° 49-548 du 2 avril 1949 relatives au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés.

(Justice. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 421.)

N° 1853 M. Raymond Guyot :

De la possibilité de proroger les dispositions de l'ordonnance du 24 octobre 1958 concernant le maintien dans les lieux des locataires et occupants de bonne foi des hôtels meublés et pensions de famille.

(Justice. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1069.)

N° 2088 M. Emile Hugues :

De l'obligation pour les loueurs en meublé, dans les stations de tourisme notamment, d'être affiliés à une caisse industrielle ou commerciale d'assurance vieillesse, et d'être redevables des cotisations.

(Travail. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1427.)

APPRENTISSAGE**N° 1426** M. Bernard Chochoy :

Mesures à prendre en vue de faire cesser l'anomalie que constitue le fait qu'en province il n'est pas possible légalement de placer une jeune fille en apprentissage hors de sa famille en qualité de « gens de maison ».

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 52.)

Voir aussi : Allocation de compensation (n° 1902).

AQUILONS. — Voir : Armée (n° 1943).

ARCHITECTES. — Voir : Impôts (n° 1606).

ARMEE**N° 1292** M. Edgar Tailhades :

Des conditions d'âge et de travail que doivent remplir les jeunes gens occupés dans les mines pour bénéficier des sursis d'incorporation.

(Armées. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 15.)

N° 1301 M. André-François Monteil :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir les parités entre les échelles de soldes des militaires et celles prévues pour les fonctionnaires civils.

(Armées. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 15.)

N° 1373 M. André Fosset :

De l'opportunité d'inclure les jeunes gens préparant le professorat d'éducation physique parmi les catégories d'étudiants qui peuvent solliciter le renouvellement de leur sursis d'incorporation jusqu'à vingt-cinq ans.

(Armées. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 43.)

N° 1378 M. Emile Aubert :

De la possibilité de ramener à la durée légale de dix-huit mois le temps de service militaire effectué par les pères de famille de un ou deux enfants.

(Armées. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 15.)

N° 1379 M. Emile Aubert :

De la portée exacte des examens psychotechniques que passent les conscrits dans les centres de sélection militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 15.)

ARMÉE (suite).**N° 1438 M. Gabriel Montpied :**

De la possibilité de modifier, en vue de leur application dans un sens plus libéral, certaines dispositions du décret n° 60-258 du 23 mars 1960, concernant les sursis d'incorporation.

(Armées. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 43-44.)

N° 1520 M. Pierre Métayer :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réparer le préjudice causé aux employés en fonctions à l'arsenal aéronautique de Châtillon-sous-Bagneux du fait que les dispositions du décret n° 40-1332 du 23 octobre 1950 ne leur ont pas été appliquées.

(Armées. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 308.)

N° 1543 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur de jeunes gens, primitivement exemptés ou réformés définitifs, et qui, appelés sous les drapeaux en application de l'ordonnance n° 61-109 du 31 janvier 1961, se trouvent alors dans l'obligation de tenir pendant la durée de leur service militaire les engagements qui résultent pour eux d'emprunts contractés à une époque où ils se croyaient dégagés de toutes obligations.

(Armées. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 103.)

N° 1587 M. Marcel Boulangé :

Des noms attribués aux différentes promotions de l'école de Cherchell depuis sa création.

(Armées. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 103.)

N° 1622 M. Guy de La Vasselais :

Conditions exactes dans lesquelles il est mis fin aux sursis d'incorporation dans le cas de deux échecs survenus aux examens au cours de la même année.

(Armées. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 194.)

N° 1630 M. René Tinant :

De l'équité qu'il y aurait de la part des commissions de réforme à appliquer avec plus de souplesse dans certains cas particuliers, l'ordonnance n° 61-609 du 31 janvier 1961, qui permet de soumettre à un nouvel examen certains jeunes gens précédemment exemptés de service militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 194.)

N° 1712 M. Jean Bertaud :

Conditions dans lesquelles il a été procédé à des avancements de grade dans le cadre dit « spécial », et en particulier, mesure dans laquelle les titres de guerre ont été pris en considération pour ces promotions.

(Armées. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 485.)

N° 1713 M. Fernand Verdeille :

Au sujet de la situation au point de vue des pensions, frais d'obsèques, etc., faite aux ascendants des « morts pour la France » : 1° au cours des événements d'Algérie ; 2° au cours de la guerre 1939-1945 ; 3° au cours de la guerre 1914-1918.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 912.)

N° 1773 M. Bernard Chochoy :

Au sujet de la création d'une société de gestion immobilière qui aurait pour mission d'assurer la gestion et l'entretien de tous les logements destinés aux personnels des armées.

(Armées. — J. O. Débats du 12-7-1961, p. 782.)

N° 1793 M. Charles Naveau :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer les modalités de classement du personnel militaire non officier de l'armée de terre, dans les échelles indiciaires de solde mensuelle.

(Armées. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 485.)

ARMÉE (suite).**N° 1802 M. Jacques Duclos :**

Au sujet de la présence, en qualité de commandant des forces terrestres Centre-Europe à l'O. T. A. N., d'un militaire responsable, au cours de la dernière guerre, de la mort de patriotes français.

(Armées. — J. O. Débats du 29-11-1961, p. 2252.)

N° 1890 M. Robert Soudant :

De la possibilité, pour les soldats du contingent servant en Algérie, d'obtenir leur permission de longue durée de préférence à l'époque de la moisson ou des vendanges.

(Armées. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1039.)

N° 1923 M. André Armengaud :

Raisons pour lesquelles des officiers sortant de l'école de Cherchell sont restés plusieurs mois sans percevoir leur solde.

(Armées. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1119.)

N° 1943 M. René Dubois :

Au sujet de plusieurs accidents mortels qui ont eu lieu au cours de vols d'« Aquilons » en exercice de nuit.

(Armées. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1119.)

N° 1963 M. Jean Bertaud :

Au sujet des difficultés qu'éprouvent les militaires de carrière, rapatriés dans la métropole, pour entreposer leurs meubles avant d'avoir trouvé un logement.

(Armées. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1119.)

N° 1966 M. Georges Marie-Anne :

Des distinctions honorifiques auxquelles pourrait légitimement prétendre un ancien combattant possédant un certain nombre de titres de guerre.

(Armées. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1119.)

N° 2002 M. Abel Sempé :

De l'opportunité qu'il y aurait d'adapter à la situation actuelle le traitement afférent à la médaille militaire.

(Justice. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1386-1387.)

N° 2021 M. Etienne Dailly :

Au sujet de la mobilisation éventuelle sur place en Algérie des classes nécessaires au maintien de l'ordre, et des conséquences que pourrait entraîner cette mesure, en particulier du point de vue du rapatriement du contingent métropolitain.

(Armées. — J. O. Débats du 20-10-1961, p. 1208.)

N° 2024 M. Etienne Dailly :

Au sujet de certaines contradictions qui paraissent résulter des dispositions du décret n° 61-18 du 31 janvier 1961 concernant les conditions d'attribution et de renouvellement des sursis d'incorporation pour études et apprentissage.

(Armées. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1464-1465.)

N° 2062 M. Louis Courroy :

De la possibilité pour les porte-drapeau des organisations dépendant de la société nationale des médaillés militaires de recevoir le diplôme institué par l'arrêté du 26 juillet 1961.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2448.)

N° 2064 M. André Monteil :

Au sujet de la répartition en pourcentage des crédits votés par le Parlement en juillet 1961 en vue de revaloriser la condition militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1961, p. 2276.)

N° 2066 M. le général Ganeval :

Raisons pour lesquelles les sous-officiers dans leur majorité ont été exclus du bénéfice du redressement indiciaire fixé par le décret du 6 septembre 1961, et dispositions envisagées pour remédier à cet état de choses.

(Armées. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1961, p. 2276.)

ARMEE (suite).**N° 2076** M. Léon Jozeau-Marigné :

Au sujet de la situation d'un grand nombre d'ayants droit de militaires décédés lors de la catastrophe d'Agadir et qui ne peuvent prétendre à une pension de réversion.

(Armées. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1465.)

N° 2098 M. Marcel Boulangé :

De la possibilité pour les sous-officiers retraités de bénéficier dans un proche avenir de l'application de la péréquation des pensions de retraite.

(Armées. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1384.)

N° 2126 M. Georges Rougeron :

De la durée du service militaire pour un naturalisé français âgé de plus de trente ans.

(Armées. — J. O. Débats du 21-11-1961, p. 1718.)

N° 2184 M. Etienne Dailly :

De la situation militaire de certains jeunes gens, orphelins, soutiens de famille, ou dont de proches parents sont morts pour la France.

(Armées. — J. O. Débats du 16-12-1961, p. 2653.)

N° 2197 M. Charles Naveau :

De l'application au cas particulier d'un capitaine de réserve des dispositions de l'arrêté du 6 septembre 1961, fixant les indices de solde applicables aux officiers et aux personnels militaires.

(Armées. — J. O. Débats du 14-12-1961, p. 2572-2573.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 1746) ;
- Congés payés (n° 2091) ;
- Fonctionnaires (n° 1654) ;
- Impôts (n° 1745, 1786) ;
- Légion d'honneur (n° 1391, 1659, 2211).

ARRACHAGE DES VIGNES. — Voir : Impôts (n° 1476).**ARTISANS.** — Voir : Impôts (n° 1698, 1810).**ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE****N° 1636** M. Marius Moutet :

Au sujet de la situation du personnel de l'Assemblée de l'Union française, qui n'a pas été reclassé à la suite de la disparition de ladite Assemblée.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 193.)

ASSOCIATION FONCIERE. — Voir : Syndicats de communes (n° 1678).**ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS A L'ENTREPRISE.** — Voir : Impôts (n° 1775).**ASSOCIATIONS CULTUELLES.** — Voir : Successions (n° 1729).**ASSURANCE AUTOMOBILE****N° 2058** M. Marcel Boulangé :

De l'obligation pour les utilisateurs de véhicules terrestres à moteur, de souscrire une assurance pour la responsabilité pouvant leur incomber à la suite de dommages survenus lorsque lesdits véhicules ne sont pas en circulation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-10-1961, p. 1285.)

ASSURANCE MALADIE. — Voir : Exploitants agricoles (n° 1803, 1831, 1840, 1984, 1985, 2083, 2084, 2095, 2097).**ASSURANCE VIEILLESSE.** — Voir :

- Appartements meublés (n° 2088) ;
- Sécurité sociale (n° 1434, 2018).

ASSURANCE VOLONTAIRE**N° 1634** Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de l'augmentation sans cesse croissante de la cotisation d'assurance volontaire et des difficultés qu'elle entraîne pour les invalides incapables de gain.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 110.)

ASSURANCES. — Voir : Agents d'assurances (n° 2176).**ASSURANCES SOCIALES.** — Voir : Collectivités locales (n° 1705).**ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES.** — Voir :

- Exploitants agricoles (n° 1803, 1831, 1840) ;
- Salaire minimum agricole (n° 1268).

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE. — Voir : Fonctionnaires (n° 1473).**ATTACHES DE PREFECTURE.** — Voir : Collectivités locales (n° 1547-1723).**AUTORISATIONS DE VOIRIE.** — Voir : Collectivités locales (n° 1940).**AUTOROUTES****N° 1948** M. Camille Vallin :

Date à laquelle seront mis en chantier les travaux de construction de l'autoroute devant relier la région stéphanoise à la vallée du Rhône et au Dauphiné.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1124.)

N° 2169 M. Robert Bruyneel :

Au sujet du projet d'autoroute Chartres-Le Mans, et du préjudice qui serait causé au département du Loir-et-Cher si aucune entrée ni sortie n'y était ménagée au Nord de ce département.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2503.)

AUXILIAIRES. — Voir : Fonctionnaires (n° 1160-1654-1749-1798).**AVEUGLES****N° 1347** M. Robert Gravier :

De la possibilité d'envisager une modification du règlement des concours permettant l'accès aux postes de professeur d'orgue, et d'histoire de la musique dans les conservatoires, en vue de donner aux aveugles les mêmes chances qu'aux autres candidats.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 414-415.)

N° 1416 Mme Renée Dervaux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux desiderata des aveugles travailleurs.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 51.)

N° 1714 M. Lucien Grand :

Des instructions à donner aux médecins experts en ophtalmologie et à tous les médecins conseils ou médecins contrôleurs, pour reconnaître à toutes les personnes atteintes de cécité la nécessité de l'aide constante d'une tierce personne.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 422.)

AVEUGLES (suite).

N° 1721 M. Roger Lagrange :

Au sujet de l'existence d'une législation précise réglementant la vente de toutes sortes de produits fabriqués par des firmes commerciales soi-disant au profit des aveugles et des infirmes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 422.)

Voir aussi :

- Aide sociale (n° 2104) ;
- Allocation de compensation (n° 1902) ;
- Impôts (n° 1695).

AVOUES

N° 1615 M. Raymond Bonnefous :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la regrettable situation dans laquelle se trouvent les avoués français en service en Tunisie.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 101.)

B

BACCALAUREAT. — Voir : Enseignement (n° 1349-1548-1881-1882-1888-1929-1932).

BANANES

N° 1237 M. Lucien Bernier :

Raisons pour lesquelles les bananes en provenance de la République de Guinée continuent à être importées en France.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 45.)

BARRIERES DE DEGEL. — Voir : Tracteurs agricoles (n° 1567).

BAUX COMMERCIAUX. — Voir :

- Fonds national d'amélioration de l'habitat (n° 1572) ;
- Impôts (n° 1413).

BAUX RURAUX

N° 1317 M. René Tinant :

De la nécessité de procéder à une adjudication dans le cas de renouvellement d'un bail consenti par une commune à un agriculteur.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 14.)

N° 1774 M. Jacques de Maupeou :

Moyens de concilier l'article 31 de la loi du 30 juin 1938 qui dispose que la durée des baux consentis par un administrateur provisoire ne peut excéder trois ans, et l'article 811 du code rural qui stipule que la durée des baux ruraux ne peut être inférieure à neuf ans.

(Justice. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 421.)

Voir aussi :

- Etablissements hospitaliers (n° 2053) ;
- Impôts (n° 2007-2043-2056).

BEAUX ARTS

N° 1496 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité qu'il y aurait à prendre les mesures nécessaires en vue d'apporter aux salons des indépendants et des artistes français les moyens d'assurer leur continuité.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 67.)

BENEFICES FORFAITAIRES. — Voir : Impôts (n° 1492).

BERLIN. — Voir : Allemagne (n° 1988).

BETTERAVES

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du coefficient de hausse intervenu de 1938 à 1960 sur le prix des betteraves à sucre.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

BEURRE

N° 2152 M. Michel de Pontbriand :

Au sujet des conditions de mise en vente du beurre laitier, et des laits secs, livrés à la clientèle en paquetage de faible poids.

(Agriculture. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2447.)

BIENS COMMUNAUX

N° 1435 M. Michel Champleboux :

Du caractère obligatoire, ou non, de l'enquête « de commodo et incommodo » en matière d'aliénation de biens communaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 49-50.)

BIENS D'EQUIPEMENT

N° 1964 M. André Armengaud :

Au sujet de l'insuffisance de réalisations dans le domaine de la procédure des quasi-contrats prévus pour favoriser la production des biens d'équipement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 16-11-1961, p. 1504-1505.)

BIERE. — Voir : Radiodiffusion-télévision française (n° 1225).

BLE

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du coefficient de hausse intervenu de 1938 à 1960 sur le prix du blé à la production.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

N° 1593 M. Etienne Dailly :

Du nombre de livreurs de blé, selon les différentes tranches, pour les récoltes de 1959 et 1960.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 102.)

N° 1952 M. Paul Ribeyre :

Au sujet des mesures qui auraient été envisagées en vue de réglementer plus sévèrement la pratique rurale de l'échange blé-farine-pain.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1069.)

BOIS ET FORETS. — Voir : Impôts (n° 1982).

BONIFICATION SPECIALE DE SERVICES. — Voir : Fonctionnaires (n° 1675).

BONIFICATIONS D'ANCIENNETE. — Voir : Fonctionnaires (n° 1559, 1677, 1772, 1844).

BONIFICATIONS DE « DEPAYSEMENT ». — Voir : Fonctionnaires (n° 1849, 1986).

BONS D'ELECTRICITE

N° 1607 M. Maurice Coutrot :

Au sujet des mesures à prendre en vue d'apporter les modifications souhaitées par l'union des maires de la Seine, dans le mécanisme de l'attribution des bons d'électricité aux économiquement faibles.

(Industrie. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 141.)

BOUILLEURS DE CRU. — Voir : *Impôts* (n° 1668).

BREVET D'APPRENTISSAGE MENAGER RURAL. — Voir : *Enseignement technique* (n° 1375).

BREVET DE PREVENTION. — Voir : *Enseignement professionnel* (n° 1637).

BUANDERIES. — Voir :

- *Constructions scolaires* (n° 1764) ;
- *Etablissements hospitaliers* (n° 1765).

C

CAFE

N° 2147 M. Jean Bertaud :

Au sujet de l'existence dans certains Etats indépendants d'Afrique noire, de caisses dites de « soutien du café » dont le but serait d'assurer à certains Etats étrangers la vente du café à des prix bien inférieurs à ceux pratiqués sur le marché français.

(Coopération. — J. O. Débats du 29-11-1961, p. 2252-2253.)

CAISSE D'ALLOCATION VIEILLESSE. — Voir : *Agents d'assurances* (n° 2176).

CAISSE DES ARTS. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1778).

CAISSE DES DEPOTS

N° 1681 Mme Renée Dervaux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour amener la direction de la société centrale immobilière de la caisse des dépôts à examiner sérieusement les plaintes des locataires des immeubles construits par ladite société.

(Construction. — J. O. Débats du 19-5-1961, p. 357.)

CAISSE INTERCOMMUNALE D'ENTRAIDE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1934).

CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1412).

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voir : *Prêts à la construction* (n° 1639, 1640).

CAISSES DE CONGES PAYES

N° 1370 M. Jules Pinsard :

De la situation des caisses de congés payés eu égard aux conventions collectives de la profession du bâtiment et des travaux publics.

(Travail. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 29.)

CAISSES DE CREDIT AGRICOLE

N° 1474 M. Adrien Laplace :

Conditions dans lesquelles la caisse nationale de crédit agricole peut imposer une personne de son choix dans le personnel des caisses régionales.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 69.)

CAISSES D'EPARGNE

N° 1336 M. Jean Lecanuet :

Au sujet des inconvénients qui résultent en particulier pour certaines catégories modestes d'épargnants de la réduction du taux d'intérêt servi par les caisses d'épargne et, d'autre part, des avantages qu'en revanche cette mesure devrait entraîner en faveur des collectivités locales ou autres organismes qui empruntent aux caisses d'épargne.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débat du 31-1-1961, p. 21-22.)

CAISSES D'EPARGNE (suite).

N° 1346 Mme Marie-Hélène Cardot :

Raisons pour lesquelles le taux de l'intérêt à servir pour 1961 par la caisse des dépôts et consignations aux caisses d'épargne a été abaissé.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 46.)

Voir aussi : *Collectivités locales* (n° 1580).

CAISSES DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1502).

CAISSES DE RETRAITES COMPLEMENTAIRES. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1701).

CAISSES DE SECURITE SOCIALE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1502).

CALAMITES AGRICOLES

N° 1230 M. Fernand Verdeille :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des populations agricoles et aussi des collectivités locales victimes des calamités atmosphériques.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 42-43.)

N° 1458 M. Georges Portmann :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour tenir les promesses faites aux viticulteurs sinistrés, victimes des gelées de 1956-1957, et auxquels des prêts avaient été accordés comportant, dans certaines conditions, exonération de quatre annuités de remboursement.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 69.)

N° 1525 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour indemniser intégralement les victimes des inondations qui viennent d'affecter le département du Nord, et pour accorder aux travailleurs réduits au chômage l'indemnisation des heures de travail perdues.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 486.)

N° 1618 M. Marcel Brégégère :

De la nécessité de prendre d'extrême urgence toutes mesures utiles en vue de venir en aide aux communes des départements du Centre, de la Dordogne notamment, qui ont subi des dégâts considérables à la suite des inondations du mois d'octobre 1960.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-6-1961, p. 576.)

Voir aussi : *Collectivités locales* (n° 1388).

CANAUX

N° 1956 M. Marcel Lambert :

Mesures d'aménagement à envisager afin d'éviter les inconvénients résultant de l'exécution, en période d'été, des travaux d'entretien des canaux en Bretagne.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1124.)

CANTINES SCOLAIRES. — Voir : *Enseignement* (n° 1508).

CANTON DE VILLEURBANNE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1696).

CARTE SCOLAIRE. — Voir : *Enseignement* (n° 1558).

CASERNES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1746).

CAVEAU MORTUAIRE. — Voir : *Impôts* (n° 1759).

CENTRES D'APPRENTISSAGE. — Voir :

- *Constructions scolaires* (n° 2077) ;
- *Enseignement technique* (n° 1914).

CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES**N° 1357** M. Jacques Henriët :

Des écoles de médecine susceptibles d'être transformées en centres hospitaliers universitaires, et des diverses conditions dans lesquelles s'effectuera cette transformation.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 27, 28).

Voir aussi :

— Enseignement (n° 1358) ;

— Médecins (n° 1722).

CENTRES LECLERC. — Voir : *Refus de vente* (n° 1538).**CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE.** — Voir : *Enseignement* (n° 1303-1306).**CERTIFICAT DE NATIONALITE****N° 1889** M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réduire au minimum les délais de délivrance des certificats de nationalité.

(Justice. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1047.)

CESSION DE DROITS. — Voir : *Impôts* (n° 1393-1519).**CESSION DE FONDS DE COMMERCE.** — Voir : *Publicité légale* (n° 1319).**CHAMBRES DE METIERS****N° 1539** M. Charles Naveau :

Raisons pour lesquelles les agents des chambres de métiers ne bénéficient pas, pour le calcul de leurs traitements, de la même valeur de l'indice de base attribuée aux agents des chambres de commerce.

(Industrie. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 79.)

N° 1768 M. Baptiste Dufeu :

De la possibilité d'instituer une subvention particulière au profit des chambres de métiers qui organisent leurs propres cours oraux dont le fonctionnement et les résultats sont excellents.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 417.)

CHANTIERS DE CONSTRUCTION**N° 1498** M. Philippe d'Argenlieu :

Mesures envisagées pour mettre un terme à la série d'accidents graves provoqués par la rupture ou la chute d'engins divers sur les chantiers de construction.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 86.)

CHAPTALISATION. — Voir : *Vins* (n° 1800).**CHARBONNAGES DE FRANCE.** — Voir : *Société nationale des chemins de fer français* (n° 1919).**CHASSE****N° 1569** M. Fernand Verdeille :

Des raisons qui ont motivé la décision de mettre en location, par licences, les droits de chasse au gibier d'eau dans les eaux des domaines publics et privés de l'Etat.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 70.)

N° 1868 M. Fernand Verdeille :

Du montant total annuel des prix de location de chasses en 1961 pour chacun des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1121.)

CHASSE (suite).**N° 2000** M. Fernand Verdeille :

Au sujet de la superficie, sur l'ensemble de la France et dans chaque département, des chasses privées régulièrement déclarées et acquittant légalement les impôts et taxes réglementaires.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1153.)

N° 2178 M. Martial Brousse :

Au sujet de l'obligation pour les membres d'une société de chasse au bois d'avoir pris leur permis de chasse dans les communes sur lesquelles est située la forêt domaniale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2501.)

CHATAIGNES**N° 1353** M. Paul Ribeyre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour protéger la production nationale, et en particulier ardéchoise des marrons et des châtaignes, contre la concurrence étrangère, et spécialement en ce qui concerne la fabrication des marrons glacés.

(Industrie. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 24.)

Voir aussi : *Fonds forestier national* (n° 1667).

CHEFS DE SECTION ADMINISTRATIVE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1741).**CHEMINS DE FER.** — Voir : *Société nationale des chemins de fer français.***CHEMINS RURAUX****N° 1240** M. Eugène Romaine :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rendre possibles les expropriations des terrains nécessaires à l'ouverture de chemins ruraux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 13.)

Voir aussi : *Syndicat de communes* (n° 1678).

CHEPTEL BOVIN**N° 2107** M. Michel de Pontbriand :

De l'importance numérique du cheptel bovin français et de la répartition, par race, des animaux inscrits aux différents livres généalogiques.

(Agriculture. — J. O. Débats du 18-11-1961, p. 1608-1609.)

CHEQUES POSTAUX. — Voir : *Postes et télécommunications* (n° 1503).**CHEVAUX DE BOUCHERIE****N° 1575** M. Maurice Lalloy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réduire les importations de chevaux de boucherie.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1940-1941.)

CHILI. — Voir : *Enseignement* (n° 1362).**CHOU A CHOUROUTE.** — Voir : *Impôts* (n° 1316).**CIDRE.** — Voir :— *Pommiers à cidre* (n° 1718) ;— *Radiodiffusion-télévision française* (n° 1225).**CINEMA****N° 1627** M. Louis Gros :

Raisons pour lesquelles des représentants de la critique cinématographique ne figurent pas parmi les membres de la commission de contrôle des films désignés par l'arrêté du 24 février 1961.

(Information. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 80.)

N° 1632 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de l'urgente nécessité de réglementer la présentation des films afin de protéger la jeunesse.

(Information. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 80.)

CINEMA (suite).

N° 2072 M. Jacques Delalande :

Au sujet des différents problèmes que pose l'exploitation du spectacle dénommé « Cinérama Europe n° 1 » en particulier en matière de sécurité et de régime financier et fiscal.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1382-1383.)

CINERAMA EUROPE N° 1. — Voir : *Cinéma* (n° 2072).**CIRCULATION ROUTIERE**

N° 1690 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à assurer convenablement la jonction de la « Route Bleue » R. N. 7, avec l'auto-route Valence—Vienne, à Tain-l'Hermitage.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 310.)

N° 1974 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à donner des instructions pour que soient enlevés les panneaux de signalisation exceptionnelle dès qu'ont pris fin les circonstances qui les avaient nécessitées.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1125.)

N° 1983 M. Pierre de Villoutreys :

Du nombre de contraventions dressées pendant l'année 1960 dans le département de Maine-et-Loire pour infractions aux prescriptions de l'article R. 70 du code de la route.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1122.)

CLAUSES D'INDEXATIONS. — Voir : *Indexations* (n° 1340).**COCA-COLA**

N° 1994 M. Georges Rougeron :

De la composition chimique de la boisson dite « Coca-Cola ».

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-10-1961, p. 1284.)

CODE D'ADMINISTRATION COMMUNALE

N° 1258 M. Waldeck L'Huillier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soient appliqués aux départements d'outre-mer l'ordonnance n° 59-33 du 5 janvier 1959 et l'article 628 du code d'administration communale.

(Ministre d'Etat. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 11.)

CODE ELECTORAL

N° 2102 M. Jacques Marette :

De l'intérêt qu'il y aurait à procéder à une refonte du code électoral.

(Intérieur. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1466.)

COLLECTIVITES LOCALES

N° 1086 M. Paul Ribeyre :

De la possibilité de modifier, en faveur des communes rurales classées économiquement faibles ou comprises dans une zone spéciale d'action rurale, la durée des prêts accordés par le crédit foncier aux collectivités locales.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 19.)

N° 1147 M. Fernand Verdeille :

De la possibilité pour les communes qui contractent un emprunt auprès des caisses publiques d'être dispensées de la production d'un exemplaire de leur budget.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104.)

N° 1297 M. Waldeck L'Huillier :

Au sujet des documents comptables qu'un maire a le droit, ou non, de communiquer à un habitant de sa commune qui lui en fait la demande.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 24.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).

N° 1361 M. Francis Le Basser :

De la possibilité de faire entrer en ligne de compte certains services militaires dans un cas particulier d'avancement de grade d'un agent communal.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 25.)

N° 1383 M. Edgar Pisani :

Des conditions de représentation des collectivités locales au sein des sociétés coopératives de construction dont elles sont actionnaires.

(Construction. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 16.)

N° 1388 M. Fernand Verdeille :

De la possibilité pour les communes de bénéficier de prêts spéciaux à moyen et long terme dans les mêmes conditions avantageuses que celles consenties aux agriculteurs victimes de calamités agricoles.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 25.)

N° 1405 M. Francis Le Basser :

De la possibilité de faire connaître officiellement aux préfets et aux maires que l'ancienne appellation de « secrétaire ou secrétaire général de mairie » a été remplacée par « secrétaire ou secrétaire général de la ville de... ».

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 25.)

N° 1406 M. Jean Bardol :

De la possibilité de titulariser des employés auxiliaires de mairie, embauchés après 1952 alors qu'ils n'avaient pas trente ans, mais qui ont dépassé cet âge à l'heure actuelle.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 25.)

N° 1415 M. Gabriel Montpied :

De l'équité qu'il y aurait à appliquer aux personnels titulaires des collectivités départementales et locales tous les textes relatifs à l'allocation temporaire d'invalidité en faveur des fonctionnaires.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 25-26.)

N° 1418 M. Etienne Dailly :

Dans le cas où des permis de construire ont été accordés sur des parcelles situées à l'intérieur du périmètre d'agglomération des communes, de l'obligation pour celles-ci d'assurer la viabilité aux propriétaires des parcelles comprises dans ledit périmètre.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 26.)

N° 1419 M. Léon Jozeau-Marigné :

De l'échelle de traitement applicable dans le cas particulier d'une sténodactylo recrutée sur titres et employée à plein temps par un service départemental d'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 26.)

N° 1425 M. Alfred Isautier :

Cas particulier d'un employé d'une commune de l'île de la Réunion, ayant déjà dix ans d'ancienneté dans le grade de chef de bureau, faisant fonctions de secrétaire général depuis quinze ans, et qui désirerait être promu officiellement à ce grade.

(Ministre d'Etat. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 42.)

N° 1450 M. Emile Durieux :

Conditions dans lesquelles un agent communal titulaire peut se prévaloir de ses services militaires et d'un congé d'armistice pour bénéficier à ces titres de rappels et de majorations d'ancienneté ; et de l'étendue des pouvoirs d'un maire en cette matière.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 50.)

N° 1485 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'attribuer aux collectivités locales, pour la construction de leur mairie, des crédits de subventions affectés à la construction de bâtiments scolaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-5-1961, p. 233.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 1523 M. Edgar Tailhades :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir les personnels non intégrés des préfectures dans leurs droits légitimes afin de leur permettre de poursuivre une carrière normale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 81.)

N° 1528 M. Pierre Métayer :

Au sujet de la prise en considération, pour la liquidation de leur pension de retraite, des services accomplis par des employés de préfecture auprès de l'office central de répartition des produits industriels.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 139.)

N° 1547 M. Etienne Le Sassièr-Boisauné :

De la possibilité pour les attachés de préfecture de classe exceptionnelle et de première classe nommés chefs de bureau, d'être intégrés d'office sans examen dans le cadre des attachés principaux en conservant, au surplus, leurs droits à une promotion au grade de chef de division.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 81.)

N° 1567 M. Emile Dubois :

Au sujet du projet de création d'une vignette vendue par les bureaux de tabac pour régler les frais de délivrance par correspondance des actes de l'état civil ; et des conséquences que pourrait avoir cette innovation pour les budgets communaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 81.)

N° 1571 M. Emile Aubert :

De la possibilité d'envisager la titularisation, sous certaines conditions, des auxiliaires de préfectures et de sous-préfectures qui occupent le même poste depuis de nombreuses années.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 81.)

N° 1580 M. Victor Golvan :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les collectivités locales bénéficient pour leurs emprunts du développement de l'épargne et de l'abondance des capitaux sur le marché financier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 106.)

N° 1582 M. Guy Petit :

De l'opportunité qu'il y aurait de donner une interprétation plus souple à l'article 3 de la loi de finances du 23 décembre 1960, modifiant l'article 175, alinéa 4^o, du code pénal, relatif aux activités qui restent formellement interdites pendant un certain temps à tous les anciens fonctionnaires ou élus des collectivités locales.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 82.)

N° 1595 M. Roger Carcassonne :

De l'application possible aux fonctionnaires des collectivités locales des dispositions de l'article 69-1 de la loi de finances n° 59-1454 du 26 décembre 1959, et de celles du décret n° 60-1089 du 6 octobre 1960.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 68.)

N° 1608 M. Bernard Chochoy :

De la possibilité de permettre aux collectivités locales de bénéficier des dispositions de l'article 7 du décret du 5 septembre 1960, pour toutes les demandes de validation de services auxiliaires formulées par des agents communaux avant l'intervention de ce texte.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 139.)

N° 1610 M. Marcel Bertrand :

De l'utilité qu'il y aurait de modifier le classement des communes, en matière de zones de salaires, en vue de remédier aux disparités flagrantes dont sont victimes les travailleurs, en ce qui concerne plus particulièrement les prestations familiales et les indemnités de résidence.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 109-110.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 1631 Mme Marie-Hélène Cardot :**

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux difficultés rencontrées par les petites communes depuis que la distribution des imprimés des services de la sécurité sociale est assurée dans les mairies.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 110.)

N° 1682 M. Camille Vallin :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour étudier la situation du personnel départemental dans son ensemble et prendre en sa faveur les diverses mesures qui s'imposent.

(Intérieur. — J. O. Débats du 16-6-1961, p. 450.)

N° 1687 M. Georges Rougeron :

De la possibilité pour une commune, classée « commune rurale » bénéficiant des subventions du ministère de l'agriculture en matière d'adduction d'eau, de continuer à être subventionnée par ledit ministère alors que son programme de réalisation a été entamé et que la valeur moyenne de son centime a dépassé 10 NF.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 137.)

N° 1688 M. Gorges Rougeron :

De l'utilité qu'il y aurait d'envisager dans un temps proche les moyens susceptibles de remédier aux difficultés croissantes que rencontrent les communes de moyenne importance en matière de recrutement de personnel.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 108.)

N° 1696 M. Camille Vallin :

Date à laquelle est susceptible d'intervenir la décision du Conseil d'Etat relative au projet de division du canton de Villeurbanne (Rhône).

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 308-309.)

N° 1705 M. Charles Naveau :

De la possibilité de faire bénéficier les personnels auxiliaires des départements et des communes du régime de retraites complémentaires des assurances sociales prévu par le décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959.

(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 423.)

N° 1707 M. Francis Le Basser :

Du droit pour un maire d'infliger à un fonctionnaire municipal une sanction disciplinaire pour le seul fait que ce dernier a cessé ses fonctions dans la commune, avant que le maire n'ait accepté la démission que ce fonctionnaire lui avait adressée.

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 309.)

N° 1723 M. Pierre Patria :

Raisons pour lesquelles les attachés de préfecture n'ont pas été intégrés dans le grade d'attaché principal, et date à laquelle cette mesure interviendra.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 420.)

N° 1727 M. Fernand Auberger :

De la possibilité, pour une commune qui a réalisé un emprunt en vue de la construction d'une colonie de vacances, d'utiliser la subvention provenant de l'allocation scolaire pour l'amortissement et le remboursement dudit emprunt.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 912.)

N° 1734 M. Edouard Bonnefous :

De la possibilité pour un maire, en matière de promotion du personnel communal, de tenir compte des dispositions du 3^e alinéa de l'article 5 du décret n° 61-204 du 27 février 1961.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 420-421.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 1746 M. Victor Golvan :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les charges de plus en plus lourdes qui incombent aux collectivités locales ne se trouvent pas encore aggravées par la tendance de plus en plus affirmée de l'Etat de laisser à leur charge la construction de casernes de gendarmerie.

(Armées. — J. O. Débats du 5-7-1961, p. 678.)

N° 1748 M. André Monteil :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour discuter avec les organisations syndicales des revendications du personnel des préfectures, sous-préfectures, centres administratifs et techniques, et des services départementaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 710.)

N° 1750 M. Francis Le Basser :

Au sujet de l'étendue du contrat d'assurance collective proposé aux communes en faveur de leurs agents atteints d'une maladie provenant de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article 39 du code des pensions civiles et militaires de retraite, ou d'un accident survenu dans l'exercice de leurs fonctions.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 419.)

N° 1758 M. Gabriel Montpied :

De la possibilité pour les fonctionnaires des préfectures et sous-préfectures d'obtenir la revision prochaine de leur pension de retraite et la perception des sommes qui leur sont dues en vertu des dispositions de l'ordonnance n° 58-930 du 9 octobre 1958.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 421.)

N° 1762 M. Yves Hamon :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour discuter avec les organisations syndicales des revendications du personnel des préfectures, sous-préfectures, centres administratifs et techniques, et des services départementaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 16-6-1961, p. 450.)

N° 1799 M. Maurice Coutrot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation pénible qui résulte de l'insuffisance des crédits mis à la disposition des communes pour l'aménagement des lotissements défectueux.

(Construction. — J. O. Débats du 12-7-1961, p. 782.)

N° 1855 M. Alfred Dehé :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour redresser les injustices commises à la suite des opérations de reclassement consécutives à l'arrêté ministériel du 5 novembre 1959 sur la durée de carrière du personnel communal.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1045.)

N° 1879 M. Robert Chevalier :

De la possibilité, pour les communes, d'affermier leurs biens immobiliers ruraux par bail de gré à gré.

(Intérieur. — J. O. Débats du 23-7-1961, p. 1027.)

N° 1900 M. Francis Le Basser :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réparer l'injustice commise à l'égard des secrétaires de mairie des communes rurales qui ne perçoivent pas la prime de 50 NF prévue par le décret du 28 avril 1961.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1045.)

N° 1901 M. Victor Golvan :

Des conséquences susceptibles de résulter du refus, de la part d'une commune, de construire les locaux nécessaires au logement des brigades de gendarmerie.

(Armées. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1119.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 1910 M. François Patenôte :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir certains personnels non-intégrés des préfectures dans leurs droits légitimes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1045-1046.)

N° 1926 M. André Maroselli :

Conditions dans lesquelles les commissions administratives des services départementaux de protection contre l'incendie peuvent rémunérer les heures supplémentaires exécutées par certains personnels des services d'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1046.)

N° 1934 M. Edouard Le Bellegou :

Au sujet des conditions d'application de l'article 147 de la loi de finances du 16 avril 1930 concernant la création d'une caisse intercommunale d'entraide aux communes pauvres.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1046.)

N° 1940 M. Fernand Auberge :

Conditions dans lesquelles doivent être accordées les autorisations de voirie, sur les chemins départementaux et communaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-9-1961, p. 1093.)

N° 1941 M. Fernand Auberge :

Autorités dont dépend l'inspecteur départemental des services d'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1046.)

N° 1942 M. Roger Lagrange :

Au sujet de la situation particulière d'un secrétaire administratif de préfecture.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1046-1047.)

N° 1950 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre en harmonie, d'une part, les textes concernant le dépôt, par le receveur municipal, de son compte de gestion, d'autre part, les textes concernant l'examen et l'approbation de ce compte et du compte administratif, par le maire et les conseils municipaux, ainsi que par les autorités de tutelle.

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1143-1144.)

N° 1999 M. Fernand Auberge :

Au sujet de la responsabilité civile du conseil général dans le cas d'un sinistre important à l'occasion duquel serait gravement engagée la responsabilité personnelle du remplaçant provisoire de l'inspecteur départemental des services d'incendie, désigné par le préfet sans en avoir référé à l'assemblée départementale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1122.)

N° 2008 M. Auguste Billiémas :

Raisons pour lesquelles priorité n'a pas été réservée aux « commis non intégrés » en vue des nominations au choix au grade de secrétaires administratifs de préfecture.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1122-1123.)

N° 2015 M. Fernand Verdeille :

Au sujet des ponts sinistrés par faits de guerre sur la voirie des collectivités locales, dont la reconstruction est permise par le transfert de crédits opéré par l'arrêté du 23 mai 1961.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1943.)

N° 2029 M. Georges Rougeron :

Au sujet du caractère particulièrement dommageable pour les collectivités locales et départementales de certaines instructions ministérielles concernant l'intervention financière de l'Etat dans l'équipement pour la protection contre l'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-10-1961, p. 1285.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 2041 M. Emile Hugues :**

Texte en vertu duquel une commune bénéficiaire d'une subvention pour la création de gîtes communaux et d'un prêt de la caisse nationale de crédit agricole, doit pouvoir justifier de son adhésion à la fédération nationale des gîtes de France pour réaliser le prêt qui lui a été accordé.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2315.)

N° 2044 M. Waldeck L'Huillier :

Du nombre de communes rurales susceptibles d'être frappées par le projet de loi, actuellement envisagé, « relatif à la suppression ou au regroupement de certaines communes ».

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-10-1961, p. 1285.)

N° 2045 M. Waldeck L'Huillier :

Du nombre de communes supprimées par fusion depuis 1957 inclus.

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1426.)

N° 2068 M. Waldeck L'Huillier :

Au sujet de la répartition des communes selon le nombre d'habitants.

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1426.)

N° 2124 M. Philippe d'Argenlieu :

Conditions d'application dans les petites communes des dispositions nouvelles résultant du décret du 28 mars 1960 relatif à la délivrance du permis d'inhumer.

(Justice. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2503.)

N° 2132 M. Fernand Auberger :

De la possibilité de désigner une délégation spéciale pour remplacer un conseil municipal lorsque l'annulation de l'élection de celui-ci résulte de la non-observation par l'administration du délai de convocation du corps électoral.

(Intérieur. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1942.)

Voir aussi :

- Abattoirs (n° 1666) ;
- Baux ruraux (n° 1317) ;
- Biens communaux (n° 1435) ;
- Bons d'électricité (n° 1607) ;
- Caisses d'épargne (n° 1336) ;
- Calamités agricoles (n° 1230, 1618) ;
- Chemins ruraux (n° 1240) ;
- Code d'administration communale (n° 1258) ;
- Construction (n° 1407) ;
- Constructions scolaires (n° 1579, 1656) ;
- Crédit agricole (n° 844) ;
- Désinfection (n° 1850, 1851) ;
- Droits d'auteur (n° 1578) ;
- Egouts (n° 1315) ;
- Enseignement (n° 1922) ;
- Equipement sportif (n° 1242) ;
- Ferrailles (n° 1897) ;
- Fonctionnaires (n° 1843) ;
- Fonds forestier national (n° 1667) ;
- Impôts (n° 1289, 1372, 1395, 1432, 1433, 1669, 1928, 1962, 1967, 2007, 2043) ;
- Logement (n° 1219) ;
- Maires (n° 1264) ;
- Postes et télécommunications (n° 1794, 1931, 2023) ;
- Région de Paris (n° 2035) ;
- Sapeurs-pompier (n° 1937) ;
- Sécurité sociale (n° 1481, 1822) ;
- Société d'économie mixte (n° 2038) ;
- Société nationale des chemins de fer français (n° 1542) ;
- Sources thermales (n° 1938, 1939) ;
- Syndicats de communes (n° 1618).

COLONIES DE VACANCES**N° 2051 M. Amédée Bouquerel :**

De la nécessité de développer le recrutement des moniteurs de colonies de vacances, et d'assouplir à cet effet les dispositions du décret n° 54-41 du 6 janvier 1954 fixant les conditions de leur recrutement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1465.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 1727) ;
- Impôts (n° 1780, 2094).

COMBUSTIBLES LIQUIDES. — Voir : *Fuel-oils* (n° 1479, 1480).

COMITE « ARMAND-RUEFF »**N° 1205 M. Antoine Courrière :**

De l'utilité qu'il y aurait de distribuer aux parlementaires le texte du rapport établi par le comité Armand-Rueff.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 41.)

N° 1364 M. Victor Golvan :

Liste et qualité des personnalités faisant partie du comité Armand-Rueff.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 5-7-1961, p. 678.)

COMITE TECHNIQUE DEPARTEMENTAL DES TRANSPORTS.

— Voir : *Enseignement* (n° 1779).

COMMERCIALISATION D'UN LOCAL**N° 1427 M. Bernard-Chochoy :**

Principe sur lesquels peut s'appuyer l'administration pour demander à un propriétaire une compensation de la commercialisation d'un local qui, depuis sa construction, n'a jamais été affecté à l'habitation, mais toujours considéré comme commercial.

(Construction. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 44.)

COMMIS. — Voir :

- Collectivités locales (n° 2008) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 1451) ;
- Fonctionnaires (n° 1676, 1785, 1841).

COMMISSAIRES DE POLICE. — Voir : *Magistrats* (n° 1806).

COMMISSION DE LA CARTE SCOLAIRE. — Voir : *Enseignement* (n° 1558).

COMMISSIONS ACADEMIQUES. — Voir : *Enseignement* (n° 1558).

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1253).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**N° 1838 M. Philippe d'Argenlieu :**

De la nécessité d'obtenir de certains signataires du traité de la Communauté économique européenne la réalisation de certaines recommandations, en particulier de celle relative à l'égalisation des charges sociales.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1067.)

COMMUNAUTE FRANÇAISE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1338).

COMPAGNIE DES WAGONS-LITS**N° 1725 M. Georges Rougeron :**

De l'opportunité qu'il y aurait de la part de la Compagnie internationale des wagons-lits à rectifier certaines notices publicitaires déposées dans les wagons-restaurants et concernant les prix des repas.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 425.)

COMPTE ADMINISTRATIF. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1950).

COMPTE DE GESTION. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1950).

COMPTOIR NATIONAL DU LOGEMENT

N° 1613 M. René Dubois :

A propos du scandale dit du « Point-du-Jour », de l'équité qu'il y aurait à ne réclamer aux souscripteurs d'appartements une participation supplémentaire que lorsque auront été reversées entre les mains des mandataires spéciaux chargés de gérer le C. N. L. certaines sommes indûment soustraites à leur objet.

(Construction. — J. O. Débats du 19-5-1961, p. 357.)

CONCIERGES

N° 1818 M. Louis Courroy :

Conditions d'application aux concierges d'industries de la loi du 22 février 1958 relative à la classification des concierges.

(Travail. — J. O. Débats du 7-7-1961, p. 740.)

CONCOURS GENERAL AGRICOLE

N° 2121 M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité pour les herd-books des races bovines étrangères des pays adhérents au Marché commun d'être autorisés à exposer au concours général agricole de Paris de 1962.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1941.)

N° 2122 M. Michel de Pontbriand :

De la surface du parc des expositions de la porte de Versailles occupée en 1961 par l'ensemble des races bovines présentées au concours général agricole, ainsi que celle prévue à cet effet pour l'année 1962.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1942.)

CONGE D'ARMISTICE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1450).

CONGES DES FONCTIONNAIRES. — Voir :

— *Enseignement* (n° 1362) ;

— *Fonctionnaires* (n°s 1244, 1472, 1700, 1839).

CONGES PAYES

N° 1486 M. Etienne Dailly :

De la possibilité de comprendre les avantages accessoires tels que le treizième mois, les gratifications et les primes annuelles ou de fin d'année dans la rémunération totale servant de base au calcul de l'indemnité afférente aux congés annuels des salariés.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 54.)

N° 2091 M. Adolphe Chauvin :

De la possibilité de faire supporter par l'Etat la charge des indemnités de congés payés dans le cas où les salariés ne reprennent pas, à leur libération du service militaire, l'emploi qu'ils occupaient au moment de leur incorporation.

(Travail. — J. O. Débats du 21-11-1961, p. 1718.)

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Voir : *Enseignement* (n° 1509).

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

N° 1614 M. Coudé du Foresto :

De l'utilité de l'assemblée plénière du conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

(Industrie. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 106-107.)

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1544).

CONSEILS GENERAUX

N° 1633 M. Fernand Auberger :

De la possibilité pour un conseil général d'élire son bureau chaque année au début de la deuxième session ordinaire.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 107.)

CONSEILS GENERAUX (suite).

N° 1711 M. Georges Rougeron :

De la possibilité pour un conseil général d'introduire dans son règlement intérieur toutes les dispositions qui ne sont pas en contradiction avec la loi, notamment en ce qui concerne l'élection de son bureau.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 420.)

CONSERVATEURS DES EAUX ET FORETS. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1686).

CONSTITUTION

N° 1876 M. André Maroselli :

De l'opportunité qu'il y aurait à revenir au fonctionnement normal des institutions républicaines et démocratiques.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1037.)

N° 1899 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles le Gouvernement ne fait pas usage des dispositions de l'article 48 de la Constitution en vue de requérir l'inscription à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale les projets de loi portant ratification de certaines ordonnances.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1037.)

CONSTRUCTION

N° 1283 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour obliger une société de Marcq-en-Barœul (Nord), qui a construit un groupe de maisons, à réparer les nombreuses malfaçons de construction que les enquêtes et expertises ont révélées.

(Construction. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 16.)

N° 1407 M. Guy Petit :

Cas particulier d'un contribuable assujéti à l'investissement obligatoire du 1 p. 100 des salaires dans la construction, et dont les versements étaient faits à titre de « prêt », alors que la commune, bénéficiaire desdits versements, ne peut recevoir de subventions à fonds perdus.

(Construction. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 44.)

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

N° 1400 M. Paul Pelleray :

Critères en fonction desquels sont faites les attributions de crédits affectés aux constructions scolaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 44.)

N° 1490 M. Philippe d'Argenlieu :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que l'installation de douches au cœur des constructions scolaires, soit considérée comme partie intégrante de ces constructions et subventionnée dans les mêmes conditions.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 45.)

N° 1493 M. Gabriel Montpied :

Au sujet de la situation critique du lycée technique municipal de jeunes filles de Clermont-Ferrand par suite des retards apportés à la réalisation des projets d'agrandissement à l'étude depuis bientôt dix ans.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 45.)

N° 1512 M. Georges Rougeron :

Au sujet de la modicité des crédits effectivement affectés au financement des constructions scolaires du premier degré dans le département de l'Allier à la date du 15 octobre 1960.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1-4-1961, p. 73.)

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES (suite).**N° 1565** M. Georges Cogniot :

Du délai estimé nécessaire pour aboutir à la réalisation de la plus grande partie des travaux de décoration prévus dans les projets de constructions scolaires et universitaires établis pour la période du 11 janvier 1955 au 1^{er} juin 1959.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 137-138.)

N° 1579 M. Georges Rougeron :

De l'utilité qu'il y aurait à accélérer au maximum l'instruction de tous les dossiers de constructions scolaires en les évoquant, par exemple, au seul échelon départemental ou académique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 195.)

N° 1620 Mme Renée Dervaux :

Date à laquelle sera entreprise la construction du lycée prévue avenue des Grésillons, à Asnières.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104.)

N° 1621 Mme Renée Dervaux :

Raisons pour lesquelles ne sont pas encore commencés les travaux d'agrandissement du lycée Carnot à Asnières, et mesures envisagées pour l'ouverture en septembre du second cycle.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104.)

N° 1656 M. Gaston Pams :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réaliser une meilleure répartition budgétaire entre les différents ordres d'enseignement afin de soulager les besoins impérieux des communes en matières de constructions scolaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 195.)

N° 1764 M. Guy Petit :

Au sujet de l'installation de buanderies dans des constructions scolaires, et des avantages que peuvent présenter des installations de cette nature.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 417.)

N° 1863 M. Georges Cogniot :

Au sujet de l'exécution du projet de création d'un collège d'enseignement technique (métallurgie) sur le territoire de la commune de Bagneux (Seine).

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1040.)

N° 1864 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles les travaux d'agrandissement de l'école de garçons 69, rue Simon-Bolivar, à Paris, ne sont pas encore terminés.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1040.)

N° 1949 M. Louis Namy :

Date à laquelle a été signé l'acte de vente consacrant l'achat par l'administration du terrain destiné à l'école nationale d'enseignement technique de Massy-Palaiseau, et époque à laquelle on peut espérer l'ouverture de cet établissement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1041-1042.)

N° 2042 M. André Fosset :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour terminer au plus vite les travaux entrepris au lycée Dorian.

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-11-1961, p. 1609.)

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES (suite).**N° 2077** M. Georges Cogniot :

Au sujet du long retard apporté à la mise en route des travaux de construction du centre d'apprentissage de Blanc-Mesnil.

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-11-1961, p. 1609.)

N° 2079 M. Georges Cogniot :

Au sujet du projet de construction d'une école maternelle sur le terrain sis n° 11 et 15, rue de Lancry, à Paris (10^e).

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-11-1961, p. 1609.)

N° 2080 M. Georges Cogniot :

Au sujet de la reconstruction du groupe scolaire sis à Paris, 155-161, avenue Parmentier.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1961, p. 2573.)

N° 2101 M. Charles Fruh :

Des dispositions à prendre d'urgence en vue de l'achèvement des travaux d'agrandissement de l'annexe de la Jonquière du lycée Jules-Ferry.

(Education nationale. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2448.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 1485) ;
- Equipement sportif (n° 1856, 1857) ;
- Impôts (n° 1274).

CONTRATS D'ASSURANCE COLLECTIVE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1750).

CONTRAVENTIONS. — Voir : *Circulation routière* (n° 1983).

CONTRIBUTION FONCIERE. — Voir : *Impôts* (n° 1596, 1967).

CONTROLE DES NAISSANCES**N° 1689** M. Georges Rougeron :

Au sujet de la politique suivie en France en matière de maternité, et de l'utilité qu'il pourrait y avoir de reconsidérer la législation relative à la restriction et au contrôle volontaires des naissances.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 30-6-1961, p. 614.)

CONVENTION FRANCO-BELGE. — Voir : *Victimes de guerre* (n° 1821).

COOPERATIVES DE CONSTRUCTION. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1383).

COOPERATIVES DE RECONSTRUCTION**N° 1417** M. Yves Hamon :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les membres du personnel des coopératives de reconstruction bénéficient, lors de leur congédiement, des mêmes indemnités de licenciement que celles attribuées aux agents des associations syndicales de reconstruction et de remembrement.

(Construction. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 16.)

COORDINATION DU RAIL ET DE LA ROUTE**N° 1271** M. Jean Bertaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faciliter l'extension de cette nouvelle formule de coordination du rail et de la route, dite « coordination technique ».

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 30.)

COTISATION DE RESORPTION. — Voir : *Lait* (n° 1726).

COURS COMPLEMENTAIRES INDUSTRIELS. — Voir : *Enseignement technique* (n° 1914).

COUT DE LA VIE

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du coefficient de hausse intervenu de 1938 à 1960 sur l'indice moyen du coût de la vie.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

CREDIT AGRICOLE

N° 844 M. Jean Geoffroy :

Des mesures à prendre pour permettre au crédit agricole d'apporter une aide plus efficace aux communes rurales dans la réalisation de leurs projets, et plus particulièrement en matière de constructions H. L. M.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 102.)

CREDIT FONCIER. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1086).**CRIMINELS DE GUERRE**

N° 1526 M. Jacques Duclos :

Conditions dans lesquelles un criminel de guerre a pu être naturalisé français, malgré une demande d'extradition le concernant présenté par le Gouvernement tchécoslovaque.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 21-7-1961, p. 979.)

CROIX DU COMBATTANT VOLONTAIRE

N° 1555 M. Amédée Bouquerel :

De la possibilité de reporter au 25 novembre 1961 la date de forclusion pour la présentation des demandes de croix du combattant volontaire.

(Armées. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 194.)

CUMUL D'EXPLOITATIONS

N° 1776 M. Hector Dubois :

De la réglementation applicable, et du préfet compétent pour statuer dans un cas particulier de demande de cumul d'exploitations.

(Agriculture. — J. O. Débats du 28-6-1961, p. 566.)

D**DEBARRAS.** — Voir : *Droit de reprise* (n° 1747).**DEBILITE.** — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2014).**DEBITS DE BOISSONS**

N° 1811 M. Etienne Rabouin :

Du nombre de licences de débits de boissons de différentes catégories exploitées en France au cours des années 1950, 1955, 1960.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 709.)

DECHARGES PUBLIQUES. — Voir : *Immondices* (n° 1973).**DECORATIONS.** — Voir :— *Armées* (n° 1966).— *Croix du combattant volontaire* (n° 1555) ;— *Légion d'honneur* (n° 1391-1659-2211).**DECOTES.** — Voir : *Impôts* (n° 1333).**DELEGATION SPECIALE.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 2132).**DENREES AGRICOLES.** — Voir : *Production agricole* (n° 1920).**DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER.** — Voir :— *Code d'administration communale* (n° 1258) ;— *Exploitants agricoles* (n° 2084) ;— *Fonctionnaires* (n° 1448-1623-1700-1961) ;— *Honoraires médicaux* (n° 1960) ;— *Impôts* (n° 1927).**DEPORTES**

N° 1354 M. Geoffroy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour verser le plus rapidement possible aux déportés, internés résistants et leurs ayants droit, les sommes fixées par la convention conclue avec la République fédérale allemande concernant l'indemnisation des victimes du nazisme.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 43.)

N° 2137 M. Jean Bertaud :

Du tarif applicable par les tribunaux d'instance pour la constitution des dossiers nécessaires aux déportés susceptibles de bénéficier des indemnités prévues par les accords franco-allemands.

(Justice. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2620.)

DEPUTE SUPPLEANT. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1162).**DESINFECTION**

N° 1850 M. Jean Bertaud :

Conditions d'utilisation de certains produits servant à la désinfection des locaux scolaires.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1047-1048.)

N° 1851 M. Jean Bertaud :

Cas dans lesquels la désinfection des locaux scolaires revêt un caractère impératif et obligatoire, et où la responsabilité de la commune ou de l'Etat pourrait être mise en jeu.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1123.)

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1160).**DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DE LA SANTE ET DE LA POPULATION.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1740-1741).**DISTINCTIONS HONORIFIQUES.** — Voir :— *Armée* (n° 1966) ;— *Croix du combattant volontaire* (n° 1555) ;— *Légion d'honneur* (n° 1391-1659-2211).**DISTRICTS URBAINS**

N° 1829 M. Waldeck L'Huilier :

Du nombre de districts urbains créés par l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 ; de leur organisation interne, et de leurs attributions.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-9-1961, p. 1093.)

DOMMAGES DE GUERRE

N° 1663 M. Charles Naveau :

De la possibilité de faire cesser certaines opérations de rajustement des indemnités de dommages de guerre lorsque le montant de la décision évaluative valeur 1939 est conforme, et que la reconstitution a été faite d'après les normes primitivement fixées.

(Construction. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 137.)

DOMMAGES DE GUERRE (suite).**N° 2075** M. Michel Kauffmann :

Conditions d'application de l'article 3 de la loi du 1^{er} septembre 1948 dans certains cas particuliers de construction où celle-ci a été financée à l'aide d'indemnités de dommages de guerre.

(Construction. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1941-1942.)

Voir aussi : Impôts (n° 1279).

DOMMAGES-INTERETS. — Voir : Sécurité sociale (n° 1515).**DONATIONS-PARTAGE.** — Voir :

— Impôts (n° 1771-2156) ;

— Successions (n° 1649).

DOTATION SUR STOCKS. — Voir : Impôts (n° 1814-1927).**DOUCHES.** — Voir :

— Constructions scolaires (n° 1490) ;

— Equipement sportif (n° 2082).

DROIT AU BAIL. — Voir :

— Fonds national d'amélioration de l'habitat (n° 1572) ;

— Impôts (n° 2073).

DROIT COMPLEMENTAIRE. — Voir : Impôts (n° 1911).**DROIT AU MAINTIEN DANS LES LIEUX.** — Voir : Sous-location (n° 1331).**DROIT AU RENOUELEMENT DU BAIL.** — Voir : Etablissements hospitaliers (n° 1959).**DROIT DE REPRISE****N° 1747** M. Edmond Barrachin :

Conditions dans lesquelles, dans un immeuble en copropriété, le propriétaire d'une pièce isolée classée « débaras » peut reprendre la disposition de cette pièce.

(Justice. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 710.)

N° 1955 M. le général Antoine Béthouart :

Dispositions prises en faveur des Français rapatriés du Maroc ou de Tunisie pour leur permettre d'exercer le droit de reprise à l'égard de l'appartement ou de la maison qu'ils avaient loués pendant leur absence de la métropole.

(Construction. — J. O. Débats du 7-9-1961, p. 1092.)

DROIT DE SOULTE. — Voir : Impôts (n° 1468-2156).**DROITS D'AUTEUR****N° 1578** M. Georges Rougerou :

Des critères selon lesquels sont déterminés les droits d'auteur, en particulier à l'occasion des spectacles ou soirées organisés par des sociétés ou des collectivités locales.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 67.)

DROITS DE DOUANE. — Voir :

— Bananes (n° 1237) ;

— Impôts (n° 1859).

DROITS D'ENREGISTREMENT. — Voir : Impôts (n° 1201-1222-1374-1385-1393-1456-1495-1801-1826-1852-1982).**DROITS FIXES.** — Voir : Impôts (n° 1413).**DROITS DE MUTATION.** — Voir :

— Impôts (n° 1308-1398-1519-1521-1527-1609-1780-1804-1826-1827-1842-1854-1884-1979) ;

— Successions (n° 1530).

DROITS PROPORTIONNELS. — Voir : Impôts (n° 1413-2074).**DROITS DE SUCCESSION.** — Voir :

— Impôts (n° 1308-1398-1527) ;

— Successions (n° 1530-1534).

E**EAUX****N° 1563** M. Martial Brousse :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à la pollution des eaux dans la région d'Etain (Meuse), résultant des fuites du fuel-oil servant au chauffage des logements des militaires américains et de leur famille.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 85.)

EAUX ET FORETS — Voir :

— Fonctionnaires (n° 1448-1677-1686-1772) ;

— Reboisement (n° 2105).

EAUX MINERALES. — Voir :

— Impôts (n° 1601) ;

— Sources thermales (n° 1938-1939).

ECHANGES D'APPARTEMENTS**N° 2131** M. Maurice Lalloy :

Des obligations juridiques réciproques qui peuvent résulter à la charge des preneurs à l'occasion des échanges d'appartements.

(Construction. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2618.)

ECHANGES DE CONSTRUCTIONS. — Voir : Impôts (n° 2039).**ECOLE DE CHERCHELL.** — Voir : Armée (n° 1587-1923).**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION.** — Voir : Fonctionnaires (n° 1658).**ECOLES MATERNELLES.** — Voir : Constructions scolaires (n° 2079).**ECOLES DE MEDECINE.** — Voir :

— Centres hospitaliers universitaires (n° 1357) ;

— Enseignement (n° 1358-1359).

ECONOMIQUEMENT FAIBLES. — Voir : Bons d'électricité (n° 1607).**EGOUTS****N° 1315** M. Maurice Charpentier :

De la possibilité d'appliquer prochainement dans nos communes rurales la méthode hollandaise de traitement des eaux usées.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 13-14.)

EGYPTE. — Voir : Sécurité sociale (n° 2018).**ELECTIONS****N° 1360** M. Jean Lecanuet :

De la signification exacte de l'expression « jusqu'au jour du scrutin » en matière de réclamations électorales.

(Justice. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 26.)

ELECTRIFICATION RURALE**N° 1446** M. Eugène Romaine :

Des résultats de l'enquête de 1959 en ce qui concerne le montant des travaux d'électrification rurale à réaliser dans l'ensemble de la France.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 43.)

N° 1730 M. Charles Naveau :

Répartition, par département, des crédits affectés à l'électrification rurale dans le cadre du plan triennal, et des critères retenus pour effectuer cette répartition.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-5-1961, p. 357.)

ELUS MUNICIPAUX. — Voir : Collectivités locales (n° 1582).

EMPLOIS RESERVES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1334).

EMPRUNTS. — Voir : *Collectivités locales* (nos 1086-1388-1580).

ENFANTS INADAPTES. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2014).

ENREGISTREMENT

N° 1576 M. Georges Rougeron :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux inconvénients qui résulteront de la suppression des recettes de l'enregistrement dans différents chefs-lieux de cantons.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 105-106.)

Voir aussi : *Publicité légale* (n° 1319).

ENSEIGNEMENT

N° 1074 M. Mohamed Guéroui :

De l'opportunité d'organiser chaque année à travers les départements algériens et sahariens des stages d'information aux normaliens et normaliennes qui achèvent leurs études.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72.)

N° 1174 M. Pierre Marcilhacy :

Raisons pour lesquelles le concours d'entrée dans les écoles normales du département de la Guyane a été fixé au dernier moment à Cayenne, alors qu'il avait été prévu préalablement à Bordeaux.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 16.)

N° 1188 M. Louis Namy :

De la possibilité pour un professeur non agrégé d'une quelconque discipline d'être chargé d'un enseignement en classe de mathématiques supérieures.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 16-17.)

N° 1212 M. Emile Aubert :

De l'anomalie qui résulte du fait qu'en compensation de l'ouverture des classes nouvelles indispensables, soit exigé en nombre équivalent la suppression d'écoles existantes.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 17.)

N° 1260 M. Jean Bertaud :

Dans le cas particulier d'une école privée avec internat qui change d'immeuble et même de localité tout en conservant son directeur, ses maîtres et ses élèves, de la possibilité pour cet établissement de se considérer comme la même école que précédemment.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 17.)

N° 1288 M. Emile Hugues :

Du nombre de diplômes de licence en droit délivrés au titre du régime de 1954 ; du nombre de diplômes d'études supérieures délivrés au cours des cinq dernières années, ainsi que des thèses de doctorat soutenues pendant la même période.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 17, 18.)

N° 1303 M. Marcel Boulangé :

Du nombre total de candidats du département du Doubs inscrits au C. A. P. de juin 1960 ; du nombre total de candidats ayant subi les épreuves, et définitivement reçus.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 18.)

N° 1306 M. Marcel Brégogère :

De la possibilité, pour les instituteurs et institutrices admissibles aux épreuves orales du certificat d'aptitude à l'inspection primaire et à la direction des écoles normales, d'être dispensés de la partie théorique écrite et orale du C. A. P. pour collèges d'enseignement général.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 18.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 1322 M. Etienne Dailly :

Des mesures susceptibles d'améliorer les conditions d'organisation et de fonctionnement des stages pédagogiques prévus pour les candidats aux concours de recrutement de l'enseignement secondaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 18, 19.)

N° 1332 M. Emile Hugues :

Au sujet du séjour d'études à l'étranger des élèves professeurs de langues vivantes.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 103.)

N° 1339 M. Jacques Vassor :

Cas particulier d'une institutrice d'Indre-et-Loire qui, titulaire de tous les titres de capacité requis, et assurant des suppléances depuis plus de sept années, n'est cependant pas encore titularisée.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 19.)

N° 1349 M. Roger Carcassonne :

De la possibilité, pour la langue d'oc, d'être ajoutée à la liste des langues nationales étrangères constituant l'une des épreuves facultatives éventuelles du baccalauréat.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 19.)

N° 1358 M. Jacques Henriet :

Au sujet des qualités, titres et nombre des personnels attachés aux disciplines de base dans les actuelles écoles de médecine de plein exercice lorsqu'elles seront transformées en centres hospitaliers universitaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 19.)

N° 1359 M. Jacques Henriet :

Au sujet de l'implantation, de la construction et des délais d'ouverture de la nouvelle école de médecine de plein exercice de Besançon.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 19.)

N° 1362 M. André Armengaud :

Raisons pour lesquelles les professeurs français enseignant au Chili ne peuvent obtenir leur congé qu'après trois ans de présence dans ce pays.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 12.)

N° 1376 M. René Tinant :

De l'opportunité qu'il y aurait à subventionner le ramassage des élèves des centres d'apprentissage agricole et ménager publics et privés, en coordination avec le ministère de l'éducation nationale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 68.)

N° 1392 M. André Fosset :

Etant donné les difficultés actuelles de recrutement du personnel enseignant, de l'opportunité qu'il y aurait de proroger jusqu'à soixante-cinq ans l'âge limite du maintien en fonction des maîtres et maîtresses de l'enseignement primaire, directrices et directeurs, ainsi que les professeurs de cours complémentaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 44.)

N° 1441 M. René Tinant :

Au sujet de la situation des instituteurs détachés à l'enseignement par correspondance et qui ne perçoivent pas l'indemnité de logement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 44, 45.)

N° 1447 M. Marcel Molle :

De la possibilité pour une association, constituée par quatre établissements d'enseignement libre, et qui a créé et équipé un laboratoire de physique et chimie, de mettre ledit laboratoire avec ses locaux et son matériel, à la disposition des établissements secondaires d'enseignement public de la localité.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 1465 M. René Dubois :

Conditions dans lesquelles a été examiné et soigné un jeune élève, à la suite d'un incident survenu avec un de ses camarades dans un lycée parisien les 11 et 12 janvier 1961.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72.)

N° 1471 M. Jean Nayrou :

Raisons pour lesquelles un grand nombre de professeurs d'éducation physique ne sont pas rémunérés à l'échelon auquel ils peuvent prétendre en raison de leur ancienneté, et mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à cet état de choses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72, 73.)

N° 1487 M. Edouard Le Bellegou :

Raisons pour lesquelles un grand nombre de professeurs d'éducation physique ne sont pas rémunérés à l'échelon auquel ils peuvent prétendre en raison de leur ancienneté ; et mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à cet état de choses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72, 73.)

N° 1499 M. Edouard Soldani :

Raisons pour lesquelles un grand nombre de professeurs d'éducation physique ne sont pas rémunérés à l'échelon auquel ils peuvent prétendre en raison de leur ancienneté ; et mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à cet état de choses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72, 73.)

N° 1507 M. Georges Rougeron :

Du nombre d'instituteurs et de professeurs utilisés dans l'ensemble des départements métropolitains dans des emplois administratifs et qui, de ce fait, n'exercent point dans un établissement d'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 137.)

N° 1508 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait de compléter la circulaire du 5 octobre 1960 (B. O. n° 32-1960) par une disposition stipulant que, dans le cas d'insuffisance de places disponibles dans une cantine scolaire ou dans un véhicule de ramassage, priorité absolue devrait être assurée à la fréquentation de l'école publique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 103.)

N° 1509 M. Georges Rougeron :

Eu égard au grand nombre d'organismes consultatifs dont les attributions se recoupent ou se contrarient, de l'utilité qu'il y aurait de conférer au conseil départemental de l'enseignement primaire une vocation plus étendue et un avis plus déterminant pour tous les problèmes relevant de l'éducation nationale.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-5-1961, p. 233.)

N° 1510 M. Georges Rougeron :

Des avantages apportés, en ce qui concerne les études, par la fixation des grandes vacances scolaires suivant le régime reconduit en 1961.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 73.)

N° 1511 M. Georges Rougeron :

Au sujet des conditions précises dans lesquelles, selon la circulaire du 30 mars 1960, un service de ramassage scolaire peut être subventionnable.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 73.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 1513 M. Georges Rougeron :

Des répercussions fâcheuses que peut avoir sur le déroulement des études des élèves le fait qu'au lycée de jeunes filles de Moulins des postes de professeurs de lettres et de mathématiques n'ont pu être pourvus de titulaires et ont dû être confiés à des suppléants.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 73.)

N° 1514 M. Georges Rougeron :

Au sujet des conditions déplorablement dans lesquelles est donné, à l'école normale d'instituteurs de l'Allier, l'enseignement de la physique et des mathématiques, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à cet état de choses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 73.)

N° 1548 M. Fernand Aubergier :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été publié l'arrêté d'application du décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 relatif à l'équivalence du baccalauréat avec le titre de « technicien supérieur breveté ».

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 103-104.)

N° 1550 M. Charles Laurent-Thouvery :

Raisons pour lesquelles un grand nombre de professeurs d'éducation physique ne sont pas rémunérés à l'échelon auquel ils peuvent prétendre en raison de leur ancienneté ; et mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à cet état de choses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72-73.)

N° 1551 M. Roger du Halgouët :

Au sujet du « cadre de référence » d'un titulaire d'une licence ès lettres libre, et d'un diplôme d'études supérieures de lettres.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 73.)

N° 1558 M. Etienne Dailly :

De l'utilité qu'il y aurait d'associer aux travaux de certains organismes consultatifs (commission de la carte scolaire, commissions académiques, comités départementaux de l'enseignement technique) des représentants qualifiés des activités économiques.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 195.)

N° 1570 M. Fernand Verdeille :

A la suite de la réforme de structure du ministère de l'éducation nationale, du nombre d'inspecteurs généraux existant dans les diverses directions, ainsi que leurs titres ; et des critères selon lesquels il est procédé à leur recrutement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 74.)

N° 1581 Mme Suzanne Crémieux :

Au sujet des textes à intervenir concernant les crédits à prévoir pour le ramassage scolaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 16-6-1961, p. 449.)

N° 1583 M. Jean Bertaud :

Raisons pour lesquelles un grand nombre de professeurs d'éducation physique ne sont pas rémunérés à l'échelon auquel ils peuvent prétendre en raison de leur ancienneté.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72-73.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 1600 M. Lucien Perdereau :

Raisons pour lesquelles un grand nombre de professeurs d'éducation physique ne sont pas rémunérés à l'échelon auquel ils peuvent prétendre en raison de leur ancienneté ; et mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à cet état de choses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72-73.)

N° 1616 M. Charles Laurent-Thouverey :

Du service compétent pour accorder et verser l'indemnité de logement aux instituteurs exerçant dans des centres régionaux d'enseignement par correspondance, ou dans des services d'inspection académique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 138.)

N° 1650 M. Gérard Minvielle :

Raisons pour lesquelles un grand nombre de professeurs d'éducation physique ne sont pas rémunérés à l'échelon auquel ils peuvent prétendre en raison de leur ancienneté.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 73.)

N° 1719 M. André Maroselli :

De la possibilité pour un instituteur suppléant du Maroc, sinistré d'Agadir, titulaire du brevet élémentaire, de prétendre à une suppléance dans la métropole.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 416.)

N° 1755 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour modifier dans les meilleurs délais le mode de rémunération des directeurs de stage d'agrégation.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 912-913.)

N° 1779 M. Fernand Auberger :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour adjoindre deux maires à la section spéciale du comité technique départemental des transports, qui doit se prononcer sur l'organisation des services de ramassage scolaire.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 28-6-1961, p. 567.)

N° 1817 M. Jacques Vassor :

Cas particulier d'un instituteur qui a fait une demande d'admission à la retraite pour une date qui ne lui permettrait pas de bénéficier de l'augmentation d'indice intervenue à partir du 1^{er} mai.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-7-1961, p. 678.)

N° 1825 M. Gabriel Montpied :

Du nombre de créations de classes primaires et maternelles prévues en France en dehors de l'agglomération parisienne.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1120.)

N° 1881 M. Bernard Lafay :

Nombre de candidats qui se sont présentés et ont été admis au baccalauréat dans le département de la Seine à la session de juin 1961.

(Education nationale. — J. O. Débats du 7-9-1961, p. 1092.)

N° 1882 M. Bernard Lafay :

A la suite des erreurs intervenues au cours des épreuves et de la proclamation des résultats du baccalauréat en juin, de l'utilité qu'il y aurait d'organiser une nouvelle session au mois de septembre.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1040.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 1888 M. Labidi Neddaf :

De la possibilité d'étendre à l'Algérie les mesures qui ont été prises par l'office du baccalauréat de Paris concernant la vérification des épreuves écrites de la session de juin 1961.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1041.)

N° 1916 M. Roger Garaudy :

Au sujet des mesures discriminatoires prises à l'encontre de certains éducateurs, et en particulier à l'encontre de quelques professeurs et maîtres d'éducation physique de l'institut national des sports.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1119-1120.)

N° 1922 M. Guy de La Vasselais :

Epoque à laquelle doit paraître le nouveau statut des collèges d'enseignement général, afin que soit assurée d'une manière équitable la répartition des charges entre l'Etat et les municipalités.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1120.)

N° 1929 M. Gabriel Montpied :

De l'utilité qu'il y aurait à faire savoir rapidement si le Gouvernement compte organiser au mois de septembre une seconde session du baccalauréat.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1041.)

N° 1932 M. Fernand Auberger :

De la possibilité de modifier le décret n° 61-118 du 31 janvier 1961, après de permettre à des jeunes gens âgés de vingt ans, reçus sans mention à la première partie du baccalauréat, de pouvoir préparer la seconde partie par l'obtention d'un sursis.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1041.)

N° 1951 M. Georges Cogniot :

Du nombre de postes créés budgétairement, pourvus effectivement, ou vacants, dans les lycées techniques, concernant certaines disciplines déterminées.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1042.)

N° 2027 M. Georges Rougeron :

De la possibilité, dans le cas particulier d'une institutrice publique adjointe qui perçoit l'indemnité représentative de logement, de prétendre également à la prime spéciale uniforme de transport.

(Education nationale. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1384.)

N° 2031 M. Francis Le Basser :

Des raisons qui s'attachent au maintien du département de la Mayenne dans la circonscription académique de Rennes.

(Education nationale. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1465.)

N° 2046 M. Louis Namy :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la pénurie de professeurs dont souffre le lycée Francisque-Sarcey, à Dourdan.

(Education nationale. — J. O. Débats du 16-11-1961, p. 1504.)

N° 2071 M. Jacques Henriët :

Des dispositions à prendre pour que la rentrée en première année de médecine puisse être accessible, dans toutes les facultés ou écoles de médecine, à tous les candidats et dans de bonnes conditions.

(Education nationale. — J. O. Débats du 16-11-1961, p. 1504.)

ENSEIGNEMENT (suite).**N° 2078 M. Georges Cogniot :**

Au sujet des nombreux postes de professeurs qui n'ont pu être pourvus à la rentrée scolaire au lycée de Villemomble (Seine).

(Education nationale. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1384.)

Voir aussi :

- *Constructions scolaires* (n°s 1400, 1490, 1493, 1512, 1565, 1579, 1620, 1621, 1656, 2080, 2101) ;
- *Désinfection* (n°s 1850, 1851) ;
- *Fonctionnaires* (n°s 1843, 1865, 1874, 1885, 2113, 2157) ;
- *Hygiène scolaire et universitaire* (n° 1540) ;
- *Logement de fonction* (n° 1219) ;
- *Pensions* (n° 1824).

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL**N° 1637 M. Adolphe Chauvin :**

Au sujet du texte réglementaire ayant créé le brevet de prévention du 1^{er} degré délivré par le centre d'instruction de la protection contre l'incendie à Paris.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 107.)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**N° 1375 M. René Tinant :**

De l'utilité de fixer longtemps à l'avance la date de l'examen du brevet d'apprentissage ménager rural.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 14.)

N° 1645 M. Adolphe Dutoit :

Raisons du retard apporté au paiement des frais de déplacement et indemnités dus aux membres de l'enseignement technique du département du Nord à l'occasion des concours et examens auxquels ils ont participé.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104.)

N° 1646 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation qui est faite au personnel des collèges d'enseignement technique de l'académie de Lille.

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 338.)

N° 1914 M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier au manque de places dans certains centres d'apprentissage et cours complémentaires industriels.

(Education nationale. — J. O. Débats du 29-11-1961, p. 2253.)

Voir aussi : *Constructions scolaires* (n°s 1863, 1949).

ENTREPRISES DE BATTAGE. — Voir : Impôts (n° 1625).**ENVOIS FORCES****N° 1680 M. Paul Wach :**

Conditions exactes dans lesquelles le système de vente dit « envois forcés » peut donner lieu à infraction de la part de l'expéditeur.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 709-710.)

EPARGNE. — Voir : Ventes d'appartements (n° 1342).**EPIZOOTIES****N° 1390 M. Fernand Verdeille :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour renforcer la surveillance contre les personnes qui tenteraient d'introduire ou de répandre en France des produits biologiques susceptibles de provoquer des épizooties sur le gibier.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-1-1961, p. 14.)

EPIZOOTIES (suite).**N° 1612 M. Jacques Vassor :**

Des formalités à remplir pour la livraison à l'abattoir des bêtes d'accident qui n'auraient pas été vaccinées contre la fièvre aphteuse conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 novembre 1960 ; et de la possibilité, d'autre part, d'augmenter la subvention accordée aux éleveurs vaccinant leurs animaux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1-4-1961, p. 71.)

N° 1664 M. Michel Kauffmann :

Raisons pour lesquelles ont été autorisés la vente et l'emploi en médecine vétérinaire du médicament « A. R. T. » dont l'utilisation peut être dangereuse au point de vue de la prévention et du traitement de la tuberculose bovine.

(Agriculture. — J. O. Débats du 28-4-1961, p. 102.)

N° 2057 M. Jacques Delalande :

Au sujet de l'extension inquiétante de la fièvre aphteuse dans certains départements de l'Ouest, et des moyens appropriés qui devraient être mis en œuvre pour assurer la préservation de notre cheptel bovin.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1383.)

N° 2061 M. François de Nicolaÿ :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour enrayer l'extension de l'épidémie de fièvre aphteuse qui sévit actuellement dans l'Ouest de la France.

(Agriculture. — J. O. Débats du 21-11-1961, p. 1718.)

EQUIPEMENT SPORTIF**N° 1242 M. Jean Geoffroy :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin aux difficultés que rencontrent les communes, en particulier pour contracter des emprunts destinés à leur projets d'équipement sportif.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 17.)

N° 1394 M. Michel de Pontbriand :

Au sujet du projet d'installation près du bois de Vincennes d'un stade de 100.000 places.

(Construction. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 416.)

N° 1856 M. Georges Cogniot :

Au sujet du projet de suppression du plateau de sport et d'évolutions gymniques contigu au lycée municipal de jeunes filles Sophie-Germain.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1040.)

N° 1857 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles le groupe scolaire de la rue des Récollets, à Paris, ne comporte aucune installation sportive, et mesures envisagées pour remédier à cet état de choses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1040.)

N° 1858 M. Georges Cogniot :

De l'opportunité qu'il y aurait d'affecter aux besoins de la jeunesse et des sports le terrain libre mitoyen du square sis 107, rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris.

(Construction. — J. O. Débats du 20-10-1961, p. 1203.)

N° 2082 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles ont été refusés les crédits correspondants à l'installation de douches au gymnase du groupe scolaire filles-maternelle des rues de l'Aqueduc, Château-Landon, à Paris (10^e).

(Education nationale. — J. O. Débats du 16-11-1961, p. 1504.)

ESSENCE

Voir :

- Impôts (nos 1087, 1428) ;
- Postes et télécommunications (n° 1561).

ETABLISSEMENTS DANGEREUX**N° 2173** M. Joseph Beaujannot :

De l'obligation, pour une usine inscrite dans la deuxième classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, d'être soumise au régime de l'autorisation ou de la déclaration, en ce qui concerne les transformations énumérées dans l'article 26 de la loi du 19 décembre 1917.

(Industrie. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2448.)

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS**N° 1241** M. Eugène Romaine :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation hospitalière des régions rurales, notamment celle du département de la Creuse.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 27.)

N° 1368 M. Fernand Auberger :

De la référence et des textes officiels qui se rapportent à la création et au fonctionnement des maisons de retraite pour personnes âgées.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 28.)

N° 1411 M. Etienne Dailly :

De l'opportunité de mettre à l'étude les solutions que posent les conditions de vie de nombreux vieillards dans les établissements hospitaliers et maisons de retraite de la région parisienne et des centres urbains importants.

(Travail. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 29.)

N° 1451 M. Jean de Bagneux :

De l'opportunité qu'il y aurait à fixer prochainement la liste limitative des diplômes pouvant être considérés comme équivalents du B. E. P. C. pour l'accès à l'emploi de commis des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 51-52.)

N° 1452 M. Jean de Bagneux :

Au sujet des conditions d'accès aux postes d'agents des services hospitaliers (ex-servants et servantes) et de la possibilité de les admettre aux concours, dans certains cas, même s'ils ne sont pas titulaires du C. E. P.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 52.)

N° 1657 M. Jacques Gadoin :

De la possibilité pour une commission administrative d'établissement hospitalier public de prendre en charge la contribution patronale à l'I. P. A. C. T. E. des médecins, chirurgiens, spécialistes employés à temps partiel.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 710.)

N° 1765 M. Guy Petit :

Au sujet de l'installation de buanderies dans des établissements hospitaliers et des avantages que peuvent présenter des installations de cette nature.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 30-6-1961, p. 614.)

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS (suite).**N° 1883** M. Etienne Dailly :

De la possibilité de maintenir en fonction, pendant une période transitoire, des agents non titulaires présentement chargés de la direction de certains établissements à faible capacité hospitalière.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1048.)

N° 1907 M. Roger Lagrange :

Au sujet de la réglementation en vigueur concernant l'attribution des postes de direction des hôpitaux et hospices.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1048.)

N° 1908 M. Jacques Gadoin :

Au sujet des conditions dans lesquelles sont présentement exécutés les examens médicaux dans certains hôpitaux et hospices et de la situation de certains pharmaciens gérants de ces établissements.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1048-1049.)

N° 1959 M. Jean Brajeux :

Au sujet des difficultés résultant, d'une part, de l'obligation faite aux hospices et autres établissements publics de bienfaisance de mettre leurs biens en location par voie d'adjudication et, d'autre part, du droit au renouvellement du bail accordé au preneur par l'article 837 du code rural.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1118.)

N° 2034 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité pour un I. M. P. privé pour enfants débiles mentaux de bénéficier des dispositions des arrêtés du 29 décembre 1959 relatifs au fonds de roulement des hôpitaux et hospices publics.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1466.)

N° 2053 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'interprétation à donner au paragraphe 8 de l'article 2 de la loi du 5 août 1960 d'orientation agricole, concernant les baux des biens appartenant aux établissements hospitaliers et susceptibles d'être renouvelés dans les mois ou les années à venir.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1941.)

N° 2153 M. André Maroselli :

De la possibilité pour un blessé soigné dans un centre hospitalier d'obtenir le dossier des clichés radiographiques et de tous autres documents susceptibles d'éclaircir sur son cas son médecin traitant.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1943.)

N° 2162 M. Paul Lévêque :

De l'opportunité de prendre toutes mesures utiles en vue d'améliorer la situation matérielle des internes agréés des hôpitaux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 16-12-1961, p. 2654.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 1289) ;
- Infirmières (n° 2161) ;
- Jours ouvrables (n° 1789) ;
- Maisons de retraite (n° 1368) ;
- Sécurité sociale (n° 1412).

ETABLISSEMENTS THERMAUX. — Voir : Stations thermales (n° 2127).**ETAT CIVIL****N° 2099** M. Francis Le Basser :

Au sujet des attributions précises de l'officier de l'état civil, en présence de certaines contradictions résultant, d'une part, des prescriptions du code civil et, d'autre part, de l'instruction générale en date du 21 septembre 1955 relative, notamment, à l'indication de la date de naissance.

(Justice. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1427.)

Voir aussi : Collectivités locales (n° 1557).

ETATS AFRICAINS**N° 1655** M. Philippe d'Argenlieu :

Conditions et mesure dans lesquelles le Trésor français est engagé à donner son concours aux Etats africains maintenant indépendants.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 338.)

ETATS DE LA COMMUNAUTE

Voir : *Fonctionnaires* (n° 1338).

EXPLOITANTS AGRICOLES**N° 1803** M. Abel Sempé :

Au sujet des allègements susceptibles d'être consentis aux petits exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 400 NF, en ce qui concerne l'application de certaines dispositions de la loi relative à l'assurance-maladie des exploitants agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-6-1961, p. 613-614.)

N° 1831 M. Octave Bajeux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit respectée la volonté du législateur en ce qui concerne particulièrement la participation de l'Etat aux cotisations des assurés dont l'exploitation atteint un revenu cadastral inférieur à 400 nouveaux francs.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-7-1961, p. 862.)

N° 1840 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des anciens exploitants agricoles qui ne peuvent présentement se prévaloir de la loi du 25 janvier 1961 sur les assurances sociales agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 912.)

N° 1912 M. Marcel Molle :

De la possibilité, pour les agriculteurs qui continuent à exercer leur activité et perçoivent l'allocation supplémentaire, d'être exemptés du paiement des cotisations de l'allocation vieillesse agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1118.)

N° 1984 M. Michel Kauffmann :

Au sujet des anomalies que paraît contenir la circulaire n° 27 du 20 juin 1961 adressée à la mutualité sociale agricole au sujet de l'application des textes sur l'assurance maladie obligatoire des exploitants agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-10-1961, p. 1208.)

N° 1985 M. René Tinant :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à certaines injustices résultant de l'application de la loi d'assurance maladie obligatoire des exploitants agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1143.)

N° 2083 M. Emile Durieux :

Au sujet de la situation des conjointes à charge d'exploitants agricoles qui ont, par ailleurs, une activité salariée et à ce titre relèvent et bénéficient obligatoirement d'un autre régime d'assurance maladie.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1425.)

N° 2084 M. Lucien Bernier :

Au sujet du projet de loi que devait déposer le Gouvernement concernant l'extension aux départements d'outre-mer de la législation sociale métropolitaine, et de son adaptation aux membres non salariés des familles des exploitants agricoles.

(Ministre d'Etat chargé des départements d'outre-mer et du Sahara. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1382.)

N° 2090 M. Roger Lagrange :

De la possibilité de modifier la législation actuellement en vigueur afin de permettre de substituer, en faveur des exploitants agricoles et dans certains cas, l'allocation vieillesse agricole à l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

(Agriculture. — J. O. Débats du 21-11-1961, p. 1718.)

EXPLOITANTS AGRICOLES (suite).**N° 2095** M. René Tinant :

Au sujet des difficultés rencontrées par un certain nombre de bénéficiaires du nouveau régime de l'assurance maladie obligatoire des exploitants agricoles, notamment en matière de remboursement de frais de cure.

(Agriculture. — J. O. Débats du 18-11-1961, p. 1608.)

N° 2097 M. Robert Liot :

Au sujet de la situation, au regard des dispositions de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961 relative à l'assurance maladie des non-salariés agricoles, des personnes exerçant ou ayant exercé simultanément plusieurs activités non salariées, dont une activité agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2315.)

Voir aussi :

— Aide sociale (n° 1278) ;

— Honoraires médicaux (n° 2114) ;

— Impôts (n° 1668) ;

— Sécurité sociale (n° 1588).

EXPLOITATIONS MINIERES**N° 1653** M. Jean Bardol :

Conditions dans lesquelles sont alimentés le fonds de garantie et de compensation, et le service des prestations de chauffage et de logement, pour le personnel retraité des exploitations minières et assimilées.

(Industrie. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 107.)

EXPORTATION DE TABLEAUX**N° 1466** M. Jacques Duclos :

Conclusions auxquelles a abouti l'enquête prescrite à la suite de la vente au Metropolitan Museum d'un tableau du peintre français Georges de La Tour.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 66-67.)

EXPOSITIONS. — Voir : Beaux-arts (n° 1496).**EXPROPRIATION****N° 1384** M. Charles Laurent-Thouverey :

Bases sur lesquelles seront calculés les intérêts de la somme due à des propriétaires expropriés pour cause d'utilité publique, dans le cas particulier où l'indemnité qui leur a été allouée a été versée à la caisse des dépôts et consignations.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 80.)

N° 1735 M. Francis Le Basser :

Au sujet du montant total, et de ses divers éléments, de l'indemnité de emploi due à un propriétaire en cas d'expropriation après déclaration d'utilité publique.

(Justice. — J. O. Débats du 19-5-1961, p. 357.)

Voir aussi : *Chemins ruraux* (n° 1240).

EXTINCTEURS D'INCENDIE. — Voir : Sapeurs-pompiers (n° 1541-2133).**F****FAÇONNIERS. — Voir : Impôts** (n° 1518).**FARINE. — Voir : Blé** (n° 1952).**FERRAILLES****N° 1897** M. Etienne Dailly :

Des moyens légaux susceptibles d'être mis à la disposition des maires pour leur permettre de régler ou d'interdire l'implantation de dépôts de ferrailles ou de matériaux divers sur le territoire de leur commune.

(Construction. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1068.)

FIEVRE APHTEUSE. — Voir : *Epizooties* (n°s 1612-2057-2061).

FONCTION PUBLIQUE

N° 1168 M. Mohamed Guéroui :

Au sujet de l'accession des Musulmans à tous les emplois et à tous les cadres administratifs de la fonction publique.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 10-11.)

FONCTIONNAIRES

N° 1160 M. Robert Liot :

Au sujet de l'intention attribuée à la direction générale des impôts de transformer 1.500 emplois d'auxiliaires et d'agents de bureau en emplois de la catégorie C.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 20.)

N° 1162 M. André Maroselli :

Du droit, pour un inspecteur principal des contributions directes, de recevoir dans le canton où il exerce ses fonctions, les électeurs du député dont il est le « suppléant ».
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 20.)

N° 1187 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité de faire bénéficier certains fonctionnaires du cadre B de mesures déjà intervenues pour d'autres catégories, notamment en ce qui concerne le droit à pension de retraite.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 11.)

N° 1244 M. Etienne Dailly :

Dispositions réglementaires en vertu desquelles des fonctionnaires démissionnaires de leur emploi se voient actuellement refuser tout droit à congé annuel.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 11-12.)

N° 1253 M. Maurice Coutrot :

Au sujet de la compétence des commissions administratives paritaires en matière de titularisation de fonctionnaires stagiaires.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 12.)

N° 1280 Mme Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur de certains fonctionnaires et agents français des services publics du Maroc et de la Tunisie, qui ne perçoivent plus leur traitement depuis leur retour en France.
(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 12.)

N° 1327 M. Georges Marrane :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour hâter la réalisation des dispositions prises dans le cadre des lois de finances de 1960 en faveur des fonctionnaires du cadre B.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 42.)

N° 1328 M. Marcel Champeix :

Des solutions à apporter à certains problèmes que pose l'application du décret n° 60-1089 du 6 octobre 1960 relatif à l'institution d'une allocation temporaire d'invalidité pour les fonctionnaires.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 101.)

N° 1334 M. Bernard Lafay :

Du préjudice que risquent de subir les fonctionnaires titulaires d'emplois réservés du fait du reclassement des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 12.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 1338 M. Jean-Paul de Rocca-Serra :

Dispositions envisagées pour faire bénéficier les fonctionnaires rapatriés des divers Etats de la Communauté et de la Gurnée de l'indemnité de réinstallation accordée aux fonctionnaires rapatriés du Maroc et de Tunisie.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 485.)

N° 1377 M. Edgar Pisani :

Cas particulier d'un fonctionnaire qui, ayant demandé sa mise à la retraite anticipée en application de la loi de finances de 1959, n'a pas bénéficié des avantages prévus par ladite loi.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 12.)

N° 1382 M. Ludovic Tron :

En vue du calcul de la pension des fonctionnaires retraités français du Maroc, de l'urgence qu'il y aurait à ce que soient publiés les arrêtés d'assimilation fixant les correspondances entre les emplois occupés au Maroc et les emplois analogues de la fonction publique en France.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 46.)

N° 1389 M. Georges Marie-Anne :

Du droit à l'indemnité d'éloignement dans le cas particulier d'un ancien ingénieur principal des travaux publics de la France d'outre-mer, mis en service détaché auprès de la mairie de Fort-de-France en qualité de directeur des services de voirie.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 46-47.)

N° 1403 M. Auguste Pinton :

De la possibilité d'envisager le reclassement dans le cadre A (inspecteurs centraux) du personnel des postes et télécommunications appartenant à l'ancien cadre des inspecteurs mis à la retraite sans avoir pu bénéficier de certaines dispositions prises à l'égard de collègues plus anciens.
(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 27.)

N° 1409 M. Gabriel Montpied :

De la possibilité de faire bénéficier les retraités des relèvements de traitements consécutifs à la création de classes exceptionnelles.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 23.)

N° 1420 M. Lucien Perdereau :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été publié le règlement d'administration publique prévu par l'art. 70 de la loi de finances du 26 décembre 1959.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 23.)

N° 1445 M. Etienne Dailly :

De la possibilité pour un fonctionnaire réunissant la durée de services minimum réglementaire, et qui sollicite son admission à la retraite anticipée, de ne pas recevoir une simple pension proportionnelle à jouissance différée, mais de se prévaloir au moins des mêmes droits que ceux accordés à des fonctionnaires révoqués.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 47.)

N° 1448 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité d'envisager favorablement de constituer l'inspection des forêts de la Martinique en conservation autonome relevant directement des services centraux de Paris.
(Agriculture. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 415.)

N° 1463 M. Louis Namy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur de la revision des indices bruts de traitements et de l'amélioration des conditions de carrière des ouvriers professionnels des administrations centrales.
(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 42.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 1472 M. Roger Lagrange :***Au sujet du régime des congés annuels des agents des postes maintenus sous les drapeaux.*

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 50-51.)

N° 1473 M. Jean-Louis Vigier :*Des garanties de carrière offertes aux attachés d'administration centrale.*(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 67.)**N° 1501 M. Edgar Tailhades :***Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux personnels des laboratoires de l'Etat de la répression des fraudes qui réclament un statut spécial et la parité indiciaire avec certains autres de leurs collègues.*(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 69-70.)**N° 1506 M. Camille Vallin :***Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que de nombreux fonctionnaires de la catégorie B, en particulier ceux des postes et télécommunications, puissent bénéficier rapidement des dispositions du décret n° 60-559 du 15 juin 1960 portant fixation et révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat.*(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 83.)**N° 1544 M. Camille Vallin :***De l'opportunité qu'il y aurait de saisir au plus tôt le conseil supérieur de la fonction publique des propositions relatives aux améliorations indiciaires pour toutes les catégories de personnel du cadre B, autres que les contrôleurs.*(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 83.)**N° 1545 M. Camille Vallin :***Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux surveillantes principales et surveillantes des postes et télécommunications qui sollicitent la transformation de tous leurs emplois en emplois de chef de section principal et chef de section à dater du 1^{er} janvier 1960.*(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 83.)**N° 1552 M. Pierre Garet :***Au sujet de la prise en considération de la prime unique, prévue par le décret n° 60-166 du 24 février 1960 en faveur de certaines catégories de personnels civils et militaires de l'Etat, dans le décompte du cumul d'un traitement public avec une retraite.*(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 77.)**N° 1559 M. Alain Poher :***De l'équité qu'il y aurait de faire bénéficier les fonctionnaires civils, servant ou ayant servi en Algérie et les territoires du Sud depuis le 1^{er} novembre 1954 dans une formation militaire, d'une bonification d'ancienneté au moins égale à celle accordée aux fonctionnaires civils détachés ou affectés d'office.*(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 67, 68.)**N° 1564 M. Marcel Bertrand :***De la possibilité de faire bénéficier les fonctionnaires ayant exercé en zone interdite, au Nord de la Somme de 1940 à 1944, des bonifications et autres avantages prescrits par l'article L 95 du code des pensions.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 105.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 1566 M. Raymond de Wazières :***Au sujet des conclusions auxquelles a abouti la commission sur la réforme des administrations centrales, et de la date à laquelle sera appliquée l'urgente et équitable réforme concernant la situation des administrateurs civils.*

(Premier ministre. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 101.)

N° 1589 M. Jean Bertaud :*Au sujet de la situation indiciaire des anciens agents de la sûreté nationale entrés à la préfecture de police, au regard de la parité indiciaire P.P.-S.N. appliquée définitivement depuis le 1^{er} juillet 1959.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 107.)

N° 1590 M. Georges Marie-Anne :*De la possibilité, dans le cas particulier d'un fonctionnaire des postes et télécommunications, originaire de la Martinique nommé à Paris puis ensuite muté en Guyane, de percevoir l'indemnité complémentaire prévue à l'alinéa 3 de l'article 9 du décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 196.)

N° 1623 M. Georges Marie-Anne :*De la possibilité pour des fonctionnaires en service en France métropolitaine, et qui partent en congé de longue durée dans leur département d'outre-mer d'origine, de bénéficier de la majoration de traitement prévue par l'article 7 du décret n° 57-482 du 11 avril 1957.*

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 106.)

N° 1642 M. Emile Dubois :*De la possibilité d'envisager la titularisation des agents occasionnels de la distribution en fonction depuis plus de dix ans.*(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 84.)**N° 1654 M. Gabriel Montpied :***De la possibilité d'appliquer la circulaire du 13 octobre 1945 relative à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat rappelés sous les drapeaux ou maintenus au-delà de la durée légale, dans un cas particulier concernant un agent auxiliaire qui, pour un motif indépendant de sa volonté, ne remplit pas la condition de délai réglementaire.*

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 101.)

N° 1658 M. Paul Pelleray :*Eu égard à la politique suivie depuis quelques années en matière de recrutement des administrateurs civils de l'Etat, de l'opportunité qu'il y aurait ainsi d'envisager de modifier leur mode de recrutement, et de limiter en conséquence la compétence de l'école nationale d'administration à la préparation aux grands corps de l'Etat.*

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 338.)

N° 1661 M. Jean Deguise :*De l'équité qu'il y aurait d'appliquer également aux services spéciaux, et notamment aux services de la navigation, la réforme actuellement projetée du cadre B des fonctionnaires.*

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 197.)

N° 1671 M. Edouard Soldani :*Textes sur lesquels s'appuie l'administration pour refuser à un pharmacien inspecteur principal de la santé, détaché d'office auprès d'un établissement public d'un département d'outre-mer, le bénéfice de son indice statutaire.*

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 338-339.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 1673 M. Robert Bouvard :

Raisons pour lesquelles les surnuméraires de l'enregistrement ont été retardés dans leur avancement au grade d'inspecteur central.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 418-419.)

N° 1675 M. Etienne-Dailly :

Raisons pour lesquelles les services, cependant actifs, accomplis postérieurement à la limite d'âge de l'emploi, par des fonctionnaires de la préfecture de police ou de la sûreté nationale bénéficiaires d'un recul de limite d'âge du chef de charges de famille ou d'enfants « morts pour la France » ne sont pas pris en compte pour l'octroi de la bonification spéciale de services.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 486.)

N° 1676 M. Joseph Raybaud :

Dispositions à prendre en vue d'appliquer aux commis nommés en application de la loi du 3 avril 1950, la circulaire interministérielle du 6 mai 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 140-141.)

N° 1677 M. Maurice Verillon :

Au sujet de la date à laquelle il sera procédé à la révision de la situation des ingénieurs des eaux et forêts issus de l'école forestière des Barres, en vue de tenir compte de leurs bonifications d'ancienneté pour services militaires.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 103.)

N° 1686 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qu'il y aurait à ce que les conservateurs des eaux et forêts résident dans chaque département plutôt que de demeurer groupés dans des circonscriptions régionales.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1383.)

N° 1693 M. Emile Hugues :

Textes sur lesquels s'appuie l'administration pour refuser à un pharmacien inspecteur principal de la santé, détaché d'office auprès d'un établissement public d'un département d'outre-mer, le bénéfice de son indice statutaire.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 339.)

N° 1700 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité pour des fonctionnaires d'origine métropolitaine, conjointes de fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer, d'être autorisées à cumuler plusieurs congés annuels en vue d'obtenir un congé global assorti de délais de route, pour leur permettre d'accompagner leur époux se rendant en congé administratif dans leur département d'origine d'outre-mer.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 20-5-1961, p. 385.)

N° 1728 M. Jean Lecanuet :

Raisons pour lesquelles les crédits nécessaires n'ont pas encore été mis à la disposition des préfets pour leur permettre de verser au personnel titulaire des services extérieurs les sommes qui leur sont dues à titre d'indemnités pour travaux supplémentaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1042.)

N° 1731 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité de proroger les dispositions de l'article 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956, permettant aux fonctionnaires de l'Etat de solliciter leur admission à la retraite cinq ans avant l'âge minimum requis, ainsi que d'étendre ces dispositions à d'autres fonctionnaires qu'à ceux de la catégorie A.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 487.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 1740 M. Jules Pinsard :

De la possibilité pour les personnels des directions départementales de la santé et de la population de percevoir une indemnité spéciale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 422-423.)

N° 1741 M. Jules Pinsard :

Mesures envisagées pour remédier à la situation actuelle des chefs de section administrative des directions départementales de la santé et de la population, et accorder à ce corps des dispositions statutaires correspondant à ses véritables fonctions.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 423.)

N° 1743 M. Auguste Pinton :

Au sujet des effectifs, pour le département du Rhône, et pour certaines années, des fonctionnaires des diverses régies financières appartenant aux cadres A, B, C et D.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1042.)

N° 1749 M. Jacques Henriot :

Au sujet de la date d'entrée en vigueur des terties relatifs à la retraite des personnels auxiliaires des affaires étrangères.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1037.)

N° 1766 M. Roger Lagrange :

De la possibilité d'étendre l'article L. 327 du code de la sécurité sociale, concernant les majorations de pension pour enfants, aux agents de la fonction publique.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 415.)

N° 1772 M. Emile Aubert :

Date à laquelle l'administration des eaux et forêts tiendra compte d'une décision du Conseil d'Etat relative à la situation administrative particulière de deux ingénieurs des eaux et forêts issus de l'école des Barres, et concernant plus particulièrement les bonifications d'ancienneté pour services militaires auxquelles ils ont droit.

(Agriculture. — J. O. Débats du 16-6-1961, p. 449.)

N° 1785 M. René Triaud :

Mesures à prendre pour que soit appliquée aux commis nommés en application de la loi du 3 avril 1950 la circulaire interministérielle du 6 mai 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 707.)

N° 1798 M. André Maroselli :

Au sujet des conditions de reclassement d'un auxiliaire de bureau ayant accompli dix-neuf ans de service comme contractuel en Tunisie.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 485.)

N° 1823 M. Jean Nayrou :

De la possibilité de proroger au-delà du 8 août 1961 l'article 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956, autorisant les fonctionnaires de l'Etat appartenant à la catégorie A de solliciter une retraite anticipée à jouissance immédiate.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 13-7-1961, p. 813.)

N° 1839 M. Roger Lagrange :

Conditions dans lesquelles un fonctionnaire, non réformé, mais pensionné pour infirmités dues à une maladie contractée en service, peut néanmoins bénéficier de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928, concernant les congés avec traitement.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1037.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 1841 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'équité qu'il y aurait d'appliquer aux commis nommés en application de la loi du 3 avril 1950, la circulaire interministérielle du 6 mai 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 709.)

N° 1843 M. Marcel Boulangé :

Au sujet de l'interprétation de l'arrêté ministériel du 10 avril 1958, concernant le montant de « l'heure-année » à allouer aux instituteurs de l'Etat enseignant dans les cours professionnels.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1045.)

N° 1844 M. François Schleiter :

Date à laquelle il sera procédé à la révision de la situation des ingénieurs des eaux et forêts issus de l'école des Barres, en vue de tenir compte de leurs bonifications d'ancienneté pour services militaires.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-7-1961, p. 862.)

N° 1847 M. Gaston Defferre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que paraisse sans tarder le règlement d'administration publique prévu pour l'application de l'article 70 de la loi de finances de 1960 concernant le calcul des pensions civiles et militaires en faveur de certaines catégories de fonctionnaires.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 912.)

N° 1849 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'étendre la « bonification de dépaysement » prévue par l'article L 9, paragraphe 1^{er} du code des pensions aux fonctionnaires se rendant hors d'Europe dans le cadre de missions de courte durée, inférieures à trois mois.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-7-1961, p. 1026-1027.)

N° 1860 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit créé dans les postes et télécommunications le corps de chef de section.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 21-7-1961, p. 979.)

N° 1865 M. Roger du Halgouet :

De la possibilité, pour les professeurs contractuels ou auxiliaires qui vont commencer à enseigner et vont adhérer à une caisse de retraites complémentaires, de bénéficier du décret n° 61-544 du 31 mai 1961.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1040.)

N° 1874 M. Francis Le Basser :

Au sujet des mesures envisagées, dans le cadre des travaux de revalorisation de la fonction enseignante, en vue de donner satisfaction aux instituteurs retraités de toutes catégories.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1040.)

N° 1885 M. Jean Nayrou :

De la possibilité, pour un professeur titulaire, actuellement sous les drapeaux par suite de la résiliation volontaire de son sursis, de présenter des demandes de mutation de poste pendant la durée de son incorporation.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1041.)

N° 1886 M. Marcel Brégégère :

De la possibilité d'appliquer la loi Roustan aux employés des entreprises nationalisées avec les mêmes avantages que ceux accordés aux fonctionnaires.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1117-1118.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 1893 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux revendications du personnel des lignes à grande distance.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1047.)

N° 1898 M. Jean Nayrou :

De la possibilité de supprimer dans un proche avenir l'obligation de résidence d'un an, prévue à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1921, afin de faire bénéficier de la loi Roustan toutes les femmes fonctionnaires, quelle que soit la profession de leur mari.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1118.)

N° 1905 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que, dans le cadre de la prochaine réforme du code des pensions, l'indemnité de résidence soit incorporée dans les éléments de la rémunération soumise à la retenue pour pension.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-10-1961, p. 1132.)

N° 1924 M. André Armengaud :

De l'opportunité qu'il y aurait à porter sans tarder à 60 p. 100 le taux des avances sur péréquation pour les fonctionnaires retraités tunisiens et marocains.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1067.)

N° 1944 M. Jean Geoffroy :

De la possibilité de comprendre dans le décret d'assimilation portant application aux retraités relevant de la catégorie A des services extérieurs de la direction générale des impôts, les anciens directeurs de 1^{re} classe remplissant certaines conditions d'ancienneté.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1068-1069.)

N° 1961 M. Georges Marie-Anne :

Cas particuliers de certains fonctionnaires de la France d'outre-mer qui, venus jouir de leur congé administratif dans leur département d'outre-mer d'origine, se sont vu supprimer la majoration spéciale de 40 p. 100 dès l'expiration dudit congé, alors que sur ordre de l'autorité supérieure, ils étaient demeurés sur place en position d'expectative d'affectation.

(Finances et affaires économiques — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1120-1121.)

N° 1986 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles a été fixée arbitrairement à trois mois, pour les agents en mission hors d'Europe, la durée minimum du séjour générateur du droit à la « bonification de dépaysement ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. du 4-10-1961, p. 1121.)

N° 2050 M. Roger Carcassonne :

De la suite susceptible d'être donnée à une demande présentée par un fonctionnaire en vue de percevoir l'allocation temporaire d'invalidité, au titre d'une maladie non inscrite aux tableaux des maladies professionnelles.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1464.)

N° 2092 M. Charles Naveau :

Au sujet de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 12 juillet 1961 relatif à l'échelonnement indiciaire des grades et emplois des catégories C et D, et de la possibilité pour les retraités de ces catégories de bénéficier de ces nouveaux indices.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 29-11-1961, p. 2252.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 2103 M. Jean Nayrou :**

De la possibilité pour des fonctionnaires qui, bien qu'ils occupent un poste leur donnant droit à un logement de fonction, ne sont pas en fait logés par suite du manque de locaux disponibles, de percevoir dans des conditions normales des indemnités pour travaux supplémentaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2619.)

N° 2113 M. Roger Lagrange :

Mesures envisagées en vue de rétablir prochainement la parité dont bénéficient traditionnellement les intendants, sous-intendants et adjoints des services économiques, avec les autres fonctionnaires de l'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1465-1466.)

N° 2157 M. Gabriel Montpied :

Raisons pour lesquelles les fonctionnaires de l'intendance et de l'économat ne bénéficient pas encore jusqu'à ce jour du reclassement intervenu le 1^{er} mai 1961 pour les autres catégories du personnel des établissements d'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2317.)

Voir aussi :

- Assemblée de l'Union française (n° 1636) ;
- Collectivités locales (n° 1361-1406-1415-1419-1425-1450-1523-1547-1571-1582-1595-1926-1941-1942) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 1451-1452) ;
- Impôts (n° 1795) ;
- Maroc (n° 1454) ;
- Sécurité sociale (n° 1822) ;
- Société nationale des chemins de fer français (n° 1439).

FONDS DE COMMERCE

Voir :

- Propriété commerciale (n° 1176) ;
- Publicité légale (n° 1319) ;
- Sécurité sociale (n° 1516-2016).

FONDS FORESTIER NATIONAL**N° 1667 M. Paul Ribeyre :**

De l'utilité qu'il y aurait à procéder à un renforcement du personnel du fonds forestier national et à une refonte rapide des plans cadastraux qui n'ont pas encore été renouvelés.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 137.)

FONDS NATIONAL D'AMELIORATION DE L'HABITAT**N° 1438 M. Geoffroy de Montalembert :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que le fonds national pour l'amélioration de l'habitat rétablisse les subventions en faveur des propriétaires qui désirent réparer et améliorer leurs immeubles situés dans des petites communes rurales.

(Construction. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 71.)

N° 1572 M. Paul Wach :

De la possibilité de considérer que la somme exigée d'un nouveau locataire, à titre de « pas de porte », par le propriétaire d'un immeuble mixte lors de la conclusion d'un bail commercial constitue bien un supplément de loyer passible du droit de bail, à la charge du locataire, et du prélèvement au titre du fonds national d'amélioration de l'habitat, à la charge du propriétaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 105.)

N° 2003 M. Michel Kauffmann :

Au sujet de la situation particulière d'un immeuble sis à Strasbourg, au regard de la taxe de 5 p. 100 au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2501.)

FONDS NATIONAL D'AMELIORATION DE L'HABITAT (suite).**N° 2004 M. Michel Kauffmann :**

Au sujet de la situation particulière d'un propriétaire qui a bénéficié d'une subvention du fonds national d'amélioration de l'habitat.

(Construction. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1143.)

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE**N° 1369 M. Fernand Aubergier :**

Des moyens financiers utilisés pour alimenter le fonds national de solidarité en 1960.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 46.)

N° 1756 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour qu'une substantielle revalorisation affecte dans les meilleurs délais possibles le montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 424.)

N° 1757 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour relever le plafond des ressources auxquelles se réfèrent les articles 630 et 688 du code de la sécurité sociale en vue de l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 424.)

N° 1791 M. Guy de La Vasselais :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation de tous ceux qui, par le maintien au taux actuel du plafond des ressources, se trouvent privés de l'allocation du fonds national de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 488.)

N° 1797 M. Bernard Chochoy :

Du montant total des recettes procurées par chacune des impositions créées par l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 707-708.)

N° 1807 M. Georges Rougeron :

Intérêt qui s'attacherait à un relèvement des plafonds des ressources annuelles auxquels est subordonnée l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 7-7-1961, p. 739.)

N° 1830 M. Marcel Boulangé :

De la possibilité d'envisager un relèvement des plafonds de ressources auxquels est subordonné le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 914.)

N° 1832 M. André Cornu :

De la possibilité de relever le plafond des ressources auquel est subordonné le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et, pour l'avenir, d'envisager d'indexer sur le S. M. I. G. à la fois le montant de l'allocation et le plafond des ressources prises en compte.

(Travail. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 915.)

N° 1834 Mme Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de relever le plafond des ressources auquel est subordonné le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et, pour l'avenir, d'indexer sur le S. M. I. G. le plafond des ressources et le montant de l'allocation.

(Travail. — J. O. Débats du 21-7-1961, p. 979.)

N° 1836 M. Lucien Perdèreau :

De la possibilité d'envisager le relèvement, dans le plus court délai, du plafond des ressources prises en compte pour le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 915.)

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE (suite).**N° 1845** M. René Tinant :

De la possibilité d'envisager, pour l'avenir, d'indexer sur le S. M. I. G. le montant de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ainsi que le plafond des ressources prises en compte.

(Travail. — J. O. Débats du 21-7-1961, p. 979.)

N° 1873 M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité d'envisager, pour l'avenir, d'indexer sur le S. M. I. G. le montant de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ainsi que le plafond des ressources prises en compte pour son attribution.

(Travail. — J. O. Débats du 21-7-1961, p. 980.)

N° 1930 M. Gabriel Montpied :

De la nécessité urgente d'indexer sur l'indice du prix de la vie les plafonds de ressources auxquels est subordonné le paiement de l'allocation supplémentaire.

(Travail. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1050.)

N° 2005 M. Jacques Delalande :

De l'opportunité à instituer sans tarder une indexation des plafonds des ressources annuelles par référence au salaire minimum interprofessionnel garanti, en vue de l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1154.)

N° 2019 M. Maurice Coutrot :

De la possibilité de rattacher aux variations du S. M. I. G. ou de revaloriser les plafonds des ressources annuelles qui limitent, pour les retraités, l'accession au bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1144.)

FONDS NATIONAL DE VULGARISATION AGRICOLE. — Voir :

Impôts (n° 1717).

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER**N° 1436** M. Fernand Verdeille :

Au sujet de l'emploi qui a été fait des crédits de la tranche urbaine du fonds routier, année par année, depuis sa création.

(Intérieur. — J. O. Débats du 10-5-1961, p. 233.)

N° 1796 M. Edgar Tailhades :

Montant total des crédits accordés au titre du fonds spécial d'investissement routier en 1959, 1960, 1961 au départements du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de l'Hérault, de la Lozère, de l'Aveyron, de l'Ardèche et du Gard.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 7-7-1961, p. 740.)

N° 1869 M. Fernand Verdeille :

Raisons qui ont motivé l'arrêté du 23 mai 1961 portant transfert de crédits des tranches locales à la tranche nationale du fonds spécial d'investissement routier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 914.)

N° 1925 M. Edgar Tailhades :

Montant des crédits alloués au cours des années 1959, 1960, 1961 à certains départements au titre du fonds spécial d'investissement routier.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1046.)

N° 1976 M. Georges Rougeron :

Critères selon lesquels est établie la répartition, entre les départements, de la tranche départementale et de la tranche vicinale du fonds spécial d'investissement routier, et ventilation, pour chaque département, des attributions effectuées pour l'année 1961.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1125.)

Voir aussi : Impôts (n° 1428).

FORAINS**N° 1070** M. Emile Vanrullen :

Au sujet de l'interprétation de l'article 2 de l'arrêté du 5 novembre 1946 dans le cas particulier d'un industriel forain, propriétaire exploitant de deux métiers, qui désirerait procéder à une installation simultanée de ses deux métiers sur un même champ de foire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-7-1961, p. 813-814.)

FORETS**N° 1489** M. Philippe d'Argenlieu :

Dispositions prévues pour prévenir et combattre les incendies de forêts.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1-4-1961, p. 69.)

N° 1704 M. Auguste Pinton :

De la date de publication du décret déterminant les départements dans lesquels les préfets peuvent définir les zones d'interdiction de plantations forestières.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 194.)

FORMATION PROFESSIONNELLE. — Voir : Impôts (n° 1936).**FRAIS DE DEPLACEMENT. — Voir :**

— Enseignement technique (n° 1645) ;

— Impôts (n° 1795).

FRANCE D'OUTRE-MER. — Voir : Indemnité d'éloignement (n° 1389).**FRAUDES. — Voir : Fonctionnaires (n° 1501).****FROMAGES****N° 1460** M. Pierre Mathey :

Conditions dans lesquelles a été effectuée une importation de 450 tonnes de fromages suisses, en supplément du tonnage déjà prévu par l'accord commercial franco-suisse.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1-4-1961, p. 69.)

N° 1781 M. François de Nicolay :

Raisons pour lesquelles une taxe compensatoire n'est pas établie sur les importations de fromages étrangers, notamment des fromages à pâtes pressées demi-cuites en provenance de Hollande.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 706-707.)

FRUITS**N° 1861** M. Claudius Delorme :

Raisons pour lesquelles les exportateurs ainsi que les signataires de contrats à l'exportation de la campagne de fruits de 1960 n'ont pas encore reçu les indemnités prévues au titre du fonds de garantie mutuelle.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1038.)

Voir aussi :

— Licences d'importation (n° 1892) ;

— Prix agricoles (n° 1152).

FUEL-OILS**N° 1479** M. Maurice Coutrot :

Raisons pour lesquelles ont été rejetés des permis de construire de groupes supérieurs à 500 logements désirant s'équiper au fuel-oil.

(Industrie. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 78.)

N° 1480 M. Maurice Coutrot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux conséquences néfastes qui résultent pour les organismes municipaux ou offices publics d'H. L. M. des arrêtés n° 24-437 du 29 juin 1960, et 24-460 du 28 juillet 1960, relatifs aux prix de vente des combustibles liquides fuels-oils.

(Industrie. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 78.)

FUEL-OILS (suite).**N° 1708 M. Maurice Coutrot :**

Conditions dans lesquelles a été donnée l'autorisation d'équiper au fuel-oil les installations de chauffage et d'eau chaude du grand ensemble de Massy-Antony.

(Construction. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 194-195.)

N° 2032 M. André Méric :

Raisons pour lesquelles les vendeurs de fuel-oil ne sont pas autorisés à pratiquer des prix inférieurs de plus de 5 p. 100 à ceux qui résultent des barèmes déposés en application des dispositions de l'arrêté n° 21796 du 9 juillet 1951.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 27-10-1961, p. 1325.)

G

GARDIENS DE BATEAU. — Voir : *Prestations familiales* (n° 1697).

GENDARMERIE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1746-1901).

GENS DE MAISON. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1588).

GERANTS DE SOCIETE. — Voir :

— *Sociétés civiles immobilières* (n° 1969).

— *Sociétés à responsabilité limitée* (n° 1356).

GIBIER. — Voir : *Epizooties* (n° 1390).

GITES COMMUNAUX. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2041).

GRAISSE VEGETALE. — Voir : *Impôts* (n° 1717).

GRANDES VACANCES SCOLAIRES. — Voir : *Enseignement* (n° 1510).

GRANDS INFIRMES. — Voir :

— *Aide sociale* (n° 2104) ;

— *Allocation de compensation* (n° 1902) ;

— *Impôts* (n° 1695).

GREFFIERS**N° 1611 Mme Marie-Hélène Cardot :**

Cas particulier d'un greffier près un tribunal de grande instance qui sollicite une pension d'ancienneté avec jouissance immédiate.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 82.)

N° 1965 M. Etienne Dailly :

Au sujet du projet actuellement envisagé d'assujettir les greffiers au statut général de la fonction publique, et des incidences financières que pourrait entraîner la réalisation de cette réforme.

(Justice. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1069-1070.)

GUADELOUPE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1448).

GUINEE. — Voir :

— *Bananes* (n° 1237) ;

— *Fonctionnaires* (n° 1338) ;

— *Prêts d'honneur* (n° 1953).

GUYANE. — Voir :

— *Enseignement* (n° 1174) ;

— *Fonctionnaires* (n° 1590).

GYMNASES. — Voir : *Equipement sportif* (n° 2082).

H

HABITATIONS A LOYER MODERE. — Voir :

— *Crédit agricole* (n° 844) ;

— *Fuel-oils* (n° 1479-1480).

HERD-BOOKS. — Voir : *Concours général agricole* (n° 2121).

HEURES SUPPLEMENTAIRES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1926).

HONORAIRES MEDICAUX**N° 1365 M. Etienne Dailly :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour qu'il soit désormais tenu compte de l'existence, juridiquement consacrée par certains textes, d'une zone de salaire n° 1 en Seine-et-Marne, en vue, notamment, de la fixation des honoraires et frais accessoires dus aux praticiens et tous autres auxiliaires médicaux.

(Travail. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 28.)

N° 1422 M. Jean Lecanuet :

Du droit pour un spécialiste qualifié en pneumophtisiologie, qui remet à un malade relevant des assurances sociales le résultat de clichés radiologiques pratiqués au cours d'une consultation précédente et lui fait part de ses conclusions diagnostiques et thérapeutiques, de percevoir des honoraires correspondants.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 422.)

N° 1484 M. Pierre Garet :

De la possibilité de revenir sur l'inégalité créée par l'arrêté du 13 mai 1960, qui bloquait les honoraires des praticiens des hôpitaux et hospices, et sur le décret du 21 décembre 1960 qui consacre cette injustice en la prolongeant jusqu'au 1^{er} avril 1961.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 54.)

N° 1603 M. Pierre Garet :

De la possibilité de revenir sur l'inégalité créée par l'arrêté du 13 mai 1960, qui bloquait les honoraires des praticiens des hôpitaux et hospices, et sur le décret du 21 décembre 1960 qui consacre cette injustice en la prolongeant jusqu'au 1^{er} avril 1961.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 108-109.)

N° 1846 M. Jean Lecanuet :

Conditions dans lesquelles doit être précisée la codification sur la feuille de maladie des actes médicaux, lorsque les conclusions du spécialiste ne sont plus remises directement au malade, mais lui sont adressées par voie postale, ou par l'intermédiaire du médecin traitant.

(Travail. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1049.)

N° 1960 M. Georges-Marie Anne :

De la possibilité d'affecter les honoraires des praticiens des hôpitaux des départements d'outre-mer, du même coefficient de majoration accordé aux fonctionnaires et agents en service dans ces départements.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1123-1124.)

N° 2114 M. Roger Lagrange :

De la possibilité d'étendre aux bénéficiaires, salariés et non salariés des législations sociales agricoles, les dispositions du décret du 12 mai 1960 relatif au règlement des honoraires médicaux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 21-11-1961, p. 1718.)

HOPITAUX ET HOSPICES. — Voir :

— *Etablissements hospitaliers* (n° 1241, 1411, 1451, 1452, 1657, 1765, 1883, 1907, 1908, 1959, 2034, 2053, 2153, 2162) ;

— *Honoraires médicaux* (n° 1484, 1603, 1960) ;

— *Jours ouvrables* (n° 1789) ;

— *Radiodiffusion-télévision française* (n° 1867).

HOTELS MEUBLES. — Voir : *Appartements meublés* (n° 1710, 1853).

HOUILLERES

N° 1805 M. Georges Rougeron :

De l'équité qu'il y aurait à envisager toutes les dispositions susceptibles de remédier à la différence de situation qui existe actuellement, en matière de conversion, entre les houillères nationalisées et celles du secteur privé.

(Industrie. — J. O. Débats du 29-6-1961, p. 576.)

HUILES DE BALEINE

N° 1531 M. Charles Naveau :

Raisons pour lesquelles des huiles de baleine sont importées sans que, pratiquement, et malgré certains textes, des droits de douane soient perçus.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104-105.)

HUISSIERS DE JUSTICE

N° 1998 M. Gustave Philippon :

De la possibilité, pour un délégué à la chambre nationale des huissiers de justice élu par sa chambre régionale et ayant accepté cette élection et même, exercé ses fonctions, de déposer ensuite volontairement sa démission.

(Justice. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1123.)

HYGIENE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

N° 1540 M. Pierre Métayer :

Moyens légaux dont peut disposer l'inspection médicale des écoles pour obliger les familles d'enfants malades à prendre les dispositions qu'il convient.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 84.)

I

IMMONDICES

N° 1522 M. Adolphe Dutoit :

De la juridiction compétente pour obliger une entreprise à enlever les décombres qu'elle a déposés sur la voie publique.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 81.)

N° 1973 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à donner des instructions afin de faire disparaître les immondices et toutes décharges publiques se trouvant en bordure immédiate des routes.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1124.)

IMPLAÇABLES. — Voir : *Allocation spéciale des implaçables* (n° 1154).

IMPOT FONCIER. — Voir : *Impôts* (n° 1467, 1517, 2007, 2056).

IMPOT SUR LE REVENU. — Voir : *Impôts* (n° 857, 1344, 1345, 1363, 1455, 1462, 1606, 1672, 1745, 1795, 1933, 2060, 2110).

IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS. — Voir : *Impôts* (n° 1775).

IMPOT DE SOLIDARITÉ. — Voir : *Impôts* (n° 1279).

IMPOTS

N° 650 M. Ludovic Tron :

De la possibilité de faire bénéficier les pensions ou provisions perçues pour l'entretien de ses enfants par une femme divorcée, séparée de corps, ou en instance de séparation de corps ou de divorce, de la réduction d'impôt de 5 p. 100 prévue par l'article 16 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 78.)

IMPOTS (suite).

N° 857 M. Jean Lecanuet :

Date à laquelle sera présenté au Parlement le projet de loi prévoyant un nouveau barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 23.)

N° 1087 M. Paul Ribeyre :

De la possibilité de diminuer le prix de l'essence, sans compromettre le rendement de la taxe y afférente en raison de l'augmentation croissante de la vente des produits pétroliers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 19-20.)

N° 1201 M. Louis Courroy :

Dans le cas d'un particulier ayant acheté un terrain en vue de créer un lotissement bénéficiant de la réduction des droits et de l'exemption de taxes prévue à l'article 1371 du code général des impôts, de la possibilité pour l'administration de l'enregistrement de pénaliser cet acquéreur primitif pour inobservation des délais, alors que le sous-acquéreur n'a pas dépassé ceux qui lui étaient impartis à lui-même pour construire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 20.)

N° 1222 M. Jacques Delalande :

Des modalités de détermination de la valeur vénale des biens et des plus-values éventuellement taxables en vue de la perception des droits d'enregistrement, dans un cas particulier d'échange de terres.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 45.)

N° 1269 M. Guy de La Vasselais :

Du droit, pour l'administration de l'enregistrement, de percevoir la taxe de première mutation dans le cas particulier d'un cultivateur qui a acquis des terres ayant fait l'objet d'un remembrement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 20.)

N° 1274 M. Marcel Molle :

De la possibilité de faire bénéficier des allègements prévus à l'article 1371 du code général des impôts les acquisitions de terrains destinés à la construction de locaux scolaires.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 24.)

N° 1279 Mme Marie-Hélène Cardot :

Raisons pour lesquelles certains contribuables se voient réclamer aujourd'hui l'impôt de solidarité qui aurait dû normalement être prélevé au moment où ils percevaient leurs indemnités de dommages de guerre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 20.)

N° 1289 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux communes d'aménager les ressources provenant de la taxe locale en tenant compte de l'augmentation de la population résultant de l'implantation ou de l'expansion sur leur territoire d'établissements hospitaliers, d'assistance ou de retraite.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 20, 21.)

N° 1296 M. Paul Piales :

Dans le cas particulier de transformation d'une société à responsabilité limitée en société civile, de la nature et du taux de l'impôt qui serait susceptible de frapper la plus value résultant de la réalisation d'un immeuble.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 138.)

N° 1308 M. Robert Chevalier :

De la possibilité pour l'administration de réclamer des droits de mutation par décès, dans le cas particulier d'héritiers collatéraux privilégiés d'un militaire tué au combat en Indochine.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 21.)

IMPOTS (suite).

N° 1316 M. Eugène Ritzenthaler :

Au sujet du département français où la culture du chou à choucroute est classée comme « culture spéciale » et à ce titre imposée comme telle.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 78.)

N° 1330 M. Bernard Lafay :

Conditions dans lesquelles des associés en nom, qui ont succédé à une société de capitaux, peuvent être recherchés pour le paiement d'impôts mis à la charge de ladite société après le délai réglementaire de trois mois.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1143.)

N° 1333 M. Robert Chevalier :

De la possibilité de ne pas recouvrer sur les entreprises soumises au régime du forfait les taxes de 6 p. 100 sur les décotes et dotations sur stocks, et celle de 3 p. 100 sur les réserves de réévaluation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 45, 46.)

N° 1344 M. Emile Vanrullen :

Au sujet de l'exonération de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire dans le cas particulier d'une simple vente de terrain sans création de voies ni de réseaux nouveaux par un « lotisseur » absolument occasionnel.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 22.)

N° 1345 M. Emile Vanrullen :

De la possibilité pour un contribuable, en vue de la détermination du revenu net foncier à retenir pour le calcul de l'impôt sur le revenu, de déduire les dépenses engagées à l'occasion de travaux exécutés sur un immeuble qu'il a acheté et destiné à son habitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 22.)

N° 1352 M. Jean-Baptiste Dufeu :

Cas particulier d'un contribuable qui, faisant l'objet de poursuites en matière d'impôts directs, n'a pas disposé d'un délai suffisant pour saisir le trésorier-payeur général contre la mesure d'exécution dont il était menacé.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 138.)

N° 1363 M. Roger du Halgouet :

En vue de la détermination du revenu global pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de la possibilité de déduire les intérêts d'un prêt contracté par un associé en nom collectif pour constituer un compte créditeur bloqué dans la société.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 46.)

N° 1372 M. Jacques Gadoin :

Au sujet du prélèvement exact au profit du Trésor que sont susceptibles de supporter les centimes additionnels votés par certaines collectivités locales au lieu et place de la taxe de voirie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 25.)

N° 1374 M. Marcel Molle :

De la possibilité pour l'acquéreur d'un terrain se trouvant involontairement dans des conditions exceptionnelles, de bénéficier du droit d'enregistrement au tarif réduit de 1,20 p. 100.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 22.)

IMPOTS (suite).

N° 1380 M. Jacques Marette :

De la possibilité, pour les entreprises, de considérer les majorations de prix qui proviennent de l'indexation des annuités résultant de l'achat à crédit d'éléments d'actif, comme des charges commerciales venant en déduction de leurs bénéfices.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 22-23.)

N° 1381 M. Jean Lacaze :

Disposition législative en vertu de laquelle les compagnies d'assurances sont fondées à prélever la taxe sur les prestations de services sur les intérêts des prêts hypothécaires qu'elles ont consentis.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 23.)

N° 1385 M. Charles Naveau :

Au sujet des droits d'enregistrement applicables dans le cas de vente d'une propriété à usage d'habitation se trouvant dans une situation particulière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 23.)

N° 1386 M. René Montaldo :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rembourser aux céréaliculteurs d'Algérie les sommes qu'ils ont versées en trop au titre de la taxe de résorption.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 68-69.)

N° 1393 M. Yves Estève :

Dans le cas particulier d'une société en nom collectif entre un beau-père et son gendre, et le premier venant à décéder, du taux du droit d'enregistrement qui serait applicable à la cession de droits sociaux éventuellement exigibles au cas où trois des filles du défunt viendraient à céder leurs droits sociaux à leur sœur, épouse de l'associé survivant.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1153.)

N° 1395 M. Michel de Pontbriand :

Au sujet du règlement d'administration publique prévu par l'article 198 du code municipal relatif à la taxe de colportage susceptible d'être établie par une commune.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 25.)

N° 1398 M. Michel Kaufmann :

De l'exonération possible des droits de mutation par décès dans un cas particulier d'héritage d'un titre de la caisse autonome de la reconstruction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 23.)

N° 1408 M. Camille Vallin :

Montant total des impôts perçus dans le département du Rhône au titre des impôts directs, indirects, de l'enregistrement, pour les années 1956, 1957, 1958, 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 74.)

N° 1410 M. Charles Naveau :

Cas particulier d'une société anonyme qui désirerait bénéficier d'un report déficitaire égal au montant de la réduction du capital provenant de la dépréciation des actions apportées, lors de sa constitution, par une autre société.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-7-1961, p. 1026.)

N° 1413 M. Emile Dubois :

De la nature et du taux des droits proportionnels, ou du montant des droits fixes exigibles sur chacun des actes prévus en matière d'instance en demande d'augmentation des loyers d'immeubles à usage commercial, ou en demande de renouvellement des baux commerciaux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 138-139.)

IMPOTS (suite).

N° 1414 M. André Dulin :

De l'intérêt qu'il y aurait à préciser, sur le plan national, si en matière de statut du fermage, la taxe de voirie doit être supportée par le bailleur ou par le preneur.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 14.)

N° 1428 M. Fernand Verdeille :

Du revenu total produit au cours des années 1959 et 1960 par l'ensemble des taxes sur les carburants, et des sommes effectivement versées au fonds spécial d'investissement routier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 47.)

N° 1430 M. Paul Chevallier :

Du droit, pour un inspecteur vérificateur de procéder à une nouvelle vérification des comptes d'un contribuable, plusieurs années après que celui-ci a fait l'objet d'une taxation d'office et que l'impôt correspondant a été recouvré.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 47.)

N° 1432 M. Jean-Louis Fournier :

De la possibilité de dispenser du droit de timbre les billets d'entrée dans les édifices communaux où sont donnés des spectacles, à l'occasion des fêtes patronales organisées par des collectivités locales.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 47.)

N° 1433 M. Paul-Jacques Kalb :

De l'équité qu'il y aurait de porter à la somme de 20.000 anciens francs le montant des allocations annuelles accordées par les communes à leurs sapeurs-pompiers volontaires, et qui sont exonérées de l'impôt général sur le revenu.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 74-75.)

N° 1455 M. Adolphe Chauvin :

Au sujet des difficultés d'interprétation du décret n° 60-881 du 6 août 1960, prévoyant un allègement de l'imposition pour les contribuables ayant épargné une partie de leurs ressources pour la consacrer à l'édification d'immeubles destinés à l'habitation personnelle ou familiale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 485-486.)

N° 1456 M. Charles Naveau :

Dans un cas particulier de vente d'un immeuble mixte indivisible, bases sur lesquelles doivent s'appuyer les parties pour opérer la ventilation du prix entre la partie « habitation » et la partie « commerciale ».

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48.)

N° 1462 M. Maurice Carrier :

En vue de la détermination du revenu net foncier à comprendre dans les bases de l'impôt sur le revenu, de la possibilité pour un contribuable, de déduire les dépenses qu'il a effectuées pour divers travaux de réparations et d'entretien d'un immeuble d'habitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48.)

N° 1467 M. Emile Hugues :

Dans le cas particulier d'un immeuble précédemment en indivision et qui est devenu une copropriété, de la possibilité pour l'impôt foncier annuel de faire l'objet d'articles différents du rôle établis au nom de chaque propriétaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 75.)

N° 1468 M. Jacques Delalande :

De l'exonération éventuelle du droit de soulte prévu par l'article 710 du code général des impôts dans un cas particulier de succession.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 75.)

IMPOTS (suite).

N° 1476 M. Emile Claparède :

Du droit, pour l'administration, de considérer comme un bénéfice imposable les primes touchées par un viticulteur en application du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'arrachage volontaire des vignes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104.)

N° 1477 M. Etienne Dailly :

Au sujet du montant des produits brut et net des redevances départementale et communale des mines sur le pétrole pour l'année 1960.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 75.)

N° 1478 M. Gabriel Montpied :

Du droit, pour l'administration, de sanctionner le propriétaire d'un véhicule qui, par suite d'un oubli matériel, ne peut présenter sa vignette à l'occasion d'un contrôle alors qu'il fournit ensuite la preuve que cette vignette a bien été acquise antérieurement audit contrôle.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 75-76.)

N° 1492 M. Roger Lagrange :

Critères sur lesquels sont fondés les éléments retenus pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables au titre de l'année 1960, et raisons qui motivent la disparité des éléments retenus selon des départements, en particulier en ce qui concerne les viticulteurs de Saône-et-Loire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 76.)

N° 1495 M. Claudius Delorme :

De la possibilité pour un bailleur qui a exercé sont « droit de repentir » d'obtenir de l'administration la restitution des droits perçus pour l'enregistrement du jugement qui avait fixé l'indemnité d'éviction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 76.)

N° 1497 M. Paul Pelleray :

Dans le cas particulier de propriétaires ruraux qui, dans le cadre de la loi dite d'orientation agricole, ont transformé une partie de leurs bâtiments en vue d'abriter du matériel agricole, et des fourrages, de la possibilité pour les contribuables de déduire ces dépenses d'amélioration non rentables de leur revenu foncier imposable.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 76.)

N° 1504 M. Jacques Gadoin :

De la situation exacte d'un commerçant au regard des taxes sur le chiffre d'affaires, dans le cas particulier d'un droguiste grossiste, demi-grossiste et détaillant, dont l'affaire occupe la position « d'entreprise intégrée » et qui acquitte actuellement des taxes sur certaines bases déterminées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 76.)

N° 1517 M. Jean de Bagneux :

Dispositions envisagées en vue de permettre le remboursement par le fermier de la part d'impôt foncier correspondant au produit de la taxe de voirie lorsque celle-ci est remplacée par des centimes ordinaires.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 80-81.)

N° 1518 M. Paul Ribeyre :

Cas dans lesquels des façonniers peuvent être assujettis à la taxe à la valeur ajoutée et à la taxe de prestations de service.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 76.)

IMPOTS (suite).

N° 1519 M. Robert Laurens :

Conditions dans lesquelles peuvent être liquidés des droits de mutation, dans des cas particuliers de licitations ou de cessions de droits successifs.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 76-77.)

N° 1521 M. Alfred Dehé :

Au sujet de l'exonération des droits de mutation sur des titres de rente 3,5 p. 100 1952, dans un cas particulier de succession entre époux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 77.)

N° 1527 M. Guy Petit :

De la possibilité d'étendre aux frères et sœurs mariés du de cujus le bénéfice de l'abattement de 3 millions d'anciens francs prévu, en matière de droits de mutation par décès, par l'article 58 de la loi n° 59-1477 du 28 décembre 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 77.)

N° 1585 M. Robert Liot :

Du droit pour un maire ou un receveur municipal de refuser à un propriétaire-bailleur les renseignements qui lui sont nécessaires pour déterminer le montant de la taxe de voirie qu'il peut recouvrer sur un locataire-fermier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 706.)

N° 1596 M. Jean Brajeux :

Du droit pour un vendeur en viager d'une maison d'habitation de stipuler avec son acquéreur que la contribution foncière serait à la charge de ce dernier, alors qu'il se réserve pendant sa vie le droit d'usage et d'habitation de l'immeuble vendu.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 106.)

N° 1601 M. Emile Claparède :

Au sujet des différentes taxes fiscales frappant les diverses boissons, et en particulier le vin, les eaux minérales, les jus de fruits, etc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 418.)

N° 1606 M. Etienne Dailly :

Régime fiscal auquel seraient soumises, en matière de taxes sur le chiffre d'affaires et d'impôts sur le revenu, les sommes reçues par une société civile constituée entre architectes, ingénieurs et techniciens dont le siège social est situé en France, alors que les travaux sont exécutés en territoire monégasque sur le vu de plans dressés en France.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 418.)

N° 1609 M. Yves Estève :

De l'application possible de l'article 67 de la loi du 28 décembre 1959 concernant les tarifs réduits en matière de droits de mutation, dans le cas particulier de la transformation d'un hôtel en locaux d'habitation.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 419-420.)

N° 1625 M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité de faire bénéficier les entreprises de battage d'une réduction de patente identique à celle prévue en faveur de certains établissements par la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 139.)

N° 1638 M. Emile Dubois :

De la possibilité pour les contribuables de déduire de leur revenu global les dons et subventions qu'ils pourraient accorder aux œuvres pré et post-scolaires laïques et notamment aux « associations de parents d'élèves des écoles publiques ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 106.)

IMPOTS (suite).

N° 1643 M. Jean de Bagneux :

Dans le cas particulier d'un propriétaire foncier qui consacre tous ses fermages à l'amélioration des bâtiments de ses fermes, de la possibilité pour lui de déduire de ses revenus les dépenses afférentes à la construction d'une laiterie, d'un hangar agricole, d'une porcherie et d'un poulailler.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 139-140.)

N° 1648 M. Bernard Chochoy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour modifier l'article 5 de la loi du 28 décembre 1959 de telle façon que l'aide apportée par l'Etat sous forme de primes à la construction ne soit pas reprise indirectement par la majoration de la surtaxe progressive.

(Construction. — J. O. Débats du 28-6-1961, p. 566.)

N° 1651 M. Joseph Raybaud :

Dans le cas particulier d'une société française qui verse à un ingénieur monégasque des honoraires pour des études spéciales, exécutées en laboratoire à Monaco, en vue de travaux à réaliser en France, du droit pour ladite société de ne pas effectuer de retenue à la source sur les honoraires de cet ingénieur.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 140.)

N° 1652 M. Jean Bardol :

Au sujet du taux de la taxe sur le combustible attribué aux personnels en activité et retraités des exploitations minières et assimilées, et des conditions dans lesquelles cette taxe a été décidée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 140.)

N° 1668 M. Louis Courroy :

De la possibilité pour un exploitant agricole, titulaire du droit de bouilleur de cru et propriétaire d'un alambic, d'être considéré comme imposable au régime de la patente intitulée « Bouilleur ambulante ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 140.)

N° 1669 M. Fernand Auberge :

Raisons pour lesquelles le décret n° 57-393 du 28 mars 1957, modifié par celui n° 59-85 du 7 janvier 1959 concernant l'institution d'un prélèvement sur les attributions directes de taxe locale des villes attractives au profit des communes d'ortoirs, n'est pas appliqué dans le département de l'Allier

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 195-196.)

N° 1672 M. Robert Bouvard :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les contribuables soient autorisés à déduire de leurs revenus les primes annuelles versées aux termes d'un contrat d'assurance vie souscrit postérieurement au 1^{er} janvier 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 486.)

N° 1694 M. Jacques Duclos :

De la possibilité d'envisager un allègement fiscal particulier pour les familles dont les enfants mineurs ou majeurs infirmes sont à leur charge.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 486-487.)

N° 1695 M. Jacques Duclos :

De l'opportunité qu'il y aurait de continuer à faire bénéficier les grands infirmes aveugles qui se marient, du dégrèvement d'impôts qui leur était accordé sous forme d'une augmentation de part quand ils étaient célibataires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 487.)

IMPOTS (suite).

N° 1698 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité qu'il y aurait, dans le cas particulier d'un artisan rural assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, de rétablir les dispositions de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 et du décret n° 55-465 du 30 avril 1955 prévoyant un abattement de 20 p. 100 sur l'assiette de ladite taxe.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 420.)

N° 1709 M. Emile Durieux :

Du régime fiscal applicable à un négociant dans le cas particulier où celui-ci vend des confiseries à des cafetiers en même temps qu'il leur loue des appareils automatiques.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 419.)

N° 1717 M. Octave Bajoux :

Au sujet du montant des produits respectifs : 1° de la cotisation par kilogramme de viande instituée au profit du fonds de vulgarisation agricole ; 2° de supplément de la taxe à la valeur ajoutée instituée à la charge de la margarine et de la graisse végétale alimentaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 487.)

N° 1745 M. Roger Menu :

De l'équité qu'il y aurait, pour les jeunes officiers faisant leur service militaire légal en Algérie, de n'être pas astreints à payer également l'impôt sur le revenu sur les indemnités et primes spéciales qui s'ajoutent à leur solde.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 706.)

N° 1752 M. Pierre Garet :

De la possibilité d'exonérer les employeurs, dans l'impossibilité de réembaucher leurs employés ou ouvriers à leur retour du service militaire, du versement forfaitaire sur les allocations bénévoles qu'ils leur servent.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 706.)

N° 1759 M. Léon Jozeau-Marigné :

De la possibilité de déduire de l'actif de la succession les frais d'aménagement d'un caveau.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 487.)

N° 1760 M. Yves Estève :

Du régime fiscal applicable dans un cas particulier d'une convention d'indivision établie entre trois propriétaires dans le but d'édifier en commun un immeuble à usage principal d'habitation avec règlement de copropriété.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 487-488.)

N° 1770 M. Jean Lacaze :

Date à partir de laquelle les sociétés d'assurances et de capitalisation sont fondées à réclamer à leurs emprunteurs la taxe de prestations de service sur les intérêts des prêts hypothécaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 488.)

N° 1771 M. Jean Fichoux :

De l'application des dispositions de l'article 710 du code général des impôts dans le cas particulier d'une vente d'une parcelle de terre provenant d'une donation-partage.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 706.)

N° 1775 M. François Schleiter :

De la possibilité d'exonérer de l'impôt sur les sociétés — en vertu de l'article 10 de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 — les sommes prélevées sur les bénéfices pour être incorporées au capital et distribuées au personnel sous forme d'actions gratuites.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1042.)

IMPOTS (suite).

N° 1780 M. Claude Mont :

De la possibilité, pour une association à but philanthropique déclarée au titre de la loi de 1901 et acquérant une propriété à usage de colonie de vacances, d'être admise au bénéfice du tarif réduit du droit de mutation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1042.)

N° 1784 M. Jean Errécart :

Du montant total des impôts indirects perçus par le Trésor sur l'ensemble des produits pharmaceutiques consommés en France pendant les années 1959 et 1960.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-6-1961, p. 543.)

N° 1786 M. Camille Vallin :

Mesures envisagées pour qu'un sursis soit accordé aux militaires en service en Algérie, qui doivent régler leur second tiers provisionnel avant le 15 mai.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 707.)

N° 1787 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour sauvegarder les intérêts légitimes des voyageurs représentants en chaussures, en ce qui concerne notamment la déduction totale de la taxe sur la valeur ajoutée du montant des factures, en vue du calcul des commissions qui leur sont dues.

(Secrétariat d'Etat au commerce. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 420.)

N° 1790 M. Francis Le Basser :

De la possibilité pour une société anonyme d'économie mixte de construction immobilière de bénéficier des exemptions prévues à l'article 44 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958, lors de la vente des appartements qu'elle aura construits sur des terrains acquis en franchise de droits.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 707.)

N° 1795 M. Yvon Coudé du Foresto :

Dans le cas particulier où un ménage de fonctionnaires occupe un logement de fonction, et en vue du calcul de l'impôt sur le revenu, de la possibilité de déduire les frais réels de déplacement, quels que soient l'époux à qui est attribué ledit logement de fonction, et celui qui effectue les déplacements.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 913.)

N° 1801 M. Léon Jozeau-Marigné :

De la possibilité d'exonérer des droits d'enregistrement l'échange de deux immeubles ruraux situés sur trois communes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-7-1961, p. 1026.)

N° 1804 M. Fernand Auberger :

Dans un cas particulier d'achat par des époux de deux parcelles de terres contiguës pour y construire une maison d'habitation, de la possibilité pour eux et l'administration, en vue de la détermination des droits de mutation, de considérer la valeur stipulée dans l'acte, ou de s'en tenir à la répartition proportionnelle du prix.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 914.)

N° 1810 M. Fernand Auberger :

Cas dans lesquels des artisans fiscaux n'utilisant que le concours d'un ou plusieurs apprentis âgés de moins de vingt et un ans pourraient cependant être astreints à payer la patente.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 709.)

IMPOTS (suite).

N° 1814 M. Claude Mont :

Cas particulier d'une société qui désirerait reconstituer au 31 décembre 1960, en « exonération d'impôts sur les sociétés » une dotation sur stocks de 75.000 NF.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 709.)

N° 1816 M. Jean Bertaud :

De la possibilité d'étendre aux frères et sœurs héritiers mariés et chefs de famille l'abattement de 30.000 NF prévu, en matière de succession, en faveur des frères et sœurs héritiers célibataires ou veufs.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 709.)

N° 1819 M. Louis Courroy :

De la possibilité de déduire du revenu foncier d'un contribuable, ou de considérer comme un déficit à imputer sur le revenu global, les sommes représentant les intérêts d'un emprunt contracté pour la construction d'un immeuble, même lorsque ces intérêts sont versés avant l'achèvement de ce dernier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1043.)

N° 1820 M. Jules Pinsard :

Au sujet de l'application de l'article 584 du code de procédure en matière de recouvrement de l'impôt direct et des amendes et condamnations pécuniaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2501.)

N° 1826 M. Jean Brajeux :

Difficultés que peuvent entraîner dans certains cas les mutations de maisons d'habitation lorsqu'il s'agit notamment de déterminer si lesdites mutations peuvent bénéficier des droits d'enregistrement à taux réduit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1120.)

N° 1827 M. Omer Capelle :

Dans les cas de locations verbales rurales et pour la détermination du revenu net foncier, du droit, pour le contrôleur des contributions, de ne pas tenir compte délibérément de l'arrêté préfectoral fixant le prix des fermages, et d'appliquer un chiffre à sa convenance.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 914.)

N° 1842 M. Marcel Molle :

Au sujet des conditions d'application de l'art 1371-III ancien du code général des impôts concernant les allègements d'impôts en faveur des acquisitions de terrains à bâtir.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1153.)

N° 1852 M. Robert Burret :

Des droits d'enregistrement exigibles dans le cas particulier d'une société en nom collectif qui envisage d'absorber une société civile par voie de fusion-renonciation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1385.)

N° 1854 M. Etienne Le Sassier Boisauné :

De la possibilité d'appliquer le tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux, dans le cas spécial d'une vente à un particulier par une société immobilière et hôtelière propriétaire d'un casino, d'un immeuble à usage exclusif d'habitation servant uniquement au logement du personnel de ce casino.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1153.)

IMPOTS (suite).

N° 1859 M. André Fosset :

De la possibilité de faire bénéficier les opérations de travail à façon réalisées à l'étranger pour le compte de ressortissants français, des mêmes facilités accordées, en matière d'admission temporaire en douane, aux travaux à façon réalisés en France pour compte étranger.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1043.)

N° 1862 M. Robert Bouvard :

Dans un cas particulier d'exploitation indivise, de la possibilité de considérer comme déductibles des bénéfices imposables les appointements qui sont alloués par l'indivision à un membre de la famille pour le rémunérer du travail qu'il effectue en tant qu'ouvrier qualifié de l'entreprise.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1068.)

N° 1884 M. Marcel Molle :

Dans le cas particulier de trois acquéreurs successifs d'un même terrain à bâtir, ayant les uns et les autres demandé à bénéficier des allègements d'impôts prévus en faveur des acquisitions de terrains à bâtir, des droits qui finalement seront exigibles si, à une certaine date déterminée, les travaux de construction ne sont pas finis.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1153-1154.)

N° 1911 M. Emile Durieux :

De la possibilité d'être exonéré du droit supplémentaire de 6 p. 100 édicté par l'art. 1371 du code général des impôts, dans le cas particulier d'un acquéreur d'un terrain qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pu édifier sa construction dans le délai de quatre ans suivant la date d'acquisition dudit terrain.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1043.)

N° 1927 M. Lucien Bernier :

De la possibilité de proroger de deux ans en faveur des entreprises qui exercent leur activité dans les départements d'outre-mer les délais prévus pour constituer ou compléter une dotation sur stocks, ou pour procéder à la réévaluation obligatoire ou facultative de leur bilan.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1385.)

N° 1928 M. Auguste Pinton :

De la situation d'une société d'économie mixte de construction, à participation majoritaire d'une commune, au regard de l'imposition sur les patentes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1043.)

N° 1933 M. Paul Mistral :

De la possibilité, pour un entrepreneur de bâtiment construisant pour son compte personnel un immeuble d'habitation destiné à la location, et en vue de la détermination de son bénéfice commercial soumis à l'impôt sur le revenu, de distraire du débit du compte d'exploitation, à la fin de chaque exercice, les dépenses et charges de toute nature se rapportant à cette construction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1154.)

N° 1936 M. Paul Ribeyre :

De la possibilité pour une entreprise de déduire pour l'établissement du bénéfice net les charges correspondant au stage de perfectionnement professionnel d'un employé, dans le cas particulier où celui-ci, assujéti à la sécurité sociale par l'entreprise qui fait procéder audit stage, est le fils de l'employeur.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1154.)

IMPOTS (suite).**N° 1962** M. Paul Guillaumot :

Au sujet des conséquences pour les bailleurs de la suppression de la taxe vicinale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1118-1119.)

N° 1967 M. Waldeck L'Huillier :

De la possibilité, dans une commune où le remembrement est en voie d'achèvement, de tenir compte de la revalorisation de la valeur des terrains de culture pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1154.)

N° 1979 M. Robert Liot :

De la possibilité d'appliquer à l'intégralité du prix de vente le tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux, dans le cas particulier de l'acquisition en vue de la construction d'une maison individuelle, d'un terrain recouvert de bâtiments destinés à être démolis.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1385.)

N° 1982 M. Jacques Gadoin :

Conditions précises dans lesquelles le droit d'enregistrement sur les acquisitions de bois et forêts peut être perçu du tarif spécial de 4,20 p. 100.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1385-1386.)

N° 2006 M. Hubert Durand :

Du droit pour l'administration d'assujettir à la taxe sur le chiffre d'affaires le supplément mensuel de 20 p. 100 que certaines cliniques conventionnées réclament aux familles des malades qui y sont soignés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1386.)

N° 2007 M. Etienne Le Sassier Boisauté :

Conditions dans lesquelles doit être déterminé, entre propriétaires et fermiers, le montant des charges accessoires aux baux ruraux dans les communes où le conseil municipal a remplacé la taxe de voirie par des centimes généraux non grevés d'affectation spéciale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1386.)

N° 2010 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que dans les établissements où l'employeur est tenu de mettre un réfectoire à la disposition du personnel, le réfectoire soit inclus dans la liste des bâtiments et locaux ouvrant droit à la déduction financière des taxes sur le chiffre d'affaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1154-1155.)

N° 2039 M. Charles Naveau :

De la possibilité d'étendre aux échanges de constructions dépendant de la loi du 21 juillet 1950, le bénéfice du droit réduit à 2,50 NF édicté par l'article 668-5° du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2502.)

N° 2043 M. Claudius Delorme :

Dans les communes où les taxes vicinales et de voirie ont été supprimées, conditions dans lesquelles le bailleur peut réclamer au preneur le remboursement desdites taxes, et textes sur lesquels il peut motiver ce recouvrement.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1425.)

IMPOTS (suite).**N° 2054** M. Auguste Billiémas :

Conditions précises dans lesquelles, dans un cas particulier, peuvent être déduits les rabais, ristournes, etc., de la base imposable aux taxes sur le chiffre d'affaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2502.)

N° 2056 M. Jacques Vassor :

En vue de permettre aux bailleurs de baux ruraux de justifier auprès de leurs preneurs le montant de la taxe mise à leur charge, de la possibilité pour eux de faire déterminer d'une façon quelconque, dans les communes où la taxe de voirie n'est pas instituée, la part d'impôt foncier se rapportant aux charges vicinales.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1386.)

N° 2060 M. Emile Hugues :

Dans le cas particulier de deux cohéritiers constituant une société civile pour établir un lotissement, de la possibilité pour eux de bénéficier de l'exemption s'appliquant à l'impôt sur le revenu et la taxe sur le chiffre d'affaires, prévue pour la constitution d'une société civile entre indivisaires.

(Secrétaire d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2502.)

N° 2073 M. Michel Kauffmann :

De la possibilité pour le service de l'enregistrement de soumettre au droit de bail l'acte par lequel un employeur accorde à son employé, à titre de logement de service, la jouissance privative d'un local d'habitation moyennant une redevance inférieure au prix normal de location.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2618-2619.)

N° 2074 M. Michel Kauffmann :

Par suite du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, de l'obligation pour tous les actes portant mutation de jouissance d'immeubles d'être soumis aux droits proportionnels d'enregistrement dans le délai d'un mois à partir de leur date.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2619.)

N° 2094 M. Fernand Auberger :

De la possibilité d'exonérer les moniteurs des colonies de vacances de la surtaxe progressive sur l'indemnité qu'ils perçoivent à ce titre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2502.)

N° 2110 M. Guy Petit :

En vue de la détermination de son bénéfice commercial soumis à l'impôt sur le revenu, de la possibilité, pour un entrepreneur de bâtiments construisant pour son propre compte des immeubles destinés à la location, de déduire de son compte d'exploitation les charges de toute nature se rapportant à cette construction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2620.)

N° 2156 M. Yves Estève :

De l'exonération possible du droit de soulte dans un cas particulier de donation-partage.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2620.)

INCENDIES. — Voir :

- Collectivités locales (n° 1926, 1941, 2029) :
- Forêts (n° 1489).

INDEMNITE COMPLEMENTAIRE. — Voir : Fonctionnaires (n° 1590).

INDEMNITE DE CONGE PAYE. — Voir : *Congés payés* (n° 1486, 2091).

INDEMNITE D'ELOIGNEMENT. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1389, 1590).

INDEMNITE D'EVICITION. — Voir : *Impôts* (n° 1495).

INDEMNITE DE FONCTION. — Voir : *Maires* (n° 1264).

INDEMNITE DE LOGEMENT. — Voir :
— *Allocation logement* (n° 2026) ;
— *Enseignement* (n° 1441, 1616, 2027).

INDEMNITE DE REINSTALLATION. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1338).

INDEMNITE DE REMPLOI. — Voir : *Expropriations* (n° 1735).

INDEMNITE DE RESIDENCE. — Voir :
— *Collectivités locales* (n° 1610) ;
— *Fonctionnaires* (n° 1905).

INDEMNITE SPECIALE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1740).

INDEMNITE DE SPOLIATION

N° 1443 M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour accélérer les réunions des commissions chargées d'examiner les dossiers relatifs à l'indemnisation des Français victimes des mesures de spoliation intervenues à la fin de la guerre en Bulgarie et en Roumanie.
(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 42.)

N° 1444 M. André Armengaud :

Des diverses mesures à prendre pour permettre le règlement des indemnités dues aux Français victimes à la fin de la guerre des mesures de spoliation décidées par l'Etat tchécoslovaque.
(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 68.)

INDEMNITE DE TRANSPORT

N° 1739 M. Jules Pinsard :

De la possibilité de simplifier le calcul de la majoration qui est accordée au personnel des organismes de sécurité sociale pour leurs indemnités de déplacements lorsque ceux-ci s'effectuent dans des zones montagneuses.
(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 424.)

Voir aussi :

- *Enseignement* (n° 2027) ;
- *Sécurité sociale* (n° 1387).

INDEMNITES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1728, 2103).

INDEXATIONS

N° 1340 M. André Fosset :

Dans un cas particulier de détermination du loyer d'une boutique, de la possibilité de considérer comme un indice d'indexation « le salaire horaire du manoeuvre maçon figurant à la série des prix de la société centrale des architectes ».
(Justice. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 26.)

INDIVISION. — Voir : *Impôts* (n° 1760).

INDOCHINE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2018).

INDUSTRIE AERONAUTIQUE

N° 1702 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement, dans l'immédiat, pour sauvegarder l'industrie aéronautique, développer les charges de travail, et pour donner aux travailleurs de cette industrie la garantie de l'emploi et un salaire décent.

(Armées. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 416.)

INDUSTRIE AUTOMOBILE

N° 1617 M. Jacques Duclos :

Eu égard à la situation de l'emploi dans l'industrie automobile, mesures que compte prendre le Gouvernement pour revenir à la semaine de quarante heures, et pour abaisser l'âge de la retraite.

(Travail. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 141.)

INDUSTRIE DU MOULINAGE. — Voir : *Sériciculture* (n° 919, 1957, 1958).

INFIRMES. — Voir :

- *Allocation de compensation* (n° 1902) ;
- *Aveugles* (n° 1721) ;
- *Impôts* (n° 1695).

INFIRMES MENTAUX. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2014).

INFIRMIERES

N° 1431 M. Jean-Louis Fournier :

De la possibilité pour une infirmière diplômée qui fait des anesthésies en clinique de prétendre à des honoraires, et de signer de ce fait des feuilles d'assurances sociales.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 52-53.)

N° 1915 M. Camille Vallin :

Au sujet des possibilités actuelles d'admission des infirmières diplômées d'Etat dans une école de sages-femmes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1387.)

N° 2161 M. Paul Lévêque :

Au sujet des problèmes graves que pose la pénurie actuelle d'infirmières, et de la possibilité, pour remédier à cet état de choses, d'accorder des subventions de fonctionnement aux hôpitaux qui gèrent des écoles d'infirmières.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 16-12-1961, p. 2654.)

INFORMATION

N° 1989 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qui s'attacherait, au moins pour l'information des parlementaires, à la publication des procès-verbaux des conférences tenues entre le Gouvernement et les organisations paysannes.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1153.)

Voir aussi : *Allemagne* (n° 1988).

INGENIEURS DES EAUX ET FORETS. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1677, 1772, 1844).

INONDATIONS. — Voir : *Calamités agricoles* (n° 1525, 1618).

INSEMINATION ARTIFICIELLE

N° 1724 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qu'il y aurait à apporter une décision favorable dans un délai aussi proche que possible à la demande présentée par une coopérative de l'Allier aux fins d'être autorisée à pratiquer l'insemination artificielle porcine dans quatre sous-centres.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-5-1961, p. 357.)

INSPECTEUR DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1162).

INSPECTION MEDICALE DES ECOLES. — Voir : *Hygiène scolaire et universitaire* (n° 1540).

INSTITUT NATIONAL DES SPORTS. — Voir : *Enseignement* (n° 1916).

INSTITUTEURS. — Voir :

- *Enseignement* (n° 1306, 1339, 1441, 1507, 1616, 1719, 1817, 2027) ;
- *Fonctionnaires* (n° 1843, 1874).

INTERNES DES HOPITAUX. — Voir : *Etablissements hospitaliers* (n° 2162).

INTERNES RESISTANTS. — Voir : *Déportés* (n° 1354).

INTERVIEWS DE DETENUS. — Voir : *Liberté de la presse* (n° 1684, 1703).

INVALIDES. — Voir :

- *Allocation spéciale* (n° 1154) ;
- *Assurance volontaire* (n° 1634) ;
- *Pension vieillesse* (n° 2139).

INVENTEURS. — Voir : *Prestations familiales* (n° 1732).

J

JOURS FERIES

N° 1470 M. Etienne Dailly :

Au sujet de la circulaire applicable aux ouvriers des industries chimiques en ce qui concerne le paiement des jours fériés légaux autres que le 1^{er} mai.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 109.)

JOURS OUVRABLES

N° 1789 M. Michel de Pontbriand :

Au sujet de l'interprétation exacte de l'expression « jours ouvrables » lorsqu'il s'agit de personnel hospitalier ne pouvant bénéficier le dimanche du repos hebdomadaire.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 23-6-1961, p. 543.)

JUS DE FRUITS. — Voir :

- *Impôts* (n° 1601) ;
- *Prêt d'équipement* (n° 1546) ;
- *Radiodiffusion télévision française* (n° 1225).

L

LAIT

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du coefficient de hausse intervenu de 1938 à 1960 sur le prix du lait à la production et le lait au détail.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

N° 1726 M. André Maroselli :

Au sujet de l'application sur le prix du lait de la cotisation de résorption.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1037-1038.)

LAIT (suite).

N° 2152 M. Michel de Pontbriand :

Au sujet des conditions de mise en vente du beurre laitier et des laits secs livrés à la clientèle en paquetage de faible poids.

(Agriculture. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2447.)

Voir aussi :

- *Produits laitiers* (n° 1720) ;
- *Radiodiffusion télévision française* (n° 1225).

LANGUE D'OC. — Voir : *Enseignement* (n° 1349).

LEGION D'HONNEUR

N° 1391 M. Jean Ganeval :

Au sujet de l'émotion ressentie par les militaires ayant appartenu à la Résistance, à la suite d'une circulaire précisant que les majorations d'ancienneté attribuées pour faits de résistance ne seront plus considérées pour les propositions de Légion d'honneur.

(Armées. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 416.)

N° 1659 M. Etienne Rabouin :

De la possibilité, dans le cas particulier d'un ancien combattant de la guerre 1914-1918, possédant déjà certaines décorations françaises et étrangères, d'obtenir la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

(Armées. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 194.)

N° 2211 M. Etienne Rabouin :

De la possibilité de considérer une maladie grave contractée sur un théâtre d'opérations, comme un titre de guerre dont il pourrait être tenu compte en vue de l'obtention de la Légion d'honneur.

(Armées. — J. O. Débats du 16-12-1961, p. 2653.)

LEGITIMATION

N° 1670 M. Marcel Molle :

Conditions dans lesquelles peuvent être conciliées l'obligation pour le demandeur de faire la reconnaissance d'un enfant naturel avant de demander au tribunal la légitimation, et celle imposée au maire de n'accepter de dresser la reconnaissance que si cette demande est déjà introduite.

(Justice. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 196.)

LEGUMES. — Voir :

- *Licences d'importation* (n° 1892) ;
- *Prix agricoles* (n° 1152).

LIBERTE DE LA PRESSE

N° 1602 M. Roger Garaudy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la pratique des sanctions arbitraires prises à l'encontre de certains artistes et écrivains.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1036.)

N° 1684 M. Jean Bertaud :

Au sujet du caractère immoral de certaines interviews données à la radio et dans la presse par des détenus, reconnus coupables de crimes et délits.

(Justice. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 196.)

N° 1703 M. Etienne Le Sassier-Boisauné :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que des individus incarcérés, coupables de crimes et délits, ne puissent faire paraître dans la presse et sous leur signature, le récit détaillé de leur forfait.

(Justice. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 196-197.)

LICENCES. — Voir : *Débats de boissons* (n° 1811).

LICENCES D'IMPORTATION

N° 1892 M. Jean Bertaud :

Conditions dans lesquelles sont actuellement attribuées les licences d'importation de fruits et légumes à l'occasion de foires-expositions.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1385.)

LICITATIONS. — Voir : *Impôts* (n° 1519).

LISTES ELECTORALES

N° 1494 M. Antoine Courrière :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en prévision des élections cantonales de 1961, pour faire bénéficier de leurs droits de citoyens ceux qui, nés entre le 8 janvier et le 31 mars 1940, ne peuvent être, en vertu de la législation actuelle, inscrits sur les listes électorales.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 80.)

LOCAUX SCOLAIRES. — Voir : *Désinfection* (n° 1850, 1851).

LOGEMENT DE FONCTION

N° 1219 M. Arthur Lavy :

Au sujet de la composition exacte du logement qui doit être attribué par une commune au personnel titulaire de l'enseignement du 1^{er} degré, ainsi qu'au personnel enseignant des cours complémentaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 17.)

Voir aussi :

- *Fonctionnaires* (n° 2103) ;
- *Impôts* (n° 1795).

LOGEMENTS ECONOMIQUES ET FAMILIAUX

N° 1437 M. Auguste Pinton :

Au sujet de l'interprétation à donner à la circulaire du 8 juin 1960 commentant les arrêtés des 11 janvier et 14 avril 1960 relatifs aux logements économiques et familiaux.

(Construction. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 71.)

LOI ROUSTAN. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1886-1898).

LOTISSEMENTS

N° 1761 M. Yves Estève :

De la possibilité, pour une autorisation de lotissement en vue de la construction d'habitations, d'être frappée de caducité si les travaux d'aménagement ne sont pas entrepris dans un certain délai.

(Construction. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 416.)

N° 1815 M. Jean-Louis Tinaud :

Dans un cas particulier de projet de lotissement, de la possibilité pour le lotisseur d'être admis au bénéfice de la procédure simplifiée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 913-914.)

Voir aussi :

- *Collectivités locales* (n° 1799) ;
- *Impôts* (n° 1201-1344-2060).

LOUEURS EN MEUBLE. — Voir : *Appartements meublés* (n° 2088).

LOYERS

N° 1906 M. Abel-Durand :

Raisons pour lesquelles, en vue du calcul de la surface corrigée et de la détermination du loyer, un radiateur peut être retenu une seconde fois comme élément d'équipement justifiant une majoration de la surface de la pièce.

(Construction. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1039-1040.)

Voir aussi :

- *Algérie* (n° 1628) ;
- *Impôts* (n° 1413).

LYCEES. — Voir :

- *Constructions scolaires* (n° 1493-1620-1621-2042-2101) ;
- *Enseignement* (n° 1465-1513-2046-2078).

M

MADAGASCAR. — Voir : *Rapatriés* (n° 2022).

MAGISTRATS

N° 1313 M. André Maroselli :

De la possibilité de comprendre parmi les catégories de fonctionnaires bénéficiaires des dispositions de l'art. 30 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, les agents qui ont été les collaborateurs des magistrats du bureau du sceau et qui ont occupé leurs fonctions pendant plus de huit années.

(Justice. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 26.)

N° 1806 M. Georges Rougeron :

Au sujet de la date à laquelle le Gouvernement compte publier le règlement d'administration publique prévu par l'art. 30 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, concernant l'accès aux premier et second grade de la hiérarchie judiciaire de certains fonctionnaires, et en particulier des commissaires de police.

(Justice. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 914.)

N° 1833 M. Jacques Bordeneuve :

De la possibilité pour un magistrat de l'ordre judiciaire exerçant les fonctions de juge de tribunal de grande instance, et réunissant plus de quinze ans de services, de demander sa radiation des cadres, et d'être admis au bénéfice d'une pension proportionnelle à jouissance différée.

(Justice. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1047.)

N° 2036 M. René Jager :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter que certains magistrats sexagénaires soient privés du bénéfice des dispositions de l'article 2 du décret du 13 janvier 1960.

(Justice. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1942.)

MAINTIEN DANS LES LIEUX. — Voir : *Appartements meublés* (n° 1710-1853).

MAIRES

N° 1264 M. Michel Kauffmann :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour publier rapidement les principes d'un nouveau barème des indemnités de fonction en faveur des maires et adjoints.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 49.)

MAIRES (suite).**N° 2063 M. Louis Courroy :**

Du nombre de maires élus par une population supérieure à 5.000 habitants qui, étant maires avant 1939, le sont encore aujourd'hui, après l'avoir été pendant toute la durée de la guerre 1939-1945.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2317.)

N° 2067 M. Waldeck L'Huillier :

Au sujet d'un rappel à l'ordre adressé par l'administration à un maire d'une commune du Nord, en raison de ses activités dans l'exercice de son mandat.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2317.)

Voir aussi :

- Abattoirs (n° 1666) ;
- Collectivités locales (n° 1297-1450-1582-1707-1734-1950) ;
- Enseignement (n° 1779) ;
- Ferrailles (n° 1897) ;
- Impôts (n° 1585) ;
- Transporteurs routiers (n° 1298) ;
- Viande (n° 1404).

MAIRIES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1485).

MAISONS DE RETRAITE. — Voir :

- *Etablissements hospitaliers* (n° 1368, 1411) ;
- *Sécurité sociale* (n° 1412).

MAJORATIONS POUR ENFANTS. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1766).

MAQUEREAUX. — Voir : *Poissons* (n° 1987).

MARGARINE**N° 1706 M. Charles Naveau :**

Au sujet de la publicité particulière faite en France par une certaine marque de margarine, et des inconvénients qui peuvent résulter de la mise en cause, à cette occasion, de la garantie de l'Etat français.

(Agriculture. — J. O. Débats du 28-6-1961, p. 565-566.)

N° 1894 M. Octave Bajeux :

Raisons pour lesquelles le texte prohibant l'emploi des parfums chimiques dans la margarine n'est pas encore paru.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1048.)

N° 1993 M. Georges Rougeron :

Au sujet de l'application des dispositions de l'article 22 de la loi du 2 juillet 1935 interdisant l'incorporation de certains produits chimiques dans la margarine.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1942.)

N° 2013 M. Octave Bajeux :

Au sujet de la date à laquelle il sera déféré à la demande de M. le ministre de l'agriculture tendant à interdire en margarinerie l'usage de parfums chimiques.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1121-1122.)

Voir aussi : *Impôts* (n° 1717).

MAROC**N° 1453 M. Edgar Tailhades :**

Date à laquelle interviendront les textes prévus par l'article 11 de la loi du 4 août 1956 et relatifs aux conditions dans lesquelles le Gouvernement français apporte sa garantie aux retraités des agents français des établissements publics, offices, sociétés concessionnaires du Maroc et de Tunisie, et en particulier de l'office chérifien des phosphates.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 47-48.)

MAROC (suite).**N° 1454 M. Bernard Lafay :**

De l'opportunité qu'il y aurait de porter d'urgence remède à la situation pénible de certains fonctionnaires retraités du Maroc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48.)

N° 1685 M. André Armengaud :

Au sujet de la situation de nos ressortissants du Maroc qui seront contraints de délaisser les lots de colonisation sans avoir obtenu des autorités marocaines l'autorisation de les céder.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 193-194.)

N° 1954 M. le général Béthouart :

De l'opportunité d'engager des négociations avec le Gouvernement marocain pour obtenir une égalité de traitement entre les Marocains travaillant en France, et les Français travaillant au Maroc.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1142.)

N° 2115 M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier au fonctionnement defectueux des services financiers de notre ambassade au Maroc.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 29-11-1961, p. 2252.)

Voir aussi :

- *Droit de reprise* (n° 1955) ;
- *Enseignement* (n° 1719) ;
- *Fonctionnaires* (n° 1280, 1334, 1338, 1382, 1924) ;
- *Prêts d'honneur* (n° 1953) ;
- *Sécurité sociale* (n° 1434, 2018).

MARQUES DE FABRIQUE**N° 1679 M. André Armengaud :**

Au sujet de l'interprétation à donner de certaines dispositions de l'accord passé entre la France et l'Italie concernant les marques de fabrique et de commerce.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 16-6-1961, p. 449.)

MARRONS. — Voir :

- *Châtaignes* (n° 1353) ;
- *Fonds forestier national* (n° 1667).

MARTINIQUE**N° 1259 M. Waldeck L'Huillier :**

Du montant réel, pour les cinq dernières années, des sommes investies par l'Etat en Martinique ; des traitements servis aux fonctionnaires, des impôts prélevés par l'Etat, et des bénéfices réalisés par les sociétés métropolitaines.

(Ministère du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer. — J. O. Débats du 27-10-1961, p. 1325.)

Voir aussi :

- *Code d'administration communale* (n° 1258) ;
- *Fonctionnaires* (n° 1448, 1590) ;
- *Indemnité d'éloignement* (n° 1389).

MATERIEL AGRICOLE. — Voir : *Tracteurs agricoles* (n° 1567, 2025).

MAYENNE (département de la). — Voir : *Enseignement* (n° 2031).

MEDAILLE MILITAIRE. — Voir : *Armée* (n° 2002, 2062).

MEDECINS

N° 1722 M. Jacques Henriët :

Au sujet du montant de la retraite des médecins qui auront demandé leur intégration dans les centres hospitalo-universitaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 416-417.)

Voir aussi :

— *Etablissements hospitaliers* (n° 1657) ;

— *Honoraires médicaux* (n° 1365, 1422, 1484, 1603).

MESURES DISCRIMINATOIRES. — Voir :

— *Enseignement* (n° 1916) ;

— *Liberté de la presse* (n° 1602).

METRO. — Voir : *Régie autonome des transports parisiens* (n° 1763).

MINES. — Voir : *Impôts* (n° 1477).

MONACO. — Voir : *Impôts* (n° 1606).

MONITEURS. — Voir :

— *Colonies de vacances* (n° 2051) ;

— *Impôts* (n° 2094).

MONUMENTS HISTORIQUES

N° 1491 M. Philippe d'Argenlieu :

Des mesures prévues pour augmenter l'importance des fonds mis à la disposition de l'administration des beaux-arts pour l'entretien des monuments historiques.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 67.)

N° 1529 M. Jean Lecanuet :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer la poursuite de l'effort entrepris depuis la Libération pour la restauration des monuments historiques.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 67.)

MORTS POUR LA FRANCE. — Voir : *Armée* (n° 1713).

MOTEURS. — Voir : *Pollution atmosphérique* (n° 2001).

MOULINAGE. — Voir : *Sériciculture* (n° 919, 1957, 1958).

MUSEES NATIONAUX

N° 1738 M. Jacques Bordeneuve :

Au sujet du projet de transfert du musée des antiquités nationales, actuellement au château de Saint-Germain-en-Laye, dans une caserne de la même ville.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 337.)

MUSULMANS. — Voir : *Fonction publique* (n° 1168).

MUTATION DE JOUISSANCE D'IMMEUBLES. — Voir : *Impôts* (n° 2074).

MUTILES DU TRAVAIL. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1401).

MYXOMATOSE. — Voir : *Epizooties* (n° 1390).

N

NATURALISES FRANÇAIS. — Voir : *Armée* (n° 2126).

NAVIGATION. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1661).

NAVIGATION FLUVIALE

N° 1129 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'astreindre à une immatriculation obligatoire et apparente toutes les embarcations à propulsion mécanique.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 425.)

N° 1247 M. Paul Ribeyre :

Au sujet des résultats des études entreprises en vue de l'aménagement du Rhône pour une navigation au gabarit international.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 425.)

NOTAIRES

N° 2108 M. Maurice Coutrot :

De l'obligation pour un notaire d'être présent en personne dans un contrat de vente constatant que les paiements ont été faits à sa vue, alors qu'en réalité seul son clerc assistait à la signature.

(Justice. — J. O. Débats du 14-12-1961, p. 2573.)

O

OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES. — Voir : *Maroc* (n° 1453).

OFFICES H. L. M. — Voir : *Fuel-oils* (n° 1479, 1480).

OPTIQUE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2030).

OR

N° 1753 M. Pierre Garet :

De la possibilité pour des lingots et pièces d'or, considérés comme immobilisation au cas de vente, d'être également regardés comme tels au cas d'achat en vue du remploi d'une plus-value.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-6-1961, p. 487.)

ORGE

N° 1449 M. Guy de La Vasselais :

Au sujet de la date à laquelle le Gouvernement autorisera les exportations de l'orge, dont d'importantes quantités restent encore actuellement stockées dans les coopératives, chez les négociants et les cultivateurs.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 43.)

ORPHELINS. — Voir : *Armée* (n° 2184).

OUVRIERS MINEURS

N° 1573 M. Adolphe Dutoit :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux principales revendications des ouvriers mineurs.

(Industrie. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 79.)

OUVRIERS PROFESSIONNELS DES ADMINISTRATIONS CENTRALES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1463).

P

PAIN

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du coefficient de hausse intervenu de 1938 à 1960 sur le prix du pain.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

Voir aussi : Blé (n° 1952).

PARENTS INDIGNES. — Voir : *Protection de l'enfance* (n° 1577, 1996).

PAS DE PORTE. — Voir : *Fonds national d'amélioration de l'habitat* (n° 1572).

PASSAGES A NIVEAU. — Voir : *Société nationale des chemins de fer français* (n° 1542).

PATENTES. — Voir : *Impôts* (n° 1625, 1668, 1810, 1928)

PATURAGE

N° 1878 M. Paul Pelleray :

Au sujet du texte qui, dans le cadre de l'article 1932 du code général des impôts, permet de déterminer la fin d'utilisation d'un pâturage.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1043.)

PENSION D'INVALIDITE. — Voir : *Pension vieillesse* (n° 2139).

PENSION VIEILLESSE

N° 2139 M. Roger Menu :

De la possibilité pour les personnes qui, antérieurement à la publication du décret du 28 mars 1961, ont vu leur pension d'invalidité transformée en pension vieillesse, de bénéficier des majorations prévues par le décret susvisé.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1961, p. 2276-2277.)

PENSIONS

N° 1461 M. Georges Lamousse :

De la possibilité, pour les pensions de retraite de bénéficier automatiquement des augmentations du traitement afférent à la fonction que remplissait le retraité ; et cas particulier d'application à un conseiller à une cour de province.

(Justice. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 50.)

N° 1594 M. André Armengaud :

De la possibilité de faire accélérer l'établissement et l'expédition aux retraités de leurs livrets de pension renouvelés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 196.)

N° 1824 M. Gabriel Montpied :

Cas particulier d'une veuve d'un proviseur retraité qui, atteinte d'une infirmité l'empêchant d'exercer toute activité, désirerait, à titre exceptionnel, percevoir une pension de reversion alors que son mari ne bénéficiait pas d'une pension d'ancienneté.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-7-1961, p. 678.)

Voir aussi :

- Armées (n° 2076, 2098) ;
- Collectivités locales (n° 1528) ;
- Fonctionnaires (n° 1187, 1445) ;
- Maroc (n° 1453, 1454) ;
- Sécurité sociale (n° 1870).

PERMIS DE CHASSE. — Voir : *Chasse* (n° 2178).

PERMIS DE CONSTRUIRE

N° 1887 M. Pierre de Chevigny :

Des mesures à prendre en vue de remédier aux inconvénients résultant du fait que, dans les localités dont le sous-sol est concédé pour l'exploitation des mines de fer, le service des mines donne un avis défavorable à l'octroi du permis de construire des maisons d'habitation sur de nombreux terrains à bâtir.

(Construction. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1039.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 1418) ;
- Fuels-oils (n° 1479).

PERMIS D'INHUMER. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2124).

PERMISSIONS AGRICOLES. — Voir : *Armée* (n° 1890).

PERSONNEL ADMINISTRATIF DE L'AIR. — Voir : *Armée* (n° 1520).

PERSONNEL HOSPITALIER. — Voir :

- Etablissements hospitaliers (n° 1451, 1452, 1883, 1907, 2162) ;
- Jours ouvrables (n° 1789).

PERSONNELS AUXILIAIRES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1749).

PERSONNELS COMMUNAUX. — Voir :

- Collectivités locales (n° 1361, 1406, 1415, 1419, 1425, 1450, 1595, 1608, 1705, 1707, 1734, 1750, 1855) ;
- Sapeurs-pompiers (n° 1457) ;
- Sécurité sociale (n° 1481).

PERSONNELS DES PREFECTURES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1523, 1528, 1547, 1571, 1595, 1682, 1705, 1723, 1748, 1758, 1762, 1910, 1942, 2008).

PETROLES

N° 1995 M. Georges Rougeron :

Au sujet des sociétés de financement et des sociétés de recherches constituées de 1954 à 1961 en ce qui concerne les pétroles du Sahara, et du montant global du capital étranger et français représenté par chacune de ces catégories.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1425, 1426.)

PHARMACIENS. — Voir :

- Etablissements hospitaliers (n° 1908) ;
- Fonctionnaires (n° 1671, 1693).

PLAGES

N° 1990 M. Georges Rougeron :

Texte sur lequel repose la notion de « plage privée ».

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1155.)

PLAN D'URBANISME

N° 1556 M. Charles Naveau :

De la nécessité d'assortir d'un plan d'urbanisme et d'un contrôle de l'administration des domaines, certaines opérations immobilières présentant nettement un caractère spéculatif.

(Construction. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 71.)

PLANTATIONS FORESTIERES. — Voir : Forêts (n° 1704).

PLANTEURS DE TABAC. — Voir : Tabac (n° 1619, 1812).

PLUS-VALUES. — Voir :

- Impôts (n° 1222, 1296) ;
- Or (n° 1753) ;
- Société à responsabilité limitée (n° 1562).

POISSONS

N° 1987 M. Georges Rougeron :

Conditions dans lesquelles des maquereaux livrés en caisse sur le port de pêche à 0,50 NF le kilogramme, ont pu être vendus 4,90 NF le kilogramme dans le centre de la France.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1426.)

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

N° 2001 M. Ludovic Tron :

De l'intérêt qu'il y aurait à réglementer les échappements de véhicules à moteurs utilisant les huiles lourdes, en vue de mettre un terme à la pollution atmosphérique sans cesse accrue des voies de grande circulation et des agglomérations urbaines.

(Travaux publics et transports — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1387-1388.)

POMMIERS

N° 1718 M. Marcel Lambert.

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les arrachages de pommiers à cidre, effectués dans le cadre de l'assainissement du marché, soient financés dès 1961.
(Agriculture. — J. O. Débats du 18-11-1961, p. 1608.)

PONTS. — Voir : Collectivités locales (n° 2015).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

N° 1503 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction à certaines revendications justifiées du personnel des centres de chèques postaux.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 82-83.)

N° 1505 M. Camille Vallin :

Au sujet de l'émotion soulevée parmi les receveuses et receveurs des Postes et télécommunications à la suite de la parution du décret relevant avec effet rétroactif le montant du cautionnement exigé des comptables des P. T. T.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 83.)

N° 1561 M. Yvon Coudé du Foresto :

De l'opportunité qu'il y aurait à modifier celui des règlements des Postes et télécommunications qui précise que les adjudicataires du transport du courrier doivent utiliser du matériel français circulant exclusivement à l'essence.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 83.)

N° 1584 M. Bernard Lafay :

Au sujet de la dégradation de la qualité du service téléphonique urbain dans Paris, et de l'utilité qu'il y aurait de faire effectuer sur ce point une enquête comparative avec certaines grandes capitales étrangères.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 83-84.)

N° 1635 M. André Maroselli :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réaliser rapidement le projet de construction du bureau de postes de Lure (Haute-Saône).

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 84.)

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (suite).

N° 1794 M. Marcel Lambert :

De la possibilité d'inscrire au budget des postes et télécommunications les frais afférents à la distribution des télégrammes en dehors de l'agglomération des communes, et qui constituent pour ces dernières de lourdes charges.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 421-422.)

N° 1931 M. Fernand Auberger :

Au sujet du relèvement des tarifs fixant la participation de l'administration des postes et télécommunications aux frais de loyer payés aux communes pour la location de ses bureaux de poste.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1047.)

N° 2023 M. Marcel Brégégère :

De l'obligation pour les directeurs départementaux des postes et télécommunications de fournir aux collectivités locales tout l'outillage nécessaire au creusement des fouilles, dans les cas de construction par les communes de lignes téléphoniques appelées à desservir des postes d'abonnement public dans les hameaux.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1123.)

Voir aussi : Fonctionnaires (n° 1403, 1472, 1506, 1544, 1545, 1590, 1642, 1860, 1893).

POUSSINS

N° 1971 M. Georges Rougeron :

Conditions dans lesquelles deux mille poussins sont morts de faim à l'aéroport d'Orly et de l'opportunité qu'il y aurait d'assouplir, dans certains cas, la réglementation douanière.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1121.)

PREFECTURE DE POLICE. — Voir : Fonctionnaires (n° 1675).

PRESSE. — Voir : Liberté de la presse (n° 1684, 1703).

PRESTATIONS FAMILIALES

N° 1440 M. Francis Le Basser :

De l'obligation pour les trois prestations familiales (allocations familiales, de salaire unique et de logement) d'être réglées aux intéressés par le même procédé de paiement et, d'autre part aussi, d'être réglées mensuellement par les caisses départementales.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 53.)

N° 1599 M. Pierre Mathey :

Du droit à l'allocation de salaire unique dans le cas particulier d'une fille mère dont l'enfant a été reconnu par le père, militaire américain, qui les a abandonnés et a quitté la France.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 109.)

N° 1641 M. Emile Dubois :

De l'équité qu'il y aurait à faire cesser l'anomalie résultant du fait qu'une femme divorcée ayant trois enfants à charge s'est vu refuser les prestations familiales parce que deux de ces enfants fréquentent, en qualité de pensionnaires, des établissements scolaires.

(Travail. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 309.)

N° 1697 M. Jean Bardol :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les gardiens de bateau du port de Boulogne puissent percevoir les allocations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 10-5-1961, p. 234.)

PRESTATIONS FAMILIALES (suite).**N° 1732** Mme Marie-Hélène Cardot :

Cas particulier d'un représentant de commerce, à qui la caisse d'allocations familiales à laquelle il est adhérent, refuse de lui verser les prestations familiales qui lui sont dues, et l'oblige même à rembourser celles qu'il a perçues jusqu'à une certaine date.

(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 423.)

N° 1751 M. Charles Naveau :

Au sujet d'un arrêt du Conseil d'Etat annulant les dispositions de l'article 17 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 qui instituaient une cotisation supplémentaire, en allocations familiales, aux employeurs de plus de six cents journées de travail.

(Agriculture. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 415.)

N° 1903 M. Michel Kistler :

De l'intérêt qu'il y aurait à uniformiser les avantages attribués au titre des prestations familiales aux exploitants et salariés ruraux, en matière notamment d'allocations de la mère au foyer et de salaire unique.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1038-1039.)

N° 1935 M. Louis Namy :

Au sujet des conditions qui peuvent déterminer la désignation d'un tuteur aux allocations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1050.)

Voir aussi :

— Collectivités locales (n° 1610) ;

— Exploitants agricoles (n° 1803).

PRETS A LA CONSTRUCTION**N° 1639** M. Emile Dubois :

De la possibilité d'assouplir les règles d'attribution des prêts à la construction par les caisses d'allocations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 110.)

N° 1640 M. Emile Dubois :

Du droit pour une caisse d'allocations familiales de refuser un prêt, dans un cas particulier, où le contrat de prêt n'avait été soumis aux formalités de l'enregistrement qu'au moment de la demande et après l'achèvement de la construction.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 110.)

PRETS D'EQUIPEMENT**N° 1546** M. Etienne Le Sassier-Boisauné :

Raisons du refus opposé par le ministère de l'agriculture à une demande de prêt d'équipement présentée par le propriétaire d'une petite usine de fabrication de jus de fruits à Banvou (Orne).

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 102.)

PRETS D'HONNEUR**N° 1953** M. le général Antoine Béthouart :

De l'opportunité qu'il y aurait à réduire les délais excessifs apportés aux formalités d'attribution des prêts d'honneur ou de réinstallation accordés à nos compatriotes rapatriés de Tunisie, du Maroc et de Guinée.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1118.)

PRETS DE REINSTALLATION. — Voir : Prêts d'honneur (n° 1953).**PRIME SPECIALE UNIFORME DE TRANSPORT.** — Voir : Enseignement (n° 2027).**PRIME UNIQUE.** — Voir : Fonctionnaires (n° 1552).**PRIMES A LA CONSTRUCTION****N° 1591** M. Baptiste Dufeu :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour modifier le montant des primes octroyées lorsqu'il y a transformation d'un local professionnel en local d'habitation.

(Construction. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 72.)

Voir aussi : Impôts (n° 1648).

PRIMES DE TRANSPORT. — Voir :

— Enseignement (n° 2027) ;

— Sécurité sociale (nos 1896, 2017).

PRINCIPALITE DE MONACO. — Voir : Impôts (n° 1606).**PRIX AGRICOLES****N° 1152** M. Maurice Charpentier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour sauvegarder les prix agricoles, et en particulier ceux des fruits et légumes, viandes et produits laitiers.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 12-13.)

PROCEDURE CIVILE**N° 1341** M. Edgar Pisani :

Moyens de concilier les dispositions des articles 78 et 81 du code de procédure civile.

(Justice. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 26.)

PRODUCTION AGRICOLE**N° 1920** M. Guy de La Vasselais :

Au sujet de la répartition entre les producteurs, les frais de distribution et de commercialisation, et enfin des taxes, de la valeur totale de la production agricole des années 1959 et 1960.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1383.)

PRODUITS CHIMIQUES**N° 1992** M. Georges Rougeron :

Raisons pour lesquelles n'est pas appliquée plus strictement la loi du 1^{er} août 1905 qui interdit l'incorporation de produits chimiques aux denrées alimentaires.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1124.)

PRODUITS LAITIERS**N° 1720** M. Guy de La Vasselais :

De la nécessité d'instituer des taxes compensatrices à leur entrée en France, sur les produits laitiers étrangers qui font l'objet de subventions dans leur pays d'origine.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1037.)

Voir aussi : Prix agricoles (n° 1152).

PRODUITS PETROLIERS. — Voir : Essence (n° 1087).**PRODUITS PHARMACEUTIQUES****N° 1402** M. Jean Errecart :

Du montant, pour l'année 1959, de la consommation totale en produits pharmaceutiques ; de la part qui revient aux prestations de la sécurité sociale du régime général, et celle qui a été remboursée aux prestataires.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 84.)**N° 1783** M. Jean Errecart :

Du montant de la consommation totale, pour les années 1959 et 1960, en produits pharmaceutiques dont le remboursement a été demandé à la caisse de sécurité sociale du régime général ; et montant réel qui a été remboursé aux prestataires de ce même régime.

(Travail. — J. O. Débats du 28-6-1961, p. 567.)

Voir aussi : Impôts (n° 1784).

PROFESSEURS D'EDUCATION PHYSIQUE. — Voir : *Enseignements* (n° 1471, 1487, 1499, 1550, 1583, 1600, 1650, 1916).

PROFESSEURS FRANÇAIS A L'ETRANGER. — Voir : *Enseignement* (n° 1362).

PROMOTION SOCIALE

N° 1429 M. Robert Soudant :

Raisons pour lesquelles n'est pas encore entrée en application la loi sur la promotion sociale votée en décembre 1959.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 41-42.)

PROPRIETE COMMERCIALE

N° 1176 M. André Monteil :

En vue de l'estimation de la valeur d'un fonds de commerce forain, de la possibilité de faire entrer en ligne de compte, comme éléments de la propriété commerciale, les emplacements concédés par les communes, à titre précaire, sur les marchés publics.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 78.)

PROPRIETES AGRICOLES

N° 2144 M. Jean Bertaud :

Au sujet de la valeur moyenne de l'hectare des propriétés agricoles par région et par nature de culture (élevage, céréales, betteraves, cultures maraîchères, vignobles).

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2315-2317.)

PROTECTION DE L'ENFANCE

N° 1577 M. Georges Rougeron :

De l'utilité qu'il y aurait d'assurer une coordination plus étroite entre les services des ministères de l'intérieur, de la santé publique et de la population, et de la justice, en vue de renforcer le dépistage des cas de sévices exercés par des parents indignes sur leurs enfants.

(Justice. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 108.)

N° 1996 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité d'adresser aux magistrats un rappel pressant pour que soit systématiquement interjeté appel à minima dans tous les cas où, en matière de sévices sur enfants, des jugements trop indulgents seraient rendus.

(Justice. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1123.)

PROTHESISTE DENTAIRE

N° 2059 M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité pour un prothésiste dentaire, en dehors des commandes qu'il reçoit des chirurgiens dentistes, de réparer dans certaines conditions des appareils déjà en service.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1466.)

PUBLICITE

N° 2130 M. Georges Rougeron :

Au sujet de la publicité organisée sous le couvert du « service officiel d'hygiène » par une firme privée de fabrication d'insecticides.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1961, p. 2276.)

PUBLICITE LEGALE

N° 1319 M. Jean Brajeux :

De l'obligation de faire figurer la mention de l'enregistrement dans un acte notarié portant cession de fonds de commerce.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 21.)

PUBLICITE LEGALE (suite).

N° 1320 M. Jean Brajeux :

Dans le cas particulier d'une commune à cadastre rénové, de l'indication dans un acte translatif de propriété que le régime sur la tête du disposant est antérieur à la réforme de la publicité foncière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 21.)

Q

QUASI-CONTRATS. — Voir : *Biens d'équipement* (n° 1964).

QUESTIONS ECRITES

N° 1769 M. Jean Lacaze :

De la possibilité pour tous les citoyens, et en particulier pour les fonctionnaires, d'avoir recours à la procédure des questions écrites.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 23-6-1961, p. 543.)

R

RACES BOVINES. — Voir : *Concours agricole* (n° 2121-2122).

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

N° 1225 M. Paul Ribeyre :

De la possibilité pour la Radiodiffusion-Télévision française de prévoir en faveur de certaines boissons nationales, le vin, le lait, les jus de fruits, une publicité égale à celle actuellement faite pour le cidre et la bière.

(Information. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 79.)

N° 1475 M. André Fosset :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à l'emploi de méthodes inadmissibles de la part d'un service public d'information.

(Information. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 79-80.)

N° 1524 M. Vincent Delpuech :

Au sujet d'une dérogation portant sur la distribution par fil qui aurait été accordée à une société privée.

(Information. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 141.)

N° 1586 M. Louis Namy :

De l'opportunité qu'il y aurait de permettre aux petits commerçants radioélectriciens de ne pas régler à l'Etat la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radio et de télévision, avant que la vente de ces appareils ait été effectuée à l'usager.

(Information. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 107.)

N° 1605 M. Bernard Chochoy :

Du montant exact des taxes dues, dans le cas particulier d'un téléspectateur qui possède plusieurs postes récepteurs de T. S. F. et de télévision.

(Information. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 107.)

N° 1866 M. Etienne Dailly :

En ce qui concerne les postes récepteurs détenus par les débits de boissons, de l'intérêt qu'il y aurait à promouvoir un barème dégressif de la redevance, en tenant compte de l'importance de ces débits de boissons et des conditions de leur implantation.

(Information. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1043-1044.)

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE (suite).**N° 1867** M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour revenir sur le décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 qui exclut du bénéfice de l'exemption de la redevance pour droit d'usage d'un récepteur de télévision, les hôpitaux et les hospices ainsi que les établissements d'enseignement public ou privé détenteurs de postes.

(Information. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1044.)

N° 1904 M. Bernard Lafay :

Au sujet du maintien du compte unique, instituant une seule redevance annuelle pour toutes les catégories d'appareils, et du recouvrement de cette taxe directement auprès de l'utilisateur.

(Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1117.)

Voir aussi : *Liberté de la presse* (n° 1684-1703).**RAMASSAGE SCOLAIRE.** — Voir : *Enseignement* (n° 1376-1508-1511-1581-1779).**RAPATRIES****N° 1442** M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour répondre aux préoccupations des Français de souche et des Français musulmans d'Algérie qui sont susceptibles dans un proche avenir de revenir en métropole.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 42.)

N° 2022 M. André Fosset :

Cas particuliers d'un Français rapatrié de Madagascar et qui s'est vu refuser l'aide et les conseils du secrétariat d'Etat aux rapatriés.

(Secrétariat d'Etat aux rapatriés. — J. O. Débats du 16-11-1961, p. 1505.)

RAPPORT ARMAND-RUEFF. — Voir : *Comité Armand-Rueff* (n° 1205-1364).**REBOISEMENT****N° 2105** M. Philippe d'Argenlieu :

De l'intérêt qu'il y aurait à intensifier le reboisement du territoire, et à entreprendre le boisement partout où il est possible de le réaliser dans de bonnes conditions.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1941.)

Voir aussi : *Fonds forestier national* (n° 1667).**RECLAMATIONS ELECTORALES.** — Voir : *Elections* (n° 1360).**RECONNAISSANCE D'ENFANT NATUREL.** — Voir : *Légitimation* (n° 1670).**REEDUCATION.** — Voir : *Allocation de compensation* (n° 1902).**REFORME ADMINISTRATIVE****N° 1828** M. Nayrou :

Au sujet d'un projet de réforme des structures de l'Etat, dont la presse se serait fait l'écho récemment.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1036-1037.)

REFUS DE VENTE**N° 1539** M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à la pratique des refus de vente adoptée par certaines entreprises, notamment à l'encontre des centres Leclerc.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 49.)

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS**N° 1763** M. Jean Bertaud :

Au sujet du métro express Est-Ouest, et des projets d'électrification de la partie de ligne située entre la Bastille-Reuilly, Saint-Mandé et Vincennes.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 16-6-1961, p. 450.)

Voir aussi : *Société nationale des chemins de fer français* (n° 1919).**REGION DE PARIS****N° 2035** M. Maurice Coutrot :

Au sujet de la constitution et de la composition de la commission prévue à l'article 6 de la loi n° 61-845 du 2 août 1961, sur l'organisation de la région de Paris.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-10-1961, p. 1285.)

REGISTRE DE LOGEUR. — Voir : *Tourisme* (n° 1683).**REMEMBREMENT.** — Voir : *Impôts* (n° 1269-1967).**REMRQUES.** — Voir : *Tracteurs agricoles* (n° 1567-2025).**RESERVES DE REEVALUATION.** — Voir : *Impôts* (n° 1333).**RETRAITES COMPLEMENTAIRES.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 1705).**RETRAITES.** — Voir :

- *Fonctionnaires* (n° 1409-2092) ;
- *Fonds national de solidarité* (n° 2019) ;
- *Maroc* (n° 2115) ;
- *Pensions* (n° 1594-1824) ;
- *Sécurité sociale* (n° 1459-1469-1482).

LA REUNION. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1425).**REVENU FONCIER.** — Voir : *Impôts* (n° 1345-1462-1497-1819-1827).**RHONE.** — Voir : *Navigation fluviale* (n° 1247).**ROCHER NOIR.** — Voir : *Algérie* (n° 1970).**S****SAHARA.** — Voir : *Pétroles* (n° 1995).**SAISIES-ARRET****N° 1533** M. Paul Driant :

De l'étendue des droits de certains établissements de crédit sur les comptes de leurs clients à l'occasion de certaines procédures de saisie-arrêt.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-4-61, p. 82).**SALAIRE MINIMUM AGRICOLE****N° 1268** M. Jean Lecanuet :

Dispositions à prendre en vue de rétablir l'unité du S. M. I. G. agricole et celle des cotisations d'assurances sociales agricoles dans chaque département.

(Agriculture. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 13.)

SALONS ARTISTIQUES. — Voir : *Beaux-arts* (n° 1496).**SANCTIONS.** — Voir :

- *Enseignement* (n° 1916) ;
- *Liberté de la presse* (n° 1602).

SAPEURS-POMPIERS**N° 1304** M. Modeste Zussy :

De la possibilité pour les divers éléments d'un corps de sapeurs-pompiers dont le drapeau a été décoré de la Légion d'honneur, de porter la fourragère rouge.

(Armées. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 15.)

N° 1350 M. Eugène Ritzenthaler :

Au sujet de l'utilisation des crédits figurant au budget de 1961, en vue de permettre la majoration des rentes accordées aux veuves des sapeurs-pompiers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 24-25.)

N° 1457 M. Jean Lecanuet :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour étendre aux sapeurs-pompiers professionnels les dispositions de l'arrêté du 5 novembre 1959, relatif à la durée de carrière des agents communaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 50.)

N° 1541 M. Marcel Lemaire :

Du droit d'étendre l'interdiction des extincteurs d'incendie chargés en bromure de méthyle ou en tétrachlorure de carbone aux véhicules utilisés par les sapeurs-pompiers départementaux et communaux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 1-4-1961, p. 84.)

N° 1624 M. Roger Laclivière :

De la possibilité pour les officiers de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires d'être assermentés.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 107.)

N° 1837 M. Jean Lecanuet :

Conditions dans lesquelles les sapeurs-pompiers de tous grades peuvent bénéficier de celles des dispositions du décret n° 53-170 du 7 mars 1953, qui précisent que la durée des périodes d'instruction militaire et des congés de maladie entre en ligne de compte pour l'avancement d'échelon et de grade.

(Intérieur. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1044-1045.)

N° 1937 M. Hector Dubois :

Conditions dans lesquelles il est possible à des collectivités locales de recruter un sapeur-pompier professionnel à temps complet, en remplacement d'un sapeur titulaire placé en congé de longue maladie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1122.)

N° 2133 M. Auberger :

Du droit pour les services de la protection civile de recommander plus particulièrement telle fabrique d'extincteurs aux corps de sapeurs-pompiers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2317.)

N° 2145 M. Marcel Lemaire :

Du rôle, des attributions exactes, et des pouvoirs des conseils d'administration des corps de sapeurs-pompiers communaux, professionnels, volontaires ou mixtes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2502-2503.)

Voir aussi : Impôts (n° 1433).

SECRETAIRES ADMINISTRATIFS DE PREFECTURE. — Voir : Collectivités locales (n° 2008).

SECRETAIRES DE MAIRIE. — Voir :

— Collectivités locales (n° 1405, 1900) ;

— Sécurité sociale (n° 1481, 1822).

SECURITE SOCIALE**N° 1367** Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de la situation particulière d'une catégorie de veuves d'assurés sociaux qui, parce que leur conjoint est décédé avant l'âge de 65 ans, n'ont pour ressources qu'une allocation vieillesse de veuve, et non la pension de réversion.

(Travail. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 28.)

SECURITE SOCIALE (suite.)**N° 1387** M. André Maroselli :

De la possibilité, pour les indemnités de transport allouées à des ouvriers d'une entreprise de travaux publics, d'être considérées comme des avantages en nature, et d'être passibles des cotisations de sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 29.)

N° 1401 M. Marcel Boulangé :

Au sujet des « associations de mutilés et invalides du travail les plus représentatives » existant en France actuellement, et susceptibles de représenter leurs adhérents en justice en matière de contentieux de sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 29.)

N° 1412 M. Etienne Dailly :

De la possibilité de rétablir au taux initial de 40 p. 100 la participation financière de la caisse nationale de sécurité sociale aux opérations immobilières entreprises en faveur du logement ou de l'hébergement des personnes âgées.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 52.)

N° 1434 M. André Armengaud :

Au sujet du délai imparti aux salariés français de Tunisie et du Maroc pour présenter leur demande en vue d'être admis à l'assurance volontaire pour la vieillesse.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 53.)

N° 1459 M. Georges Portmann :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le respect des droits acquis à l'occasion du projet de réforme en cours, relatif au fonctionnement des régimes de retraite complémentaire de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 53.)

N° 1469 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet de l'émotion causée dans les milieux intéressés à la suite des informations relatives au projet de modification du fonctionnement des régimes complémentaires de retraite.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 53.)

N° 1481 M. René Blondelle :

De la possibilité de faire disparaître, ou au moins d'atténuer, le déséquilibre existant entre les cotisations de sécurité sociale versées par les communes pour les agents à emploi permanent, et celles versées pour les secrétaires de mairie instituteurs.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 80.)

N° 1482 M. Maurice Coutrot :

Au sujet des répercussions profondes que pourrait avoir, s'il était mis en vigueur, le projet de modification du fonctionnement des régimes complémentaires de retraite.

(Travail. — J. O. Débats du 26-2-61, p. 53-54.)

N° 1502 M. André Maroselli :

Des règles de compétence en cas de conflit d'affiliation entre une caisse de sécurité sociale et une caisse de mutualité sociale agricole.

(Justice. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 108.)

N° 1515 M. Pierre Garet :

De la possibilité d'exonérer des cotisations de sécurité sociale les allocations bénévoles servies à des employés et ouvriers que leurs employeurs, à l'issue du service militaire, se trouvent dans l'impossibilité de réembaucher.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 85.)

N° 1516 M. Raymond Bonnefous :

Au sujet des conséquences possibles du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953, en ce qui concerne notamment le droit aux prestations de la sécurité sociale pour des conjoints qui, bien qu'ils n'exercent plus aucune activité professionnelle, demeurent inscrits au registre du commerce.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 85.)

SECURITE SOCIALE (suite.)

N° 1549 M. André Méric :

Au sujet de la détermination exacte de l'employeur réel du personnel administratif du contrôle médical de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 109.)

N° 1553 M. Etienne Dailly :

De la possibilité de reconsidérer la réglementation d'exception prévue par le décret du 20 avril 1950 concernant l'attribution aux salariés des prestations de l'assurance maladie du régime agricole, et de l'harmoniser avec les dispositions du code de la sécurité sociale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 70.)

N° 1560 M. Jacques Gadoin :

Au sujet des difficultés survenues à la suite du refus de prise en charge par un organisme de sécurité sociale des frais de séjour d'un malade dans un hôpital public, alors que ce refus est dû à l'envoi tardif d'une demande de prolongation de séjour dont la responsabilité n'incombe pas au malade.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 84-85.)

N° 1588 M. Charles Naveau :

Dispositions à prendre pour que certaines personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, et employées comme « gens de maisons » à de menus travaux par des exploitants agricoles, puissent dépendre uniquement du régime social agricole.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 85-86.)

N° 1674 M. Marcel Brégégère :

De la possibilité pour les employeurs de visiteurs médicaux de ne payer les cotisations de sécurité sociale que sur le traitement fixe qu'ils versent à leurs salariés, et non pas également sur la partie de leurs appointements qui correspond au remboursement de leurs frais de déplacement.

(Travail. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 309.)

N° 1701 M. Lucien Grand :

Au sujet des critères qui, à l'avenir, devront être retenus pour modifier le plafond de la sécurité sociale, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux graves conséquences qui résultent, au point de vue de la gestion des caisses de retraites complémentaires, de sa décision du 16 février 1961 de relever à son gré le plafond de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 309.)

N° 1716 M. André Méric :

Conditions dans lesquelles doit être envisagé le rôle des délégués du personnel dans les organismes de sécurité sociale, compte tenu du fait que, selon certaines dispositions réglementaires, l'autorité sur le personnel appartient, tantôt au directeur de service, tantôt au médecin conseil régional.

(Travail. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 309-310.)

N° 1736 M. Edgar Tailhades :

De la possibilité d'étudier le bénéfice des lois sociales aux Français qui s'établissent hors de France, au service d'un employeur français.

(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 423.)

N° 1737 M. Edgar Tailhades :

Mesures à envisager pour que les indemnités journalières pour maladie d'un salarié permanent à salaire irrégulier, puissent être désormais calculées comme pour les salariés saisonniers, sur la moyenne des salaires perçus dans l'année précédant l'arrêt du travail.

(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 423-424.)

N° 1778 M. Bernard Lafay :

Au sujet de la définition des catégories d'artistes professionnels à admettre au sein de la caisse des arts.

(Travail. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 424.)

SECURITE SOCIALE (suite.)

N° 1782 Mme Suzanne Crémieux :

De l'opportunité qu'il y aurait à revenir à l'article L 199 du code de sécurité sociale qui permet, après avis des organisations signataires de la convention collective nationale du 14 mars 1947, de fixer le plafond de la sécurité sociale à son juste niveau.

(Travail. — J. O. Débats du 28-6-1961, p. 566-567.)

N° 1822 M. Francis Le Basser :

Au sujet des conditions dans lesquelles les secrétaires de mairie à temps partiel, déjà fonctionnaires de l'Etat, cotisent à la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1049.)

N° 1835 M. Yvon Coudé du Foresto :

Des justifications qu'un organisme de sécurité sociale peut légalement exiger du notaire des ayants cause de l'assuré social décédé, en vue du paiement entre leurs mains des prestations de sécurité sociale qui leur sont dues du chef dudit assuré.

(Travail. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 915.)

N° 1835 M. Yvon Coudé du Foresto :

Au sujet du refus par certaines caisses de sécurité sociale, en vue du paiement des prestations dues aux ayants droit de leurs allocataires décédés, de considérer comme valables des certificats notariés lorsqu'ils ne sont pas signés de deux témoins.

(Travail. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1124.)

N° 1870 M. Pierre Garet :

Cas particulier d'une veuve de sous-officier qui désirerait cumuler les pensions de réversion de sécurité sociale et d'ancienneté dont bénéficiait son mari.

(Travail. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1049.)

N° 1896 M. Edouard Bonnefous :

Au sujet des difficultés que créent certains organismes de sécurité sociale qui veulent inclure dans l'assiette des cotisations les primes de transport versées par les entreprises aux membres de leur personnel.

(Travail. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1049-1050.)

N° 2014 M. Roger Lagrange :

Au sujet des difficultés qui vont résulter, pour certains établissements, de la décision prise par quelques caisses régionales de refuser la prise en charge par la sécurité sociale des débiteurs profonds.

(Travail. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1155.)

N° 2016 M. Raymond de Wazières :

Dans le cas particulier d'un propriétaire de fonds de commerce, inscrit au registre du commerce, et cependant non commerçant, de la possibilité pour ce propriétaire de percevoir des prestations de la sécurité sociale au titre d'ayant droit du chef de son conjoint.

(Travail. — J. O. Débats du 27-10-1961, p. 1325.)

N° 2017 M. Edouard Bonnefous :

Au sujet de la distinction opérée à l'égard des cotisations de sécurité sociale entre la prime spéciale de transport de la région parisienne et les primes de transports versées en dehors de cette région.

(Travail. — J. O. Débats du 27-10-1961, p. 1325-1326.)

N° 2018 M. Roger Carcassonne :

Date à laquelle seront publiés les textes d'application de la loi n° 60-768 du 30 juillet 1960, relative à l'accession des travailleurs français non salariés du Maroc, de la Tunisie, d'Egypte et d'Indochine, aux régimes d'allocations vieillesse et d'assurance vieillesse.

(Travail. — J. O. Débats du 13-10-1961, p. 1155.)

N° 2030 M. Emile Vanrullen :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour établir un rajustement du tarif interministériel des prestations sanitaires relatif à l'optique.

(Travail. — J. O. Débats du 27-10-1961, p. 1326.)

SECURITE SOCIALE (suite.)**N° 2096** M. Robert Liot :

Conditions dans lesquelles doit jouer l'exonération de cotisation énoncée à l'article 130 du code de sécurité sociale dans le cas particulier d'une personne âgée de plus de 65 ans et exerçant deux activités distinctes, l'une commerciale, l'autre de travailleur indépendant.

(Travail. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1427.)

N° 2100 M. Pierre Marcihacy :

Du régime de sécurité sociale (général ou agricole) auquel doivent être affiliés des gérants minoritaires d'une société à responsabilité limitée dont l'activité s'exerce exclusivement dans le sens de la transformation et de l'écoulement des produits agricoles.

(Travail. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1387.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 1631) ;
- Fonctionnaires (n° 1865) ;
- Impôts (n° 1936, 2006) ;
- Indemnités de transport (n° 1739) ;
- Infirmières (n° 1431) ;
- Produits pharmaceutiques (n° 1402, 1783).

SEMAINE DE QUARANTE HEURES. — Voir : *Industrie automobile* (n° 1617).**SERICULTURE****N° 919** M. Paul Ribeyre :

De l'intérêt qu'il y aurait pour la sériciculture française de maintenir pendant quelques années encore la subvention accordée aux producteurs de cocons de soie.

(Secrétaire d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 24.)

N° 1957 M. Paul Ribeyre :

De l'opportunité qu'il y aurait à prendre toutes les mesures nécessaires pour redonner au moulinage français toutes ses chances sur les marchés étrangers, et permettre ainsi de maintenir une activité indispensable à la vie des communes rurales où cette industrie est implantée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-9-1961, p. 1092.)

N° 1958 M. Paul Ribeyre :

De la nécessité de tenir le plus grand compte de la situation actuelle de l'industrie du moulinage dans le département de l'Ardèche, lors de l'attribution de l'aide de l'Etat aux entreprises, dans le cadre du fonds de développement économique et social.

(Industrie. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1069.)

SERVICE MILITAIRE. — Voir : *Armées* (n° 1378, 2126).**SERVICES D'INCENDIE.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 1926, 1941, 1999).**SEVICES.** — Voir : *Protection de l'enfance* (n° 1577, 1996).**SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE****N° 1355** M. Bernard Lafay :

De la possibilité pour une société anonyme immobilière ayant toujours eu un objet purement civil depuis son origine, et possédant dans son portefeuille quelques parts d'une société commerciale, de bénéficier des dispositions du second alinéa de l'article 47 de la loi du 28 décembre 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 74.)Voir aussi : *Impôts* (n° 1790).**SOCIETE DE CAPITAUX.** — Voir : *Impôts* (n° 1330).**SOCIETE CENTRALE IMMOBILIERE.** — Voir : *Caisse des dépôts* (n° 1681).**SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE****N° 2038** M. Gaston Pams :

De la possibilité pour une société d'économie mixte de construction constituée avec la participation d'une commune de passer avec une autre commune du même département une convention en vue de réaliser des constructions à usage de logements sociaux, et sans que cette dernière commune participe au capital de la société.

(Construction. — J. O. Débats du 15-11-1961, p. 1465.)

SOCIETE D'INTERET COLLECTIF AGRICOLE**N° 2040** M. Charles Naveau :

De la possibilité, pour un agriculteur d'une part, et une personne morale d'autre part, d'être associés dans une société d'intérêt collectif ayant pour objet la commercialisation de produits agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-11-1961, p. 1383.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**N° 1366** M. Léon Jozeau-Marigné :

Au sujet des mesures à prendre pour faire cesser les contradictions que présentent certaines dispositions de l'article 11 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

(Justice. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 26-27.)

N° 1439 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour accorder à tous les agents anciens combattants de la S. N. C. F. les bonifications pour campagnes de guerre dont bénéficient depuis longtemps déjà tous les fonctionnaires de l'Etat.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 75.)**N° 1500** M. Yvon Coudé du Foresto :

De l'intérêt qu'il y aurait, en vue de répondre aux besoins d'expansion des villes, de procéder à un inventaire et au déclassement des terrains situés dans l'emprise de la S. N. C. F. et qui par suite des circonstances ont perdu pour celle-ci toute utilité.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 86.)**N° 1542** M. Etienne Dailly :

Au sujet des obligations qui résulteront pour les collectivités locales et pour la S. N. C. F. de la fourniture, la pose, et l'entretien de la signalisation des passages à niveau.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 86.)**N° 1691** M. Georges Rougeron :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la liaison ferroviaire Vichy-Marseille et le Midi, en reportant à Vichy le départ de l'autorail rapide « Le Cévenol », et plus particulièrement durant la saison d'été.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 339.)

N° 1919 M. Guy de La Vasselais :

Au sujet du montant du déficit : 1° de la Société nationale des chemins de fer français ; 2° de la Régie autonome des transports parisiens ; 3° des Charbonnages de France, et de la charge globale qui en résulte pour le budget.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1120.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (suite).

N° 2135 M. Paul Ribeyre :

Au sujet de la réforme des tarifs de marchandises actuellement envisagée par la Société nationale des chemins de fer français, et des conséquences fâcheuses qu'elle est susceptible d'entraîner pour les lignes de montagne ou secondaires.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 13-12-1961, p. 2503.)

Voir aussi :

- Anciens combattants (n° 1535) ;
- Compagnie des wagons-lits (n° 1725) ;
- Coordination du rail et de la route (n° 1271).

SOCIETE NATIONALE DES MEDAILLES MILITAIRES. — Voir : Armée (n° 2062).**SOCIETES.** — Voir : Tunisie (n° 1875, 2047, 2048, 2049).**SOCIETES CIVILES IMMOBILIERES**

N° 1969 M. Yves Estève :

De l'obligation, pour les gérants de sociétés civiles immobilières régies par la loi du 28 juin 1938 et construisant des immeubles primés à 10 ou à 6 NF le mètre carré, de procéder à des appels d'offres, ou au contraire, de traiter de gré à gré.

(Construction. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1119.)

SOCIETES DE FINANCEMENT. — Voir : Pétroles (n° 1995).**SOCIETES MUSICALES**

N° 1754 M. Léon David :

De l'opportunité qu'il y aurait à augmenter les subventions accordées par le Gouvernement aux fédérations musicales afin de remédier à la situation difficile des sociétés musicales locales et rurales.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 18-5-1961, p. 337-338.)

SOCIETES DE RECHERCHES. — Voir : Pétroles (n° 1995).**SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE**

N° 1356 M. Bernard Lafay :

De la possibilité, pour des associés-gérants, dans un cas particulier de société à responsabilité limitée, d'être considérés comme gérants majoritaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 46.)

N° 1396 M. Maurice Vérillon :

Dans le cas de transformation d'une société à responsabilité limitée ayant un objet commercial, en une société civile, de la possibilité pour cette opération de bénéficier du régime particulier institué par l'article 47, alinéa 2, de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 74.)

N° 1464 M. Guy Petit :

De la possibilité pour une société à responsabilité limitée ayant un objet immobilier et se trouvant dans certaines conditions particulières de se transformer en société civile immobilière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 417-418.)

N° 1562 M. Léon Jozeau-Marigné :

De la possibilité pour une société à responsabilité limitée de se transformer en société civile immobilière en bénéficiant des dispositions de l'article 47 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 ; et des taxes et impôts qui, dans cette nouvelle société, pourraient être dus par les premiers associés sur les plus-values de cession.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 913.)

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE (suite).

N° 1715 M. Edouard Le Bellegou :

De la possibilité de bénéficier de l'article 47 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, dans le cas particulier d'une société à responsabilité limitée qui depuis treize ans a cessé toute activité commerciale pour se consacrer à la seule exploitation de ses immeubles, et qui désire se transformer en société civile.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 419.)

N° 1813 M. Alain Poher :

De la possibilité, pour une société à responsabilité limitée formée entre les membres d'une même famille et dont le but est seulement d'organiser une indivision familiale, de bénéficier de l'article 47 de la loi du 28 décembre 1959, bien que son objet prévoit expressément l'achat et la vente d'immeubles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-7-1961, p. 1026-1027.)

N° 1848 M. Guy Petit :

De la possibilité pour une société à responsabilité limitée qui désire se transformer en société civile immobilière, de bénéficier des dispositions de l'article 47 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1961, p. 739.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 1296) ;
- Sécurité sociale (n° 2100).

SOLDES MILITAIRES. — Voir : Armée (n° 1301).**SOURCES THERMALES**

N° 1938 M. Fernand Auberger :

Conditions dans lesquelles peut être autorisé le transfert d'une source d'eau minérale hors de la commune de son lieu de jaillissement.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1070.)

N° 1939 M. Fernand Auberger :

Garanties financières que peut exiger une commune bénéficiaire de la surtaxe sur les eaux minérales quand le jaillissement de la source est transféré en dehors du territoire communal.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-10-1961, p. 1132.)

N° 2129 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qu'il y aurait, en vue de développer l'information et la publicité sur le thermalisme, de créer à Paris la « Maison du thermalisme ».

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-12-1961, p. 2318.)

SOUS-LOCATION

N° 1331 M. Emile Hugues :

Du droit au maintien dans les lieux pour un locataire, dans le cas particulier où après avoir sous-loué une pièce, il lui en reste encore une de libre au-delà de ses besoins légaux.

(Construction. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 15-16.)

N° 1742 M. Max Monichon :

De la possibilité pour un locataire, ne disposant que de pièces secondaires, d'en sous-louer une et d'appliquer à celle-ci la valeur locative.

(Construction. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 416.)

SOUS-OFFICIERS. — Voir : Armées (n° 2098).**SOUTIENS DE FAMILLE.** — Voir : Armées (n° 2184).

SPOILIATIONS. — Voir : *Indemnités de spoliation* (n° 1443, 1444).

STADE. — Voir : *Équipement sportif* (n° 1394).

STAGES PÉDAGOGIQUES. — Voir : *Enseignement* (n° 1322, 1755).

STATIONS THERMALES

N° 2127 M. Georges Rougeron :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation financière difficile de nombreux établissements thermaux, qui les empêche de se moderniser et de s'adapter à de nouvelles techniques.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1942-1943.)

N° 2128 M. Georges Rougeron :

De la possibilité pour le Gouvernement de revenir sur la mesure qu'il a prise de supprimer les chambres d'industrie thermale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 25-11-1961, p. 1943.)

STATISTIQUES. — Voir : *Accidents de la route* (n° 1733).

STATUT DU FERMAGE. — Voir : *Impôts* (n° 1414).

STENODACTYLOGRAPHES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1676, 1785, 1841).

SUCCESSIONS

N° 1530 M. Robert Chevalier :

Au sujet de l'amende susceptible d'être encourue par des héritiers dans un cas particulier de déclaration de succession hors-délai.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 77.)

N° 1534 M. Etienne Rabouin :

Dans un cas particulier de succession, de la possibilité pour les héritiers de vendre certains immeubles faisant partie de ladite succession sans encourir la déchéance du terme qui leur a été accordé pour le paiement des droits.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 77.)

N° 1649 M. Jacques Bordeneuve :

De la possibilité de considérer comme un partage pur et simple un acte de donation-partage ou partage anticipé, lorsqu'il est fait par un époux survivant et que les biens recueillis par les héritiers sont partagés dans le même acte.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-5-1961, p. 140.)

N° 1729 M. Charles Naveau :

Du caractère exact (charge ou legs) d'une disposition testamentaire aux termes de laquelle une personne laisse à son décès une partie de sa fortune à une association culturelle à charge de dire des messes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 706.)

Voir aussi : *Impôts* (n° 1393, 1468, 1521, 1759, 1771, 1816, 1862, 2060).

SUCRE

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du coefficient de hausse intervenu de 1938 à 1960 sur le prix du sucre.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

SURETE NATIONALE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1589, 1675).

SURFACE CORRIGEE. — Voir :

— *Algérie* (n° 1628) ;

— *Loyers* (n° 1906).

SURNUMERAIRES DE L'ENREGISTREMENT. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1673).

SURSIS D'INCORPORATION. — Voir :

— *Armées* (n° 1292, 1373, 1438, 1622, 2024) ;

— *Enseignement* (n° 1932) ;

— *Fonctionnaires* (n° 1885).

SURTAXE PROGRESSIVE. — Voir : *Impôts* (n° 1648, 2094).

SYNDICAT DE COMMUNES

N° 1678 M. René Tinant :

De la possibilité d'utiliser du matériel appartenant à un syndicat de communes en vue de l'entretien de chemins ruraux appartenant à une association foncière.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 196.)

T

TABAC

N° 1483 M. Gabriel Montpied :

Au sujet de la rétrocession à la ville de Clermont-Ferrand de l'entrepôt que cette dernière avait cédé au Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104.)

N° 1619 M. Marcel Brégégère :

De l'opportunité qu'il y aurait d'accorder des subventions importantes aux planteurs de tabac pour organiser et assurer par tous les moyens nécessaires la lutte préventive contre les dangers qui menacent la production tabacole en France.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 418.)

N° 1662 M. Gabriel Montpied :

Raisons pour lesquelles le ministre des finances et des affaires économiques n'a pas encore répondu à la question n° 1483 du 21 janvier 1961 concernant la rétrocession à la ville de Clermont-Ferrand de l'entrepôt que cette dernière avait cédé au S. E. I. T. A.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 104.)

N° 1812 M. Etienne Rabouin :

Du nombre de planteurs de tabac dans le département de Maine-et-Loire en 1950, 1955, 1960, et des sommes qui leur ont été versées par le Trésor.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-7-1961, p. 913.)

TABLEAUX. — Voir : *Exportation de tableaux* (n° 1466).

TAXATION D'OFFICE. — Voir : *Impôts* (n° 1430).

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — Voir : *Impôts* (n° 1504, 1606, 1709, 2006, 2010, 2054, 2060).

TAXE DE COLPORTAGE. — Voir : *Impôts* (n° 1395).

TAXE SUR LE COMBUSTIBLE. — Voir : *Impôts* (n° 1652).

TAXE COMPLEMENTAIRE. — Voir : *Impôts* (n° 1344, 1911).

TAXE SUR LES DECOTES. — Voir : *Impôts* (n° 1333).

TAXE LOCALE. — Voir : *Impôts* (n° 1289, 1669).

TAXE DE PREMIERE MUTATION. — Voir : *Impôts* (n° 1269).

TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES. — Voir : *Impôts* (n° 1831, 1518, 1709, 1770).

TAXE SUR LES PRODUITS PETROLIERS. — Voir : *Impôts* (n° 1087, 1428).

TAXE PROPORTIONNELLE. — Voir : *Impôts* (n° 650, 1775).

TAXE DE RESORPTION. — Voir : *Impôts* (n° 1386).

TAXE A LA VALEUR AJOUTEE. — Voir : *Impôts* (n° 1504, 1518, 1698, 1717, 1787).

TAXE VICINALE. — Voir : *Impôts* (n° 1962, 2043, 2056).

TAXE DE VOIRIE. — Voir : *Impôts* (n° 1372, 1414, 1517, 1585, 1962, 2007, 2043, 2056).

TELEGRAMMES. — Voir : *Postes et télécommunications* (n° 1794).

TELEPHONE. — Voir : *Postes et télécommunications* (n° 1584).

TIERCE PERSONNE. — Voir : *Aveugles* (n° 1714).

TIMBRES FISCAUX. — Voir : *Impôts* (n° 1432).

TITRES DE PROPRIETE

N° 2174 M. Lucien Bernier :

De la situation juridique exacte, au regard de leur droit de propriété, des propriétaires « par titres » de parcelles ayant autrefois fait partie de la réserve domaniale, et qui auraient omis ou négligé de présenter leurs titres de propriété à la commission de vérification des titres instituée à cet effet.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2620.)

TOURISME

N° 1683 M. Pierre Garet :

Au sujet de l'obligation de tenir un registre de logeur pour les propriétaires habitant des stations touristiques, thermales, ou balnéaires, et louant une villa ou un appartement meublé à une famille pour une période déterminée.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-5-1961, p. 196.)

N° 1991 M. Georges Rougeron :

Conditions dans lesquelles les touristes pourraient être protégés contre les abus auxquels se livrent certains logeurs.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 11-11-1961, p. 1427.)

TRACTEURS AGRICOLES

N° 1567 M. René Tinant :

De la possibilité d'autoriser les tracteurs agricoles, en période de barrières de dégel, de se rendre de la ferme aux champs et inversement sans remorque et avec limitation de vitesse.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 86.)

TRACTEURS AGRICOLES (suite).

N° 2025 M. René Tinant :

Des dispositions à envisager en vue d'éviter aux agriculteurs, pour bénéficier de la ristourne de 10 p. 100, d'avoir à effectuer certaines formalités en ce qui concerne la réception de certains matériels agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-10-1961, p. 1284-1285.)

TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES. — Voir :

— *Fonctionnaires* (n° 1409, 1552) ;

— *Martinique* (n° 1259).

TRANSFORMATION DE SOCIETES. — Voir :

— *Société anonyme immobilière* (n° 1355) ;

— *Sociétés à responsabilité limitée* (n° 1396, 1464, 1715, 1848).

TRANSPORTEURS ROUTIERS

N° 1020 M. Jean Lecanuet :

De la possibilité d'autoriser les transporteurs routiers qui n'ont pu régulariser leur situation avant le 1^{er} juillet 1959, d'acquiescer les tonnages qui leur sont nécessaires pour être en règle avec les dispositions prévues par la circulaire du 2 juillet 1959.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 29-30.)

N° 1298 M. Edouard Le Bellegou :

Du droit, pour un transporteur routier de voyageurs assurant un service régulier d'autocars, de déplacer à son choix le lieu de départ et d'arrivée des voyageurs préalablement fixé par un arrêté du maire de la commune.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 30.)

N° 1913 M. Jacques Duclos :

Au sujet de la situation de nombreux transporteurs routiers, mutilés et grands invalides de guerre, qui ont dû suspendre leurs activités en raison de leur état de santé consécutif à leurs blessures de guerre.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1050.)

Voir aussi : *Coordination du rail et de la route* (n° 1271).

TRANSPORTS EN COMMUN DE LA REGION PARISIENNE. — Voir : *Régie autonome des transports parisiens* (n° 1763).

TRAVAIL A FAÇON. — Voir : *Impôts* (n° 1859).

TRAVAILLEURS FRANÇAIS. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1434, 2018).

TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 1926) ;

— *Fonctionnaires* (n° 1728).

TRIBUNAUX D'INSTANCE

N° 1423 M. Yves Estève :

En vue de la détermination de la compétence des tribunaux d'instance, de l'intérêt qu'il y aurait à ne tenir compte que du seul montant de la demande principale.

(Justice. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 27.)

N° 1972 M. Georges Rougeron :

Cas particulier d'un jugement condamnant cinq individus qui, ayant perçu des sommes d'argent pour faire disparaître deux personnes, ont au contraire protégé les victimes désignées.

(Justice. — J. O. Débats du 4-10-1961, p. 1123.)

TUBERCULOSE BOVINE. — Voir : *Epizooties* (n° 1664).

TUNISIE

N° 1453 M. Edgar Tailhades :

Date à laquelle interviendront les textes prévus par l'article 11 de la loi du 4 août 1956, relatifs aux conditions dans lesquelles le Gouvernement garantira les retraites des agents français des établissements publics, offices et sociétés concessionnaires du Maroc et de la Tunisie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 47-48.)

N° 1537 M. René Dubois :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des ressortissants français expulsés de Tunisie à la suite de la fermeture d'un établissement charitable tenu par des religieuses.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 68.)

N° 1568 M. Jacques Vassor :

Au sujet du montant des intérêts dus par la Tunisie à la France au titre de ses emprunts, et du montant annuel de l'aide technique qui lui est accordée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 78.)

N° 1875 M. Maurice Carrier :

Au sujet de la nationalité et de la situation juridique, aux yeux du Gouvernement français, des sociétés ayant régulièrement effectué la déclaration prévue par l'article 35 b de la convention franco-tunisienne du 3 juin 1955.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 6-9-1961, p. 1067.)

N° 2047 M. Maurice Carrier :

De l'obligation, pour les sociétés de contrôle français ayant décidé de poursuivre leurs activités en Tunisie, et ayant souscrit la déclaration prévue par l'article 35 b de la convention économique et financière du 3 juin 1955, de faire une déclaration et de solliciter une autorisation du sous-secrétaire d'Etat au plan et aux finances.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2447.)

N° 2048 M. Maurice Carrier :

Au sujet de l'application éventuelle de la nouvelle législation tunisienne résultant du décret n° 61-14 du 30 août 1961, en ce qui concerne la nationalité des sociétés de contrôle français ayant souscrit la déclaration visée à l'article 35 b de la convention économique et financière du 3 juin 1955.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2447.)

N° 2049 M. Maurice Carrier :

Moyens que le Gouvernement entend employer pour assurer une protection effective et réelle des biens et des actionnaires des sociétés ayant effectué la déclaration prévue à l'article 35 b de la convention économique et financière du 3 juin 1955.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 12-12-1961, p. 2447.)

Voir aussi :

- Avoués (n° 1615) ;
- Droit de reprise (n° 1955) ;
- Fonctionnaires (n° 1280, 1334, 1338, 1798, 1924) ;
- Prêts d'honneur (n° 1953) ;
- Sécurité sociale (n° 1434, 2018).

TUNNEL SOUS LA MANCHE

N° 1872 Mme Suzanne Crémieux :

De l'intérêt qu'il y aurait pour les Gouvernements français et britannique de prendre l'initiative d'une conférence intergouvernementale sur le projet de tunnel sous la Manche afin d'aboutir à une décision.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 11-10-1961, p. 1144.)

V

VACANCES SCOLAIRES. — Voir : Enseignement (n° 1510).

VACCINATION

N° 1421 M. Jean Lecanuet :

De l'équité qu'il y aurait à ce que les vaccinations B. C. G. soient rémunérées à l'acte, selon les modalités prévues pour les autres types de vaccination.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 51.)

VALIDATION DE SERVICES. — Voir : Collectivités locales (n° 1528, 1608).

VEHICULES A MOTEUR. — Voir :

- Assurance automobile (n° 2058) ;
- Pollution atmosphérique (n° 2001).

VENTES. — Voir : Refus de vente (n° 1538).

VENTES D'APPARTEMENTS

N° 1342 M. Auguste Pinton :

De l'application à des cas de ventes d'appartements achevés, ou dans leur futur état d'achèvement, des dispositions du décret n° 54-1123 du 10 novembre 1954, tendant à protéger l'épargne contre certaines activités répréhensibles dans le domaine de la construction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-6-1961, p. 417.)

Voir aussi : Impôts (n° 1790).

VENTES A CREDIT

N° 1424 M. Yves Estève :

De la possibilité d'envisager une modification des règles de compétence de telle sorte que les litiges soulevés à propos des ventes à crédit soient portés devant les tribunaux civils.

(Justice. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 27.)

VEUVE DE FUSILLE. — Voir : Victimes de la guerre (n° 1891).

VEUVES DE MILITAIRES. — Voir : Victimes de la guerre (n° 1326, 1604, 2209).

VIANDES

N° 1139 M. René Tinant :

Au sujet du coefficient de hausse intervenu de 1938 à 1960 sur le prix de la viande sur pied et le kilogramme de beefsteack.

(Secrétariat d'Etat au commerce intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 48-49.)

N° 1404 M. Francis Le Basser :

Des moyens et procédés de contrôle mis à la disposition des maires pour qu'aucune viande foraine n'échappe, dans certains cas, à la visite sanitaire et au paiement de la taxe.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-2-1961, p. 49.)

N° 2116 M. Francis Le Basser :

De l'obligation, pour des viandes abattues dans des villes différentes, d'être soumises à la visite sanitaire dans la commune où elles sont entreposées.

(Intérieur. — J. O. Débats du 15-12-1961, p. 2620.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 1717) ;
- Prix agricoles (n° 1152).

VICTIMES DE LA GUERRE**N° 1326** M. Antoine Courrière :*Des droits d'une veuve de guerre 1914-1918, dans un cas particulier de remariage suivi de divorce.*

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 14-15.)

N° 1604 M. Marcel Boulangé :*Cas particulier d'une veuve de militaire à qui le ministère des finances a refusé de payer sa pension, décision en contradiction avec un avis du Conseil d'Etat ayant réglé favorablement un cas semblable.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-5-1961, p. 386.)

N° 1821 M. Octave Bajoux :*De l'intérêt qu'il y aurait à publier rapidement la circulaire d'application relative à la convention franco-belge concernant les victimes civiles de la guerre 1939-1945.*

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 31-8-1961, p. 1039.)

N° 1891 Mme Renée Dervaux :*Cas particulier d'une veuve de fusillé qui, seize ans après le dépôt de sa demande, n'a pas encore reçu les indemnités qui lui sont dues.*

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 18-11-1961, p. 1609.)

N° 2209 Mme Marie-Hélène Cardot :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à l'inégalité consacrée par la législation en vigueur concernant la situation des veuves de militaires de carrière morts pour la France avant d'avoir accompli 25 ans de service.*

(Armées. — J. O. Débats du 16-12-1961, p. 2653.)

VICTIMES DU NAZISME. — Voir : Déportés (n° 1354).**VIGNETTES.** — Voir :

— Collectivités locales (n° 1557) ;

— Impôts (n° 1478).

VINS**N° 1598** M. Léon David :*Au sujet des intentions du Gouvernement concernant la libération de quantités de vins hors quantum en faveur des viticulteurs sinistrés par les gelées de mai 1960.*(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 70.)**N° 1665** M. Edgard Tailhades :*De la possibilité de faire bénéficier, sous le rapport du degré alcoolique des vins, certaines régions montagneuses des Cévennes se trouvant dans le département du Gard, du même régime accordé par le décret du 21 janvier 1934, à certaines régions du département de l'Hérault.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-5-1961, p. 308.)

VINS (suite).**N° 1800** M. Roger Carcassonne :*Du nombre de viticulteurs auxquels a été accordée l'autorisation de chaptaliser leurs moûts ou vendanges, et du montant des droits perçus sur le sucre ainsi utilisé.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-7-1961, p. 708.)

Voir aussi :

— Impôts (n° 1492, 1476, 1601) ;

— Radiodiffusion-Télévision française (n° 1225).

VISITEURS MEDICAUX. — Voir : Sécurité sociale (n° 1674).**VOIRIE.** — Voir : Collectivités locales (n° 1940).**VOYAGEURS-REPRESENTANTS-PLACIERS****N° 1291** M. Emile Hugues :*De la possibilité d'accorder le bénéfice du statut des V. R. P. à un voyageur de commerce qui, durant l'exercice de ses fonctions, a été constamment domicilié à l'étranger.*

(Travail. — J. O. Débats du 31-1-1961, p. 28.)

Voir aussi :

— Impôts (n° 1787) ;

— Prestations familiales (n° 1732).

W**WAGONS-RESTAURANTS.** — Voir : Compagnie des wagons-lits (n° 1725).**WARRANT AGRICOLE****N° 1532** M. Paul Driant :*De la possibilité pour une société à forme civile ou commerciale, dont l'objet est d'exploiter un domaine agricole, de fournir un warrant agricole en garantie de ses emprunts.*(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-4-1961, p. 70.)**Z****ZONE VITICOLE****N° 1597** M. Léon David :*Des conditions nécessaires pour obtenir le classement d'une région agricole en zone viticole.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 102.)

ZONES DE SALAIRES**N° 1692** M. Pierre Garet :*De l'utilité qu'il y aurait de supprimer définitivement les zones de salaires, en vue de remédier notamment au dépeuplement des campagnes.*

(Travail. — J. O. Débats du 26-4-1961, p. 110.)

Voir aussi :

— Collectivités locales (n° 1610) ;

— Honoraires médicaux (n° 1365)

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs

auteurs des questions écrites ayant reçu une réponse au cours de l'année 1961.

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS		
			DATE	PAGES	
A					
ABEL-DURAND	1906	Loyers	31- 8-61	1039-1040	
Philippe d'ARGENLIEU	1490	Constructions scolaires	26- 2-61	45	
	1491	Monuments historiques	1- 4-61	67	
	1489	Forêts	1- 4-61	69	
	1498	Chantiers de construction	1- 4-61	86	
	1655	Etats africains	18- 5-61	338	
	1838	Communauté économique européenne	6- 9-61	1067	
	2105	Reboisement	25-11-61	1941	
	2124	Collectivités locales	13-12-61	2503	
	André ARMENGAUD	1362	Enseignement	31- 1-61	12
		1442	Rapatriés	26- 2-61	42
1443		Indemnité de spoliation	26- 2-61	42	
1538		Refus de vente	26- 2-61	49	
1434		Sécurité sociale	26- 2-61	53	
1444		Indemnité de spoliation	1- 4-61	68	
1685		Maroc	6- 5-61	193-194	
1594		Pensions	6- 5-61	196	
1679		Marques de fabrique	16- 6-61	449	
1924		Fonctionnaires	6- 9-61	1067	
1923		Armée	4-10-61	1119	
1964		Biens d'équipement	16-11-61	1504-1505	
2115		Maroc	29-11-61	2252	
Fernand AUBERGER		1368	Etablissements hospitaliers	31- 1-61	28
		1369	Fonds national de solidarité	26- 2-61	46
	1548	Enseignement	26- 4-61	103-104	
	1633	Conseils généraux	26- 4-61	107	
	1669	Impôts	6- 5-61	195-196	
	1779	Enseignement	28- 6-61	567	
	1810	Impôts	6- 7-61	709	
	1727	Collectivités locales	20- 7-61	912	
	1804	Impôts	20- 7-61	914	
	1932	Enseignement	31- 8-61	1041	
	1941	Collectivités locales	31- 8-61	1046	
	1931	Postes et télécommunications	31- 8-61	1047	
	1938	Sources thermales	6- 9-61	1070	
	1940	Collectivités locales	7- 9-61	1093	
	1999	Collectivités locales	4-10-61	1122	
	1939	Sources thermales	6-10-61	1132	
	2132	Collectivités locales	25-11-61	1942	
	2133	Sapeurs-pompiers	6-12-61	2317	
	2094	Impôts	13-12-61	2502	
	Emile AUBERT	1378	Armée	31- 1-61	15
1379		Armée	31- 1-61	15	
1212		Enseignement	31- 1-61	17	
1571		Collectivités locales	1- 4-61	81	
1772		Fonctionnaires	16- 6-61	449	

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
B				
Jean de BAGNEUX.....	1451	Etablissements hospitaliers	26- 2-61	51- 52
	1452	Etablissements hospitaliers	26- 2-61	52
	1517	Impôts	1- 4-61	80- 81
	1643	Impôts	3- 5-61	139-140
Octave BAJEUX	1717	Impôts	21- 6-61	487
	1831	Exploitants agricoles	19- 7-61	862
	1821	Victimes de la guerre.....	31- 8-61	1039
	1894	Margarine	31- 8-61	1048
	2013	Margarine	4-10-61	1121-1122
Jean BARDOL	1406	Collectivités locales	31- 1-61	25
	1653	Exploitations minières	26- 4-61	107
	1652	Impôts	3- 5-61	140
	1697	Prestations familiales	10- 5-61	234
Edmond BARRACHIN	1747	Droit de reprise.....	6- 7-61	710
Joseph BEAUJANNOT	2173	Etablissements dangereux	12-12-61	2448
Lucien BERNIER	1237	Bananes	26- 2-61	45
	2084	Exploitants agricoles	8-11-61	1382
	1927	Impôts	8-11-61	1385
	2174	Titres de propriété.....	15-12-61	2620
Jean BERTAUD	1260	Enseignement	31- 1-61	17
	1271	Coordination du rail et de la route.....	31- 1-61	30
	1583	Enseignement	1- 4-61	72- 73
	1589	Fonctionnaires	26- 4-61	107
	1684	Liberté de la presse.....	6- 5-61	196
	1763	Régie autonome des transports parisiens.....	16- 6-61	450
	1712	Armée	21- 6-61	485
	1816	Impôts	6- 7-61	709
	1850	Désinfection	31- 8-61	1047-1048
	1963	Armée	4-10-61	1119
	1851	Désinfection	4-10-61	1123
	1892	Licences d'importation	8-11-61	1385
	2147	Café	29-11-61	2252-2253
	2144	Propriétés agricoles	6-12-61	2315-2317
	2137	Déportés	15-12-61	2620
Marcel BERTRAND	1564	Fonctionnaires	26- 4-61	105
	1610	Collectivités locales	26- 4-61	109-110
Antoine BETHOUART	1955	Droit de reprise.....	7- 9-61	1092
	1953	Prêts d'honneur	4-10-61	1118
	1954	Maroc	11-10-61	1142
Auguste BILLIEMAZ	2008	Collectivités locales	4-10-61	1122-1123
	2054	Impôts	13-12-61	2502
René BLONDELLE	1481	Sécurité sociale	1- 4-61	80
Edouard BONNEFOUS	1734	Collectivités locales	14- 6-61	420-421
	1896	Sécurité sociale	31- 8-61	1049-1050
	2017	Sécurité sociale	27-10-61	1325-1326
Raymond BONNEFOUS	1516	Sécurité sociale	1- 4-61	85
	1615	Avoués	26- 4-61	101
Jacques BORDENEUVE	1649	Successions	3- 5-61	140
	1738	Musées nationaux	18- 5-61	337
	1833	Magistrats	31- 8-61	1047
Marcel BOULANGE	1303	Enseignement	31- 1-61	18
	1401	Sécurité sociale	31- 1-61	29
	1587	Armée	26- 4-61	103
	1604	Victimes de la guerre.....	20- 5-61	386
	1830	Fonds national de solidarité.....	20- 7-61	914
	1843	Fonctionnaires	31- 8-61	1045
	2058	Assurance automobile	26-10-61	1285
	2098	Armée	8-11-61	1384
Amédée BOUQUEREL	1555	Croix du combattant volontaire.....	6- 5-61	194
	2051	Colonies de vacances.....	15-11-61	1465

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Robert BOUVARD	1673	Fonctionnaires	14- 6-61	418-419
	1672	Impôts	21- 6-61	486
	1862	Impôts	6- 9-61	1068
Jean BRAJEUX	1319	Publicité légale	31- 1-61	21
	1320	Publicité légale	31- 1-61	21
	1596	Impôts	26- 4-61	106
	1959	Etablissements hospitaliers	4-10-61	1118
	1826	Impôts	4-10-61	1120
Marcel BREGEGERE	1306	Enseignement	31- 1-61	18
	1674	Sécurité sociale	17- 5-61	309
	1619	Tabac	14- 6-61	418
	1618	Calamités agricoles	29- 6-61	576
	1886	Fonctionnaires	4-10-61	1117-1118
	2023	Postes et télécommunications	4-10-61	1123
Martial BROUSSE	1563	Eaux	1- 4-61	85
	2178	Chasse	13-12-61	2501
Robert BRUYNEEL	2169	Autoroutes	13-12-61	2503
Robert BURRET	1852	Impôts	8-11-61	1385
C				
Omer CAPELLE	1827	Impôts	20- 7-61	914
Roger CARCASSONNE	1349	Enseignement	31- 1-61	19
	1595	Collectivités locales	1- 4-61	68
	1800	Vins	6- 7-61	708
	2018	Sécurité sociale	13-10-61	1155
	2065	Accidents du travail	8-11-61	1387
	2050	Fonctionnaires	15-11-61	1464
Mme CARDOT (Marie-Hélène)...	1187	Fonctionnaires	31- 1-61	11
	1280	Fonctionnaires	31- 1-61	12
	1279	Impôts	31- 1-61	20
	1367	Sécurité sociale	31- 1-61	28
	1346	Caisses d'épargne	26- 2-61	46
	1278	Aide sociale	26- 2-61	51
	1632	Cinéma	1- 4-61	80
	1611	Greffiers	1- 4-61	82
	1631	Collectivités locales	26- 4-61	110
	1634	Assurance volontaire	26- 4-61	110
	1698	Impôts	14- 6-61	420
	1732	Prestations familiales	14- 6-61	423
	1731	Fonctionnaires	21- 6-61	487
	1841	Fonctionnaires	6- 7-61	709
	1834	Fonds national de solidarité	21- 7-61	979
	2034	Etablissements hospitaliers	15-11-61	1466
	2053	Etablissements hospitaliers	25-11-61	1941
	2209	Victimes de la guerre	16-12-61	2653
Maurice CARRIER	1462	Impôts	26- 2-61	48
	1628	Algérie	26- 4-61	101
	1875	Tunisie	6- 9-61	1067
	2047	Tunisie	12-12-61	2447
	2048	Tunisie	12-12-61	2447
	2049	Tunisie	12-12-61	2447
Marcel CHAMPEIX	1328	Fonctionnaires	26- 4-61	101
Michel CHAMPLEBOUX	1435	Biens communaux	26- 2-61	49- 50
Maurice CHARPENTIER	1152	Prix agricoles	31- 1-61	12- 13
	1315	Egouts	31- 1-61	13- 14
Adolphe CHAUVIN	1637	Enseignement professionnel	26- 4-61	107
	1455	Impôts	21- 6-61	485-486
	2091	Congés payés	21-11-61	1718
Robert CHEVALIER	1308	Impôts	31- 1-61	21
	1333	Impôts	26- 2-61	45- 46
	1530	Successions	1- 4-61	77
	1879	Collectivités locales	23- 7-61	1027
Paul CHEVALLIER	1430	Impôts	26- 2-61	47

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Pierre de CHEVIGNY.....	1887	Permis de construire.....	31- 8-61	1039
Bernard CHOCHOY	1427	Commercialisation d'un local.....	26- 2-61	44
	1426	Apprentissage	26- 2-61	52
	1605	Radiodiffusion-télévision française	26- 4-61	107
	1608	Collectivités locales	3- 5-61	139
	1648	Impôts	28- 6-61	566
	1797	Fonds national de solidarité.....	6- 7-61	707-708
	1773	Armée	12- 7-61	782
	1909	Allocation aux réfugiés.....	6- 9-61	1068
Emile CLAPAREDE	1476	Impôts	26- 4-61	104
	1601	Impôts	14- 6-61	418
Georges COGNIOT	1565	Constructions scolaires	3- 5-61	137-138
	1856	Equipement sportif	31- 8-61	1040
	1857	Equipement sportif	31- 8-61	1040
	1863	Constructions scolaires	31- 8-61	1040
	1864	Constructions scolaires	31- 8-61	1040
	1951	Enseignement	31- 8-61	1042
	1858	Equipement sportif	20-10-61	1208
	2078	Enseignement	8-11-61	1384
	2082	Equipement sportif	16-11-61	1504
	2077	Constructions scolaires	18-11-61	1609
	2079	Constructions scolaires	18-11-61	1609
2080	Constructions scolaires	14-12-61	2573	
André CORNU	1832	Fonds national de solidarité.....	20- 7-61	915
Yvon COUDE DU FORESTO	1561	Postes et télécommunications.....	1- 4-61	83
	1500	Société nationale des chemins de fer français....	1- 4-61	86
	1614	Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.....	26- 4-61	106-107
	1795	Impôts	20- 7-61	913
	1835	Sécurité sociale	20- 7-61	915
	1835	Sécurité sociale	4-10-61	1124
Antoine COURRIERE	1326	Victimes de la guerre.....	31- 1-61	14- 15
	1205	Comité Armand-Rueff	26- 2-61	41
	1494	Listes électorales	1- 4-61	80
Louis COURROY	1201	Impôts	31- 1-61	20
	1668	Impôts	3- 5-61	140
	1818	Concierges	7- 7-61	740
	1819	Impôts	31- 8-61	1043
	2063	Maires	6-12-61	2317
	2062	Armée	12-12-61	2448
Maurice COUTROT	1253	Fonctionnaires	31- 1-61	12
	1482	Sécurité sociale	26- 2-61	53- 54
	1479	Fuel-oils	1- 4-61	78
	1480	Fuel-oils	1- 4-61	78
	1607	Bons d'électricité	3- 5-61	141
	1708	Fuel-oils	6- 5-61	194-195
	1799	Collectivités locales	12- 7-61	782
	2019	Fonds national de solidarité.....	11-10-61	1144
	2035	Région de Paris.....	26-10-61	1285
	2108	Notaires	14-12-61	2573
Mme CREMIEUX (Suzanne)	1581	Enseignement	16- 6-61	449
	1782	Sécurité sociale	28- 6-61	566-567
	1872	Tunnel sous la Manche.....	11-10-61	1144
D				
Etienne DAILLY	1244	Fonctionnaires	31- 1-61	11- 12
	1322	Enseignement	31- 1-61	18- 19
	1289	Impôts	31- 1-61	20- 21
	1418	Collectivités locales	31- 1-61	26
	1365	Honoraires médicaux	31- 1-61	28
	1411	Etablissements hospitaliers	31- 1-61	29
	1445	Fonctionnaires	26- 2-61	47
	1412	Sécurité sociale	26- 2-61	52
	1486	Congés payés	26- 2-61	54
	1553	Sécurité sociale	1- 4-61	70
	1439	Société nationale des chemins de fer français....	1- 4-61	75
	1477	Impôts	1- 4-61	75
	1542	Société nationale des chemins de fer français....	1- 4-61	86
	1593	Blé	26- 4-61	102

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Etienne DAILY (suite).....	1543	Armée	26- 4-61	103
	1470	Jours fériés	26- 4-61	109
	1558	Enseignement	6- 5-61	195
	1485	Collectivités locales	10- 5-61	233
	1606	Impôts	14- 6-61	418
	1756	Fonds national de solidarité.....	14- 6-61	424
	1757	Fonds national de solidarité.....	14- 6-61	424
	1129	Navigation fluviale	14- 6-61	425
	1744	Algérie	16- 6-61	449
	1675	Fonctionnaires	21- 6-61	486
	1840	Exploitants agricoles	20- 7-61	912
	1755	Enseignement	20- 7-61	912-913
	1849	Fonctionnaires	23- 7-61	1026-1027
	1899	Constitution	31- 8-61	1037
	1866	Radiodiffusion-télévision française	31- 8-61	1043-1044
	1867	Radiodiffusion-télévision française	31- 8-61	1044
	1889	Certificat de nationalité.....	31- 8-61	1047
	1883	Etablissements hospitaliers	31- 8-61	1048
	1897	Ferrailles	6- 9-61	1068
	1965	Greffiers	6- 9-61	1069-1070
	1986	Fonctionnaires	4-10-61	1121
	1905	Fonctionnaires	6-10-61	1132
	1950	Collectivités locales	11-10-61	1143-1144
2010	Impôts	13-10-61	1154-1155	
2021	Armée	20-10-61	1208	
2024	Armée	15-11-61	1464-1465	
2184	Armée	16-12-61	2653	
Léon DAVID	1598	Vins	1- 4-61	70
	1597	Zone viticole	26- 4-61	102
	1754	Sociétés musicales	18- 5-61	337-338
Gaston DEFFERRE	1847	Fonctionnaires	20- 7-61	912
Jean DEGUISE	1661	Fonctionnaires	6- 5-61	197
Alfred DEHE	1521	Impôts	1- 4-61	77
	1855	Collectivités locales	31- 8-61	1045
Jacques DELALANDE	1222	Impôts	26- 2-61	45
	1468	Impôts	1- 4-61	75
	2005	Fonds national de solidarité.....	13-10-61	1154
	2072	Cinéma	8-11-61	1382-1383
	2057	Epizooties	8-11-61	1383
Claudius DELORME	1495	Impôts	1- 4-61	76
	1861	Fruits	31- 8-61	1038
	2043	Impôts	11-11-61	1425
Vincent DELPUECH	1524	Radiodiffusion-Télévision française	3- 5-61	141
Mme DERVAUX (Renée)	1416	Aveugles	26- 2-61	51
	1620	Constructions scolaires	26- 4-61	104
	1621	Constructions scolaires	26- 4-61	104
	1681	Caisse des dépôts.....	19- 5-61	357
	1891	Victimes de la guerre.....	18-11-61	1609
	Paul DRIANT	1532	Warrant agricole	1- 4-61
1533		Saisies-arrêt	1- 4-61	82
Emile DUBOIS	1557	Collectivités locales	1- 4-61	81
	1642	Fonctionnaires	1- 4-61	84
	1638	Impôts	26- 4-61	106
	1639	Prêts à la construction.....	26- 4-61	110
	1640	Prêts à la construction.....	26- 4-61	110
	1413	Impôts	3- 5-61	138-139
	1641	Prestations familiales	17- 5-61	309
	Hector DUBOIS	1776	Cumul d'exploitations	28- 6-61
1937		Sapeurs-pompiers	4-10-61	1122
René DUBOIS	1207	Algérie	31- 1-61	11
	1537	Tunisie	1- 4-61	68
	1465	Enseignement	1- 4-61	72
	1613	Comptoir national du logement.....	19- 5-61	357
	1660	Algérie	20- 5-61	386
	1943	Armée	4-10-61	1119
Jacques DUCLOS	1466	Exportation de tableaux.....	1- 4-61	66- 67
	1617	Industrie automobile	3- 5-61	141

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Jacques DUCLOS (<i>suite</i>).....	1574	Anciens combattants	14- 6-61	415
	1694	Impôts	21- 6-61	486-487
	1695	Impôts	21- 6-61	487
	1526	Criminels de guerre.....	21- 7-61	979
	1913	Transporteurs routiers	31- 8-61	1050
	1802	Armée	29-11-61	2252
	1914	Enseignement technique	29-11-61	2253
Jean-Baptiste DUFEU	1591	Primes à la construction.....	1- 4-61	72
	1352	Impôts	3- 5-61	138
	1768	Chambres des métiers.....	14- 6-61	417
André DULIN	1414	Impôts	31- 1-61	14
Hubert DURAND	2006	Impôts	8-11-61	1386
Emile DURIEUX	1450	Collectivités locales	26- 2-61	50
	1709	Impôts	14- 6-61	419
	1154	Allocation spéciale	6- 7-61	705
	1911	Impôts	31- 8-61	1043
	2083	Exploitants agricoles	11-11-61	1425
Adolphe DUTOIT	1283	Construction	31- 1-61	16
	1469	Sécurité sociale	26- 2-61	53
	1573	Ouvriers mineurs	1- 4-61	79
	1522	Immondices	1- 4-61	81
	1645	Enseignement technique	26- 4-61	104
	1646	Enseignement technique	18- 5-61	338
	1525	Calamités agricoles	21- 6-61	486
E				
Jean ERRECART	1402	Produits pharmaceutiques	1- 4-61	84
	1784	Impôts	23- 6-61	543
	1783	Produits pharmaceutiques	28- 6-61	567
Yves ESTEVE	1423	Tribunaux d'instance	31- 1-61	27
	1424	Ventes à crédit.....	31- 1-61	27
	1761	Lotissements	14- 6-61	416
	1609	Impôts	14- 6-61	419-420
	1760	Impôts	21- 6-61	487-488
	1969	Sociétés civiles immobilières.....	4-10-61	1119
	1393	Impôts	13-10-61	1153
	2156	Impôts	15-12-61	2620
F				
Jean FICHOUX	1771	Impôts	6- 7-61	706
André FOSSET	1340	Indexations	31- 1-61	26
	1373	Armée	26- 2-61	43
	1392	Enseignement	26- 2-61	44
	1475	Radiodiffusion - télévision française	1- 4-61	79 - 80
	1859	Impôts	31- 8-61	1043
	2009	Algérie	8-11-61	1386
	2022	Rapatriés	16-11-61	1505
	2042	Constructions scolaires	18-11-61	1609
Jean-Louis FOURNIER	1432	Impôts	26- 2-61	47
	1431	Infirmières	26- 2-61	52 - 53
	1902	Allocation de compensation.....	4-10-61	1123
Charles FRUH	2101	Constructions scolaires	12-12-61	2448
G				
Jacques GADOIN	1372	Impôts	31- 1-61	25
	1504	Impôts	1- 4-61	76
	1560	Sécurité sociale	1- 4-61	84 - 85
	1657	Etablissements hospitaliers	6- 7-61	710
	1908	Etablissements hospitaliers	31- 8-61	1048-1049
	1982	Impôts	8-11-61	1385-1386
Jean GANEVAL	1391	Légion d'honneur	14- 6-61	416
	2066	Armée	1-12-61	2276
Roger GARAUDY	1602	Liberté de la presse.....	31- 8-61	1036
	1916	Enseignement	4-10-61	1119-1120

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Pierre GARET	1484	Honoraires médicaux	26- 2-61	54
	1552	Fonctionnaires	1- 4-61	77
	1515	Sécurité sociale	1- 4-61	85
	1603	Honoraires médicaux	26- 4-61	108-109
	1692	Zones de salaires	26- 4-61	110
	1683	Tourisme	6- 5-61	196
	1753	Or	21- 6-61	487
	1752	Impôts	6- 7-61	706
	1870	Sécurité sociale	31- 8-61	1049
	Jean GEOFFROY	1242	Equipement sportif	31- 1-61
1354		Déportés	26- 2-61	43
844		Crédit agricole	26- 4-61	102
1944		Fonctionnaires	6- 9-61	1068-1069
Victor GOLVAN	1580	Collectivités locales	26- 4-61	106
	1364	Comité Armand-Rueff	5- 7-61	678
	1746	Collectivités locales	5- 7-61	678
	1901	Collectivités locales	4-10-61	1119
	2104	Aide sociale	6-12-61	2317-2318
Lucien GRAND	1701	Sécurité sociale	17- 5-61	309
	1714	Aveugles	14- 6-61	422
Robert GRAVIER	1347	Aveugles	14- 6-61	414-415
Louis GROS	1627	Cinéma	1- 4-61	80
Mohamed GUEROUI	1168	Fonction publique	31- 1-61	10- 11
	1074	Enseignement	1- 4-61	72
Paul GUILLAUMOT	1962	Impôts	4-10-61	1118-1119
Raymond GUYOT	1853	Appartements meublés	6- 9-61	1069
H				
Roger du HALGOUET	1363	Impôts	26- 2-61	46
	1551	Enseignement	1- 4-61	73
	1865	Fonctionnaires	31- 8-61	1040
Yves HAMON	1417	Coopératives de reconstruction	31- 1-61	16
	1762	Collectivités locales	16- 6-61	450
Jacques HENRIET	1358	Enseignement	31- 1-61	19
	1359	Enseignement	31- 1-61	19
	1357	Centres hospitaliers universitaires	31- 1-61	27- 28
	1722	Médecins	14- 6-61	416-417
	1749	Fonctionnaires	31- 8-61	1037
	2071	Enseignement	16-11-61	1504
Emile HUGUES	1331	Sous-location	31- 1-61	15- 16
	1288	Enseignement	31- 1-61	17- 18
	1291	Voyageurs-Représentants-Placiers	31- 1-61	28
	1467	Impôts	1- 4-61	75
	1332	Enseignement	26- 4-61	103
	1693	Fonctionnaires	18- 5-61	339
	1733	Accidents de la route	6- 7-61	710
	2088	Appartements meublés	11-11-61	1427
	2041	Collectivités locales	6-12-61	2315
	2060	Impôts	13-12-61	2502
I				
Alfred ISAUTIER	1425	Collectivités locales	26- 2-61	42
J				
René JAGER	2036	Magistrats	25-11-61	1942
Léon JOZEAU-MARIGNE	1419	Collectivités locales	31- 1-61	26
	1366	Société nationale des chemins de fer français	31- 1-61	26- 27
	1759	Impôts	21- 6-61	487
	1562	Sociétés à responsabilité limitée	20- 7-61	913
	1801	Impôts	23- 7-61	1026
	2076	Armée	15-11-61	1465

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
K				
Paul-Jacques KALB	1433	Impôts	1- 4-61	74-75
Michel KAUFMANN	1398	Impôts	31- 1-61	23
	1264	Maires	26- 2-61	49
	1664	Epizooties	26- 4-61	102
	2004	Fonds national d'amélioration de l'habitat.....	11-10-61	1143
	1984	Exploitants agricoles	20-10-61	1208
	2075	Domages de guerre.....	25-11-61	1941-1942
	2003	Fonds national d'amélioration de l'habitat.....	13-12-61	2501
	2073	Impôts	15-12-61	2618-2619
	2074	Impôts	15-12-61	2619
Michel KISTLER	1903	Prestations familiales	31- 8-61	1038-1039
L				
Jean LACAZE	1381	Impôts	31- 1-61	23
	1666	Abattoirs	19- 5-61	356-357
	1770	Impôts	21- 6-61	488
	1769	Questions écrites	23- 6-61	543
Roger LACHEVRE	1624	Sapeurs-pompiers	26- 4-61	107
Bernard LAFAY.....	1334	Fonctionnaires	31- 1-61	12
	1356	Sociétés à responsabilité limitée.....	26- 2-61	46
	1454	Maroc	26- 2-61	48
	1496	Beaux-arts	1- 4-61	67
	1355	Société anonyme immobilière	1- 4-61	74
	1584	Postes et télécommunications	1- 4-61	83-84
	1778	Sécurité sociale	14- 6-61	424
	1882	Enseignement	31- 8-61	1040
	1881	Enseignement	7- 9-61	1092
	1904	Radiodiffusion-télévision française	4-10-61	1117
	1330	Impôts	11-10-61	1143
Roger LAGRANGE.....	1472	Fonctionnaires	26- 2-61	50-51
	1492	Impôts	1- 4-61	76
	1766	Fonctionnaires	14- 6-61	415
	1721	Aveugles	14- 6-61	422
	1839	Fonctionnaires	31- 8-61	1037
	1942	Collectivités locales	31- 8-61	1046-1047
	1907	Etablissements hospitaliers	31- 8-61	1048
	2014	Sécurité sociale	13-10-61	1155
	2113	Fonctionnaires	15-11-61	1465-1466
	2090	Exploitants agricoles	21-11-61	1718
	2114	Honoraires médicaux	21-11-61	1718
Maurice LALLOY	1575	Chevaux de boucherie	25-11-61	1940-1941
	2131	Echanges d'appartements	15-12-61	2618
Marcel LAMBERT	1699	Anciens combattants	14- 6-61	415
	1794	Postes et télécommunications	14- 6-61	421-422
	1956	Canaux	4-10-61	1124
	1718	Pommiers	18-11-61	1608
Georges LAMOUSSE	1461	Pensions	26- 2-61	50
Adrien LAPLACE.....	1474	Caisses de crédit agricole	1- 4-61	69
Robert LAURENS	1519	Impôts	1- 4-61	76-77
Charles LAURENT-THOUVEREY.	1550	Enseignement	1- 4-61	72-73
	1384	Expropriation	1- 4-61	80
	1616	Enseignement	3- 5-61	138
Guy de LA VASSELAIS.....	1269	Impôts	31- 1-61	20
	1449	Orge	26- 2-61	43
	1229	Acupuncture	26- 2-61	51
	1622	Armée	6- 5-61	194
	1791	Fonds national de solidarité.....	21- 6-61	488
	1720	Produits laitiers.....	31- 8-61	1037
	1921	Adductions d'eau	31- 8-61	1039
	1922	Enseignement	4-10-61	1120
	1919	Société nationale des chemins de fer français...	4-10-61	1120
	1920	Production agricole	8-11-61	1383

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Arthur LAVY	1219	Logement de fonction.....	31- 1-61	17
Francis LE BASSER.....	1343	Abattoirs	31- 1-61	14
	1361	Collectivités locales	31- 1-61	25
	1405	Collectivités locales	31- 1-61	25
	1404	Viandes	26- 2-61	49
	1440	Prestations familiales	26- 2-61	53
	1707	Collectivités locales	17- 5-61	309
	1735	Expropriation	19- 5-61	357
	1750	Collectivités locales	14- 6-61	419
	1790	Impôts	6- 7-61	707
	1874	Fonctionnaires	31- 8-61	1040
	1900	Collectivités locales	31- 8-61	1045
	1822	Sécurité sociale	31- 8-61	1049
	2012	Abattoirs	11-10-61	1143
	2099	Etat civil	11-11-61	1427
	2031	Enseignement	15-11-61	1465
	2116	Viandes	15-12-61	2620
Edouard LE BELLEGOU.....	1298	Transporteurs routiers	31- 1-61	30
	1487	Enseignement	1- 4-61	72- 73
	1715	Sociétés à responsabilité limitée.....	14- 6-61	419
	1934	Collectivités locales	31- 8-61	1046
Jean LECANUET	1268	Salaire minimum agricole.....	31- 1-61	13
	1336	Caisses d'épargne	31- 1-61	21- 22
	857	Impôts	31- 1-61	23
	1360	Elections	31- 1-61	26
	1020	Transporteurs routiers	31- 1-61	29- 30
	1457	Sapeurs-pompiers	26- 2-61	50
	1421	Vaccination	26- 2-61	51
	1529	Monuments historiques	1- 4-61	67
	1422	Honoraires médicaux	14- 6-61	422
	1728	Fonctionnaires	31- 8-61	1042
	1837	Sapeurs-pompiers	31- 8-61	1044-1045
	1846	Honoraires médicaux	31- 8-61	1049
Marcel LEMAIRE	1541	Sapeurs-pompiers	1- 4-61	84
	2145	Sapeurs-pompiers	13-12-61	2502-2503
LE SASSIER-BOISAUNE	1547	Collectivités locales	1- 4-61	81
	1546	Prêt d'équipement	26- 4-61	102
	1703	Liberté de la presse.....	6- 5-61	196-197
	1854	Impôts	13-10-53	1153
	2007	Impôts	8-11-61	1386
Paul LEVEQUE	2161	Infirmières	16-12-61	2654
	2162	Etablissements hospitaliers	16-12-61	2654
Waldeck L'HUILLIER	1258	Code d'administration communale.....	31- 1-61	11
	1297	Collectivités locales	31- 1-61	24
	1829	Districts urbains	7- 9-61	1093
	1967	Impôts	13-10-61	1154
	2044	Collectivités locales	26-10-61	1285
	1259	Martinique	27-10-61	1325
	2045	Collectivités locales	11-11-61	1426
	2068	Collectivités locales	11-11-61	1426
	2067	Maires	6-12-61	2317
Robert LIOT	1160	Fonctionnaires	31- 1-61	20
	1585	Impôts	6- 7-61	706
	1979	Impôts	8-11-61	1385
	2096	Sécurité sociale	11-11-61	1427
	2097	Exploitants agricoles	6-12-61	2315
M				
Roger MARCELLIN	1977	Algérie	25-11-61	1939-1940
	1978	Algérie	25-11-61	1940
	1981	Algérie	25-11-61	1940
Pierre MARCILHACY	1174	Enseignement	31- 1-61	16
	2100	Sécurité sociale	8-11-61	1387
Jacques MARETTE	1380	Impôts	31- 1-61	22- 23
	2102	Code électoral	15-11-61	1466
Georges MARIE-ANNE	1369	Fonctionnaires	26- 2-61	46- 47
	1623	Fonctionnaires	26- 4-61	106
	1590	Fonctionnaires	6- 5-61	196

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS		
			DATE	PAGES	
Georges MARIE-ANNE (<i>suite</i>)..	1700	Fonctionnaires	20- 5-61	385	
	1448	Fonctionnaires	14- 6-61	415	
	1966	Armée	4-10-61	1119	
	1961	Fonctionnaires	4-10-61	1120-1121	
	1960	Honoraires médicaux	4-10-61	1123-1124	
André MAROSELLI	1162	Fonctionnaires	31- 1-61	20	
	1313	Magistrats	31- 1-61	26	
	1387	Sécurité sociale	31- 1-61	29	
	1635	Postes et télécommunications	1- 4-61	84	
	1502	Sécurité sociale	26- 4-61	108	
	1719	Enseignement	14- 6-61	416	
	1798	Fonctionnaires	21- 6-61	485	
	1876	Constitution	31- 8-61	1037	
	1726	Lait	31- 8-61	1037-1038	
	1926	Collectivités locales	31- 8-61	1046	
	2153	Etablissements hospitaliers	25-11-61	1943	
	Georges MARRANE	1327	Fonctionnaires	26- 2-61	42
Pierre MATHEY	1460	Fromages	1- 4-61	69	
	1599	Prestations familiales	26- 4-61	109	
Jacques de MAUPEOU	1774	Baux ruraux	14- 6-61	421	
Roger MENU	1745	Impôts	6- 7-61	706	
	2139	Pension vieillesse	1-12-61	2276-2277	
André MERIC	1549	Sécurité sociale	26- 4-61	109	
	1716	Sécurité sociale	17- 5-61	309-310	
	1702	Industrie aéronautique	14- 6-61	416	
	2032	Fuel-oils	27-10-61	1325	
Pierre METAYER	1540	Hygiène scolaire et universitaire	1- 4-61	84	
	1528	Collectivités locales	3- 5-61	139	
	1520	Armée	17- 5-61	308	
Gérard MINVIELLE	1650	Enseignement	1- 4-61	73	
Paul MISTRAL	1933	Impôts	13-10-61	1154	
	2070	Allocation logement	13-12-61	2502	
Marcel MOLLE	1374	Impôts	31- 1-61	22	
	1274	Impôts	31- 1-61	24	
	1447	Enseignement	1- 4-61	72	
	1670	Légitimation	6- 5-61	196	
	1912	Exploitants agricoles	4-10-61	1118	
	1842	Impôts	13-10-61	1153	
	1884	Impôts	13-10-61	1153-1154	
	1742	Sous-location	14- 6-61	416	
Claude MONT	1814	Impôts	6- 7-61	709	
	1780	Impôts	31- 8-61	1042	
René MONTALDO	1386	Impôts	1- 4-61	68 - 69	
Geoffroy de MONTALEMBERT ..	1488	Fonds national de l'amélioration de l'habitat	1- 4-61	71	
André-François MONTEIL	1301	Armée	31- 1-61	15	
	1176	Propriété commerciale	1- 4-61	78	
	1748	Collectivités locales	6- 7-61	710	
	2064	Armée	1-12-61	2276	
Gabriel MONTPIED	1409	Fonctionnaires	31- 1-61	23	
	1415	Collectivités locales	31- 1-61	25 - 26	
	1438	Armée	26- 2-61	43 - 44	
	1493	Constructions scolaires	26- 2-61	45	
	1478	Impôts	1- 4-61	75 - 76	
	1654	Fonctionnaires	26- 4-61	101	
	1483	Tabac	26- 4-61	104	
	1662	Tabac	26- 4-61	104	
	1758	Collectivités locales	14- 6-61	421	
	1824	Pensions	5- 7-61	678	
	1929	Enseignement	31- 8-61	1041	
	1930	Fonds national de solidarité	31- 8-61	1050	
	1825	Enseignement	4-10-61	1120	
	2111	Aéro-Clubs	25-11-61	1943	
	2157	Fonctionnaires	6-12-61	2317	
	Marius MOUTET	1636	Assemblée de l'Union française	6- 5-61	193

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
N				
Louis NAMY	1188	Enseignement	31- 1-61	16 - 17
	1463	Fonctionnaires	26- 2-61	42
	1586	Radiodiffusion-télévision française	26- 4-61	107
	1949	Constructions scolaires	31- 8-61	1041-1042
	1935	Prestations familiales	31- 8-61	1050
	2046	Enseignement	16-11-61	1504
Charles NAVEAU	1385	Impôts	31- 1-61	23
	1456	Impôts	26- 2-61	48
	1556	Plan d'urbanisme	1- 4-61	71
	1539	Chambres de métiers	1- 4-61	79
	1588	Sécurité sociale	1- 4-61	85 - 86
	1531	Huiles de baleine	26- 4-61	104-105
	1663	Dommages de guerre	3- 5-61	137
	1730	Electrification rurale	19- 5-61	357
	1751	Prestations familiales	14- 6-61	415
	1705	Collectivités locales	14- 6-61	423
	1793	Armée	21- 6-61	485
	1706	Margarine	28- 6-61	565-566
	1729	Successions	6- 7-61	706
	1410	Impôts	23- 7-61	1026
	2040	Société d'intérêt collectif agricole	8-11-61	1383
	2092	Fonctionnaires	29-11-61	2252
	2039	Impôts	13-12-61	2502
	2197	Armée	14-12-61	2572-2573
Jean NAYROU	1471	Enseignement	1- 4-61	72 - 73
	1823	Fonctionnaires	13- 7-61	813
	1828	Réforme administrative	31- 8-61	1036-1037
	1885	Fonctionnaires	31- 8-61	1041
	1898	Fonctionnaires	4-10-61	1118
	2103	Fonctionnaires	15-12-61	2619
Labidi NEDDAF	1888	Enseignement	31- 8-61	1041
François de NICOLAY	1781	Fromages	6- 7-61	706-707
	2061	Epizooties	21-11-61	1718
P				
Gaston PAMS	1656	Constructions scolaires	6- 5-61	195
	2038	Société d'économie mixte	15-11-61	1465
François PATENOTRE	1910	Collectivités locales	31- 8-61	1045-1046
Pierre PATRIA	1723	Collectivités locales	14- 6-61	420
Paul PELLERAY	1400	Constructions scolaires	26- 2-61	44
	1497	Impôts	1- 4-61	76
	1658	Fonctionnaires	18- 5-61	338
	1895	Allemagne	31- 8-61	1038
	1878	Pâturage	31- 8-61	1043
Lucien PERDEREAU	1420	Fonctionnaires	31- 1-61	23
	1600	Enseignement	1- 4-61	72 - 73
	1836	Fonds national de solidarité	20- 7-61	915
Guy PETIT	1407	Construction	26- 2-61	44
	1527	Impôts	1- 4-61	77
	1582	Collectivités locales	1- 4-61	82
	1764	Constructions scolaires	14- 6-61	417
	1464	Sociétés à responsabilité limitée	14- 6-61	417-418
	1765	Etablissements hospitaliers	30- 6-61	614
	1848	Sociétés à responsabilité limitée	7- 7-61	739
	2110	Impôts	15-12-61	2620
Gustave PHILIPPON	1998	Huissiers de justice	4-10-61	1123
Paul PIALES	1296	Impôts	3- 5-61	138
Jules PINSARD	1370	Caisses de congés payés	31- 1-61	29
	1740	Fonctionnaires	14- 6-61	422-423
	1741	Fonctionnaires	14- 6-61	423
	1739	Indemnités de transport	14- 6-61	424
	1820	Impôts	13-12-61	2501

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS		
			DATE	PAGES	
Auguste PINTON	1403	Fonctionnaires	31- 1-61	27	
	1437	Logements économiques et familiaux.....	1- 4-61	71	
	1704	Forêts	6- 5-61	194	
	1342	Ventes d'appartements	14- 6-61	417	
	1743	Fonctionnaires	31- 8-61	1042	
	1928	Impôts	31- 8-61	1043	
Edgar PISANI	1377	Fonctionnaires	31- 1-61	12	
	1383	Collectivités locales	31- 1-61	16	
	1341	Procédure civile	31- 1-61	26	
Alain POHER	1559	Fonctionnaires	1- 4-61	67- 68	
	1813	Sociétés à responsabilité limitée.....	23- 7-61	1026-1027	
Michel de PONTBRIAND.....	1395	Impôts	31- 1-61	25	
	1625	Impôts	3- 5-61	139	
	1394	Equipement sportif	14- 6-61	416	
	1789	Jours ouvrables	23- 6-61	543	
	1873	Fonds national de solidarité.....	21- 7-61	980	
	2059	Prothésiste dentaire	15-11-61	1466	
	2107	Cheptel bovin	18-11-61	1608-1609	
	2121	Concours général agricole.....	25-11-61	1941	
	2122	Concours général agricole.....	25-11-61	1942	
	2152	Beurre - Lait	12-12-61	2447	
	Georges PORTMANN	1459	Sécurité sociale	26- 2-61	53
		1458	Calamités agricoles	1- 4-61	69
Henri PRETRE	2176	Agents d'assurances	14-12-61	2573	
R					
Etienne RABOUIN	1534	Successions	1- 4-61	77	
	1659	Légion d'honneur	6- 5-61	194	
	1811	Débîts de boissons.....	6- 7-61	709	
	1812	Tabac	20- 7-61	913	
	2211	Légion d'honneur	16-12-61	2653	
	Joseph RAYBAUD	1651	Impôts	3- 5-61	140
1676		Fonctionnaires	3- 5-61	140-141	
Paul RIBEYRE	1086	Collectivités locales	31- 1-61	19	
	1087	Impôts.....	31- 1-61	19- 20	
	919	Sériciculture	31- 1-61	24	
	1353	Châtaignes	31- 1-61	24	
	1371	Adductions d'eau	1- 4-61	68	
	1518	Impôts	1- 4-61	76	
	1225	Radiodiffusion-télévision française	1- 4-61	79	
	1667	Fonds forestier national.....	3- 5-61	137	
	1247	Navigation fluviale	14- 6-61	425	
	1535	Anciens combattants	14- 6-61	425	
	1952	Blé	6- 9-61	1069	
	1958	Sériciculture	6- 9-61	1069	
	1957	Sériciculture	7- 9-61	1092	
	1936	Impôts	13-10-61	1154	
	2135	Société nationale des chemins de fer français... ..	13-12-61	2503	
	Eugène RITZENTHALER	1350	Sapeurs-pompiers	31- 1-61	24- 25
1316		Impôts	1- 4-61	78	
Jean-Paul DE ROCCA-SERRA....	1338	Fonctionnaires	21- 6-61	485	
Eugène ROMAINE	1240	Chemins ruraux	31- 1-61	13	
	1241	Etablissements hospitaliers	31- 1-61	27	
	1446	Electrification rurale	26- 2-61	43	
Georges ROUGERON	1578	Droits d'auteur	1- 4-61	67	
	1510	Enseignement	1- 4-61	73	
	1511	Enseignement	1- 4-61	73	
	1512	Constructions scolaires	1- 4-61	73	
	1513	Enseignement	1- 4-61	73	
	1514	Enseignement	1- 4-61	73	
	1508	Enseignement	26- 4-61	103	
	1576	Enregistrement	26- 4-61	105-106	
	1688	Collectivités locales	26- 4-61	108	
	1577	Protection de l'enfance.....	26- 4-61	108	
	1687	Collectivités locales	3- 5-61	137	

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Georges ROUGERON (<i>suite</i>)....	1507	Enseignement	3- 5-61	137
	1579	Constructions scolaires	6- 5-61	195
	1509	Enseignement	10- 5-61	233
	1690	Circulation routière	17- 5-61	310
	1691	Société nationale des chemins de fer français...	18- 5-61	339
	1724	Insémination artificielle	19- 5-61	357
	1711	Conseils généraux	14- 6-61	420
	1710	Appartements meublés	14- 6-61	421
	1725	Compagnie des wagons-lits.....	14- 6-61	425
	1805	Houillères	29- 6-61	576
	1689	Contrôle des naissances.....	30- 6-61	614
	1807	Fonds national de solidarité.....	7- 7-61	739
	1806	Magistrats	20- 7-61	914
	1971	Poussins	4-10-61	1121
	1972	Tribunaux d'instance	4-10-61	1123
	1996	Protection de l'enfance.....	4-10-61	1123
	1992	Produits chimiques	4-10-61	1124
	1973	Immondices	4-10-61	1124
	1974	Circulation routière	4-10-61	1125
	1976	Fonds spécial d'investissement routier.....	4-10-61	1125
	1970	Algérie	11-10-61	1142
	1988	Allemagne	11-10-61	1142
	1989	Information	13-10-61	1153
	1990	Plages	13-10-61	1155
	1994	Coca-cola	26-10-61	1284
	2029	Collectivités locales	26-10-61	1285
	1686	Fonctionnaires	8-11-61	1383
	2027	Enseignement	8-11-61	1384
	2026	Allocation logement	8-11-61	1387
	1995	Pétroles	11-11-61	1425-1426
	1987	Poissons	11-11-61	1426
	1991	Tourisme	11-11-61	1427
	2126	Armée	21-11-61	1718
1993	Margarine	25-11-61	1942	
2127	Stations thermales	25-11-61	1942-1943	
2128	Stations thermales	25-11-61	1943	
2130	Publicité	1-12-61	2276	
2129	Sources thermales	6-12-61	2318	
S				
François SCHLEITER	1844	Fonctionnaires	19- 7-61	862
	1775	Impôts	31- 8-61	1042
Abel SEMPE	1803	Exploitants agricoles	30- 6-61	613-614
	2002	Armée	8-11-61	1386-1387
Edouard SOLDANI	1499	Enseignement	1- 4-61	72- 73
	1671	Fonctionnaires	18- 5-61	338-339
Robert SOUDANT	1429	Promotion sociale	26- 2-61	41- 42
	1890	Armée	31- 8-61	1039
T				
Edgar TAILHADES	1292	Armée	31- 1-61	15
	1453	Maroc - Tunisie	26- 2-61	47- 48
	1501	Fonctionnaires	1- 4-61	69- 70
	1523	Collectivités locales	1- 4-61	81
	1665	Vins	17- 5-61	308
	1736	Sécurité sociale	14- 6-61	423
	1737	Sécurité sociale	14- 6-61	423-424
	1796	Fonds spécial d'investissement routier	7- 7-61	740
	1925	Fonds spécial d'investissement routier	31- 8-61	1046
	René TINANT	1317	Baux ruraux	31- 1-61
1375		Enseignement technique	31- 1-61	14
1441		Enseignement	26- 2-61	44- 45
1139		Acier, betteraves, blé, coût de la vie, lait, pain, sucre, viande	26- 2-61	48- 49
1376		Enseignement	1- 4-61	68
1647		Accidents de la route	1- 4-61	82
1567		Tracteurs agricoles	1- 4-61	86
1630		Armée	6- 5-61	194
1678		Syndicats de communes	6- 5-61	196
1785		Fonctionnaires	6- 7-61	707

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
René TINANT (<i>suite</i>).....	1845	Fonds national de solidarité	21- 7-61	979
	1985	Exploitants agricoles	11-10-61	1143
	2025	Tracteurs agricoles	26-10-61	1284-1285
	2095	Exploitants agricoles	18-11-61	1608
Jean-Louis TINAUD	1815	Lotissements	20- 7-61	913-914
Ludovic TRON	1382	Fonctionnaires	26- 2-61	46
	650	Impôts	1- 4-61	78
	2001	Pollution atmosphérique	8-11-61	1387-1388
V				
Camille VALLIN	1408	Impôts	1- 4-61	74
	1503	Postes et télécommunications	1- 4-61	82- 83
	1505	Postes et télécommunications	1- 4-61	83
	1506	Fonctionnaires	1- 4-61	83
	1544	Fonctionnaires	1- 4-61	83
	1545	Fonctionnaires	1- 4-61	83
	1696	Collectivités locales	17- 5-61	308-309
	1787	Impôts	14- 6-61	420
	1682	Collectivités locales	16- 6-61	450
	1786	Impôts	6- 7-61	707
	1860	Fonctionnaires	21- 7-61	979
	1893	Fonctionnaires	31- 8-61	1047
	1948	Autoroutes	4-10-61	1124
	1915	Infirmières	8-11-61	1387
Emile VANRULLEN	1344	Impôts	31- 1-61	22
	1345	Impôts	31- 1-61	22
	1070	Forains	13- 7-61	813-814
	2030	Sécurité sociale	27-10-61	1326
Jacques VASSOR	1339	Enseignement	31- 1-61	19
	1612	Epizooties	1- 4-61	71
	1568	Tunisie	1- 4-61	78
	1817	Enseignement	5- 7-61	678
	2056	Impôts	8-11-61	1386
Fernand VERDEILLE	1390	Epizooties	31- 1-61	14
	1388	Collectivités locales	31- 1-61	25
	1230	Calamités agricoles	26- 2-61	42- 43
	1428	Impôts	26- 2-61	47
	1569	Chasse	1- 4-61	70
	1570	Enseignement	1- 4-61	74
	1147	Collectivités locales	26- 4-61	104
	1436	Fonds spécial d'investissement routier	10- 5-61	233
	1713	Armée	20- 7-61	912
	1869	Fonds spécial d'investissement routier	20- 7-61	914
	1868	Chasse	4-10-61	1121
	2000	Chasse	13-10-61	1153
	2093	Adductions d'eau	8-11-61	1384
	2015	Collectivités locales	25-11-61	1943
	Maurice VERILLON	1396	Sociétés à responsabilité limitée	1- 4-61
1677		Fonctionnaires	26- 4-61	103
Jean-Louis VIGIER	1473	Fonctionnaires	1- 4-61	67
Pierre de VILLOUTREYS	1983	Circulation routière	4-10-61	1122
W				
Paul WACH	1572	Fonds national d'amélioration de l'habitat	26- 4-61	105
	1680	Envois forcés	6- 7-61	709-710
Raymond de WAZIERES	1566	Fonctionnaires	26- 4-61	101
	2016	Sécurité sociale	27-10-61	1325
Z				
Modeste ZUSSY	1304	Sapeurs-pompiers	31- 1-61	15

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1961.

A

ACCIDENTS. — *Au sujet de l'enquête qui s'impose pour situer exactement les responsabilités concernant les accidents mortels successifs qui ont eu lieu récemment au puits Gérard des Houillères de Provence.*

Industrie. — M. Léon David. J. O. Débats du 14 juin 1961 (p. 397-398).

ADDUCTIONS D'EAU

De la possibilité d'augmenter de façon sensible les crédits accordés au département du Cher pour son programme d'adductions d'eau.

Agriculture. — M. Charles Durand. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 265-266).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour hâter l'extension des travaux ruraux d'adduction d'eau, et rajuster les tarifs exorbitants qui font l'objet de vives critiques dans les départements ruraux.

Agriculture. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 823-824).

Raisons pour lesquelles le projet de loi relatif aux adductions d'eau rurales n'a pas encore été déposé.

Premier ministre. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 11 octobre 1961 (p. 1136).

AFRIQUE DU NORD. — Voir : *Rapatriés.*

AIDE MEDICALE. — *Cas particulier d'une mère qui, après avoir été admise à l'aide médicale par la commission compétente lors de la naissance de son enfant, voit la préfecture faire appel de cette décision.*

Santé publique et population. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 18 octobre 1961 (p. 1169-1170).

AIDE SOCIALE. — *Mesures à prendre pour que la récupération, après décès des bénéficiaires des allocations d'aide sociale, ne prenne pas un caractère systématique, et ne risque pas de mettre en cause l'existence et la bonne foi des familles ou des survivants.*

Santé publique et population. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 6 décembre 1961 (p. 2287-2288).

ALGERIE

Raisons pour lesquelles, à la suite de la réception au palais de l'Élysée de trois responsables de diverses zones de la rébellion algérienne, le Gouvernement n'a pas accepté de donner suite à des propositions susceptibles de mettre fin aux combats, et de ramener la paix en Algérie.

Premier ministre. — M. Jacques de Maupeou. J. O. Débats du 18 octobre 1961 (p. 1158-1160).

Conditions dans lesquelles un jeune patriote français est décédé trois jours après son incarcération à la prison de Constantine.

Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — M. René Dubois. J. O. Débats du 15 novembre 1961 (p. 1430-1431).

ALLEMAGNE. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à la reconcentration de certaines industries en Allemagne.*

Affaires étrangères. — M. André Armengaud. J. O. du 15 novembre 1961 (p. 1431-1433).

ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE. — Voir : *Exploitants agricoles. — Fonds national de solidarité.*

ALLOCATION DE TRANSPORT. — *De l'équité qu'il y aurait à envisager l'extension de l'allocation de transport aux travailleurs de province.*

Secrétariat d'Etat aux finances. — M. Francis Dassaud. J. O. Débats du 3 mai 1961 (p. 115-117).

ALLOCATION-VIEILLESSE AGRICOLE. — Voir : *Exploitants agricoles.*

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voir : *Prestations familiales.*

ANTILLES FRANÇAISES. — Voir : *Bananes.*

ARMÉE

Au sujet de la préparation militaire des étudiants français domiciliés au Maroc, et de leur situation au regard des lois et règlements en matière de sursis d'incorporation.

Armées. — M. Louis Gros. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 547).

De la possibilité d'augmenter le taux du prêt aux soldats appelés.

Armées. — M. Pierre Métayer. J. O. Débats du 12 juillet 1961 (p. 747-748).

De l'opportunité qu'il y aurait, eu égard à leur attitude courageuse au moment du coup de force d'Alger, à accorder enfin satisfaction aux revendications des jeunes appelés du contingent, notamment en ce qui concerne l'augmentation du taux journalier de leur prêt.

Premier ministre. — M. Raymond Guyot. J. O. Débats du 12 juillet 1961 (p. 748-750).

Des instructions que devrait donner le Gouvernement pour que soient mieux observées les indispensables règles de sécurité en matière de survol des agglomérations par des appareils militaires.

Armées. — M. Pierre Garet. J. O. Débats du 12 juillet 1961 (p. 750-751).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux conséquences désastreuses résultant de l'application des dispositions de l'ordonnance n° 61-109 du 31 janvier 1961 relative à l'examen des exemptés et des réformés définitifs par les commissions de réforme.

Armées. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 13 décembre 1961 (p. 2469).

ASSURANCE-MALADIE. — Voir : *Exploitants agricoles.*

AVOCAT. — *Au sujet du projet de loi concernant l'éventuelle fusion des professions d'avocat et d'avoué.*

Justice. — M. Pierre Garet. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 554-555).

AVOUE. — Voir : *Avocat.*

B

BACCALAUREAT. — Voir : *Enseignement.*

BANANES

De la politique qu'entend suivre le Gouvernement pour protéger la production bananière de la Guadeloupe et de la Martinique.

Premier ministre. — M. Lucien Bernier. J. O. Débats du 8 novembre 1961 (p. 1360-1361).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour soutenir les cours de la production bananière et éviter la ruine aux producteurs des départements des Antilles.

Secrétaire d'Etat au commerce intérieur. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 13 décembre 1961 (p. 2485-2486).

BENEFICES AGRICOLES. — Voir : *Impôts.*

BERLIN. — **Politique qu'entend suivre le Gouvernement au regard de l'évolution de la situation à Berlin.*

Affaires étrangères. — M. Edouard Le Bellegou. J. O. Débats du 6 décembre 1961 (p. 2291-2297).

BETTERAVES. — Voir : *Impôts.*

BEURRE. — *Au sujet des décisions unilatérales de limitation des exportations françaises de beurre prises par les Gouvernements de Grande-Bretagne et d'Italie, et des mesures pratiques de rétorsion que le Gouvernement français devrait appliquer.*

Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 6 décembre 1961 (p. 2281-2282).

* Question orale avec débat.

C**CALAMITES AGRICOLES**

Dispositions que compte prendre le Gouvernement à la suite des inondations dont a souffert le département du Pas-de-Calais pour faire bénéficier les exploitants agricoles sinistrés d'exonérations fiscales et d'indemnités.

Finances et affaires économiques. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 3 mai 1961 (p. 113-114).

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide et indemniser les sinistrés victimes des inondations qui ont eu lieu les 30, 31 janvier et les jours suivants dans le département du Nord.

Intérieur. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 10 mai 1961 (p. 202).

CAMPAGNES ANTIFRANÇAISES. — **Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter la France à l'étranger.*

Premier ministre. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 6 décembre 1961 (p. 2298-2302).

CERCLES FAMILIAUX. — *De l'opportunité qu'il y aurait à reconsidérer les taxes fiscales frappant les cercles familiaux de Provence, qui n'ont aucun caractère commercial.*

Finances et affaires économiques. — M. Léon David. J. O. Débats du 3 mai 1961 (p. 114-115).

CHAMBRES DE METIERS. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la situation délicate dans laquelle se trouvent les agents des chambres de métiers.*

Industrie. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 553-554).

CHEVAUX. — *De l'opportunité qu'il y aurait à assouplir la réglementation actuelle relative à l'importation des chevaux destinés à la boucherie.*

Agriculture. — M. Pierre Garet. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 822-823).

CIRCULATION ROUTIERE. — *De l'intérêt qu'il y aurait à équiper obligatoirement les véhicules automobiles de boucliers en matière souple, susceptible d'empêcher les inconvénients graves résultant de l'éclatement du pare-brise consécutif aux projections de gravillons.*

Travaux publics et transports. — M. Marcel Audy. J. O. Débats du 18 octobre 1961 (p. 1160-1161).

CITE UNIVERSITAIRE. — Voir : *Hôpitaux et hospices.*

COLLECTIVITES LOCALES

De la possibilité d'accorder aux communes rurales, en vue de l'achat du matériel agricole dont elles ont besoin pour l'entretien de leur réseau de voirie, la même ristourne de 10 p. 100 dont bénéficient les exploitants agricoles.

Agriculture. — M. Georges Portmann. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 267-268).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'application de l'article 34 du code de la santé publique qui permet aux communes de se faire rembourser par les propriétaires les branchements aux égouts qui leur sont imposés par la loi, mais qu'elles exécutent d'office en leurs lieu et place.

Intérieur. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 18 octobre 1961 (p. 1161-1162).

Des principes qui devront présider à la coordination des compétences administratives sur le plan des collectivités locales, et plus spécialement en ce qui concerne le problème de l'eau.

Intérieur. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 18 octobre 1961 (p. 1163-1164).

De l'opportunité qu'il y aurait à modifier le classement actuel des communes en matière de zones de salaires.

Travail. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 18 octobre 1961 (p. 1165-1166).

COMMUNAUTE DES SIX. — Voir : *Europe politique.*

* Question orale avec débat.

D

DECES A LA PRISON DE CONSTANTINE. — Voir : Algérie.

DEFENSE NATIONALE. — **Au sujet des grandes lignes de la politique française de défense nationale, notamment en ce qui concerne la modernisation des armements et l'adaptation de nos forces armées à leurs obligations internationales.*

Armées. — M. Vincent Rotinat. J. O. Débats du 13 décembre 1961 (p. 2452-2469).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voir : Bananes. — Prestations familiales. — Recensement.

DEPLACEMENTS OFFICIELS. — *Raisons qui ont pu dicter le choix d'un avion étranger pour les déplacements que doit effectuer le chef du Gouvernement.*

Premier ministre. — M. André Méric. J. O. Débats du 8 novembre 1961 (p. 1359-1360).

DROITS DE DOUANE. — *Des conséquences désastreuses pour l'industrie textile de certaines régions résultant de l'abaissement unilatéral des droits de douane consenti en faveur des tissus de laine mélangée.*

Finances et affaires économiques. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 14 juin 1961 (p. 393-394).

E

EAU. — Voir : Collectivités locales.

ECONOMIQUEMENT FAIBLES. — Voir : Politique sociale.

EGOUTS. — Voir : Collectivités locales.

EGYPTE. — Voir : Rapatriés.

ELECTRIFICATION DE VOIES FERREES. — Voir : Société nationale des chemins de fer français.

ENERGIE NUCLEAIRE. — *Crédits prévus et mesures envisagées en vue de la protection des civils contre les radiations nucléaires en temps de paix et en cas de guerre.*

Premier ministre. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 6 décembre 1961 (p. 2282-2286).

ENSEIGNEMENT

De l'opportunité qu'il y aurait à établir rapidement en faveur des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques un statut comportant des avantages analogues à ceux des maîtres assistants de faculté.

Education nationale. — M. Georges Portmann. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 265).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le fonctionnement des collèges d'enseignement général dont le financement doit normalement incomber à l'Etat.

Education nationale. — M. Adolphe Chauvin. J. O. Débats du 21 juin 1961 (p. 461-462).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier dans l'avenir aux erreurs et incidents divers qui ont marqué les épreuves du baccalauréat au cours de la session de juin 1961.

Education nationale. — M. Bernard Lafay. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 825-829).

Au sujet de la situation des professeurs français au Viet-Nam.

Finances et affaires économiques. — M. André Armand. J. O. Débats du 11 octobre 1961 (p. 1135-1136).

ENSEIGNEMENT (suite).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier rapidement aux difficultés résultant du grand nombre de vacances de postes de professeurs dans les enseignements du second degré et technique.

Education nationale. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 8 novembre 1961 (p. 1362-1364).

EPIZOOTIES. — *De l'utilité qu'il y aurait à unifier le mode de participation financière de l'Etat, en matière de vaccination anti-aphteuse des bovins.*

Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 6 décembre 1961 (p. 2280-2281).

ESSENCE. — *Raisons pour lesquelles la baisse du prix de l'essence, promise à plusieurs reprises, n'a pas encore été effectuée, et date à laquelle le Gouvernement envisage de la réaliser.*

Finances et affaires économiques. — M. Maurice Charpentier. J. O. Débats du 13 décembre 1961 (p. 2274-2276).

EUROPE POLITIQUE. — *Au sujet de l'accession de la Grande-Bretagne à la Communauté des Six, et du développement de l'Europe politique.*

Affaires étrangères. — M. Marius Moutet. J. O. Débats du 14 juin 1961 (p. 389-393).

EXEMPTES. — Voir : Armée.

EXPLOITANTS AGRICOLES

Raisons pour lesquelles les textes officiels pour l'application de la loi du 25 janvier 1961 sur l'assurance-maladie des exploitants agricoles n'ont pas encore été publiés.

Agriculture. — M. Marius Moutet. J. O. Débats du 21 juin 1961 (p. 456-457).

De la possibilité d'accorder le bénéfice de l'exonération des cotisations de l'assurance-maladie des exploitants agricoles à ceux d'entre eux dont les ressources sont inférieures au plafond prévu pour l'allocation supplémentaire.

Agriculture. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 6 décembre 1961 (p. 2282).

F

FIEVRE APHTEUSE. — Voir : Epizooties.

FONCTIONNAIRES

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour hâter la parution des décrets d'assimilation qui, en application de la loi du 4 août 1956, doivent permettre la liquidation définitive des pensions des anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens.

Finances et affaires économiques. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 12 juillet 1961 (p. 751).

Au sujet des réquisitions de passage en faveur des fonctionnaires entre la métropole et les départements d'outre-mer.

Secrétaire d'Etat aux finances. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 13 décembre 1961 (p. 2476).

Voir également : Prestations familiales.

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Au sujet de la situation pénible qui résulte pour les intéressés du maintien au taux actuel du plafond des ressources déterminant les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

Travail. — M. Maurice Charpentier. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 555-556).

Au sujet de la situation du fonds national de solidarité, et des amputations de crédits dont il aurait été l'objet.

Finances et affaires économiques. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 816-820).

De l'équité qu'il y aurait à indexer sur le S. M. I. G. l'allocation supplémentaire versée aux personnes âgées.

Finances et affaires économiques. — M. Bernard Lafay. J. O. Débats du 25 octobre 1961 (p. 1210-1213).

* Question orale avec débat.

FRANÇAIS RAPATRIÉS. — Voir : *Rapatrés.*

FRANÇAIS DE TUNISIE. — Voir : *Tunisie.*

FRUITS. — *Au sujet des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des importations de tous fruits de provenance de tous pays, et en particulier des conséquences désastreuses qui en résultent pour l'arboriculture française.*

Agriculture. — M. Léon David. J. O. Débats du 10 mai 1961 (p. 202-204).

FUEL. — Voir : *Pollution des eaux.*

G

GENDARMERIE. — *Date à laquelle seront enfin tenues les promesses faites par le Gouvernement aux personnels de la gendarmerie concernant la revalorisation de leurs traitements.*
Finances et affaires économiques. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 274-275).

GRANDE-BRETAGNE. — Voir : *Europe politique.*

GUADELOUPE. — Voir : *Bananes.*

GUERRE 1939-1945. — *De l'opportunité qu'il y aurait à rapporter l'ordonnance du 11 avril 1959 afin que le 8 mai soit rétabli comme fête nationale et jour férié au même titre que le 11 novembre.*

Anciens combattants. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 264-265).

H

HOPITAUX ET HOSPICES. — *Au sujet de la subvention de l'Etat concernant la construction de l'hôpital de la Cité universitaire.*

Santé publique et population. — M. Pierre Marcihacy. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 829-830).

HOUBLON. — *De la politique du Gouvernement eu égard à la situation alarmante des planteurs de houblon.*

Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 21 juin 1961 (p. 457-458).

HOULLERES DE PROVENCE. — Voir : *Accidents.*

I

IMPORTATIONS. — Voir : *Chevaux.* — *Fruits.* — *Pommes de table.* — *Porcs.*

IMPOTS. — *Raisons pour lesquelles dans les régions à culture betteravière l'administration a fixé les impôts sur les bénéfices agricoles avant que le prix de la betterave à sucre ait lui-même été arrêté.*

Secrétaire d'Etat aux finances. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 14 juin 1961 (p. 394-395).

INCENDIES DE FORETS. — *Directives données aux préfets en vue de développer au maximum les mesures préventives nécessaires à l'approche de l'été, pour éviter les incendies de forêts, et pour prendre les mesures d'alerte et de lutte en cas de sinistre.*

Intérieur. — M. Léon David. J. O. Débats du 3 mai 1961 (p. 115).

INCURABLES. — Voir : *Politique sociale.*

INDEMNITES DE DEPLACEMENT. — Voir : *Remembrement.*

INDUSTRIE TEXTILE. — Voir : *Droits de douane.*

INFIRMES. — Voir : *Politique sociale.*

INONDATIONS. — Voir : *Calamités agricoles.*

INTERNEMENT ADMINISTRATIF

Au sujet des conditions dans lesquelles des citoyens français ont été internés au camp de Thol, et des divers problèmes que pose leur situation.

Intérieur. — M. René Dubois. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 550-553).

Au sujet des conditions dans lesquelles des citoyens français ont été internés au camp de Thol, et des divers problèmes que pose leur situation.

Intérieur. — M. Bernard Lafay. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 550-553).

INVALIDES CIVILS. — Voir : *Politique sociale.*

INVALIDES DU TRAVAIL. — Voir : *Politique sociale.*

L

LAIT

Des problèmes que posent les prix du lait et des produits laitiers, tels qu'ils ont été fixés par l'arrêté du 29 mars 1961.

Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 268-269).

Des moyens envisagés en vue de donner un caractère « effectif » au prix indicatif du lait, et en particulier à celui des laits de transformation.

Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 15 novembre 1961 (p. 1435).

LICENCIEMENTS

Au sujet des licenciements dont serait menacé le personnel des Etablissements Philips et Pain-Vermorel, à Villefranche-sur-Saône.

Industrie. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 820-821).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux conséquences sociales que risque d'entraîner le licenciement de 1.000 ouvriers des usines Massey-Ferguson à Marquette (Nord).

Travail. — M. Adolphe Dutoit. J. O. Débats du 18 octobre 1961 (p. 1166-1168).

Mesures que compte prendre le Gouvernement dans les délais les plus rapides pour maintenir en service le personnel que l'usine Massey-Ferguson à Marquette (Nord) se proposait de licencier.

Industrie. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 18 octobre 1961. (p. 1168-1169).

LISTES ELECTORALES. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux citoyens nés entre le 8 janvier 1940 et le 31 mars 1940, d'être inscrits sur les listes électorales et de participer aux élections cantonales du mois de juin 1961.*

Intérieur. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 269-270).

LOGEMENTS. — *Conditions dans lesquelles ont été achetés les terrains dits des « Buttes à Morel », situés sur les territoires des communes de Montreuil et de Bagnolet, où doit s'édifier la construction de 2.000 à 2.400 logements.*

Construction. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 14 juin 1961 (p. 395-397).

LOGISTIQUE. — Voir : *Ressources logistiques.*

M

MADAGASCAR. — Mesures que compte prendre le Gouvernement en ce qui concerne le règlement de la situation des personnels contractuels de l'administration française à Madagascar.

Coopération. — M. Marius Moutet. J. O. Débats du 12 juillet 1961 (p. 753-754).

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour maintenir l'ordre à Paris et en France, dans le plein respect de la personne humaine, et en dehors de toute mesure de discrimination raciale.

Premier ministre. — M. Gaston Defferre. J. O. Débats du 1^{er} novembre 1961 (p. 1337-1354).

*Au sujet des manifestations organisées dans la région parisienne le 17 octobre 1961 par les travailleurs algériens, et des mesures de répression qu'elles ont provoquées de la part du Gouvernement.

Intérieur. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 1^{er} novembre 1961 (p. 1337-1354).

MARCHE COMMUN. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour obtenir de nos partenaires du Marché commun une stricte application des traités, notamment en ce qui concerne les produits agricoles.

Finances et affaires économiques. — M. Marc Desaché. J. O. Débats du 5 juillet 1961 (p. 616-673).

MAROC. — Voir : Fonctionnaires.

MARTINIQUE. — Voir : Bananes.

MATERIEL AGRICOLE. — Voir : Collectivités locales.

MESURES REPRESSIVES. — Du lien qui pourrait exister entre d'une part les mesures prises en Espagne à l'égard de certains éléments condamnés par la justice française, et d'autre part, en France à l'encontre des républicains espagnols en exil.

Affaires étrangères. — M. Georges Guille. J. O. Débats du 15 novembre 1961 (p. 1433-1435).

MINES. — Voir : Accidents.

P

PARE-BRISE. — Voir : Circulation routière.

PENSIONS DE RETRAITE. — Voir : Fonctionnaires.

PERSONNELS CONTRACTUELS. — Voir : Madagascar.

POLITIQUE AGRICOLE

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour parer de toute urgence à la situation catastrophique des agriculteurs, et pour mettre en œuvre une véritable politique agricole.

Agriculture. — M. André Cornu. J. O. Débats du 5 juillet 1961 (p. 616-673).

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour porter remède à la gravité de la situation paysanne, aux réactions légitimes qu'elle suscite, et en particulier pour résoudre le problème des excédents agricoles dans l'avenir.

Premier ministre. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 5 juillet 1961 (p. 616-673).

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer un écoulement régulier, à de justes prix, de la production de nos cultivateurs.

Premier ministre. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 5 juillet 1961 (p. 616-673).

POLITIQUE AGRICOLE (suite).

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour établir la parité économique et sociale entre l'agriculture et les autres activités de la nation, et notamment aussi pour assurer l'équipement et la modernisation de la Bretagne.

Premier ministre. — M. André Colin. J. O. Débats du 5 juillet 1961 (p. 616-673).

*Au sujet de la politique agricole que compte suivre le Gouvernement.

Agriculture. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats des 6 septembre 1961 et 7 septembre 1961 (p. 1055-1063, 1071-1090).

Voir aussi : Marché commun. — Viticulture.

POLITIQUE ECONOMIQUE. — Voir : Politique sociale.**POLITIQUE SOCIALE**

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour, d'une manière générale, améliorer le sort des travailleurs qui ont été jusqu'ici les seuls à supporter les conséquences de la politique économique et sociale poursuivie.

Premier ministre. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 275-301).

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs, tant du secteur public que du secteur privé, ainsi qu'à celles des différentes catégories de la population laborieuse de notre pays, victimes de la politique économique et sociale poursuivie jusqu'ici.

Premier ministre. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 275-301).

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer sensiblement le sort des rentiers-viagers, des économiquement faibles, des retraités, des infirmes, des incurables, et leur donner les moyens de vivre dignement.

Premier ministre. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 8 novembre 1961 (p. 1365-1380).

*Mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour améliorer le sort des travailleurs des secteurs public et privé qui ont été jusqu'ici les seuls à supporter les conséquences de sa politique économique et sociale.

Premier ministre. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 8 novembre 1961 (p. 1365-1380).

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la diminution très importante du pouvoir d'achat des couches les plus pauvres de la population, et en particulier des vieux, des veuves, des invalides du travail et civils, des rentiers-viagers, et des titulaires de la carte sociale d'économiquement faible.

Premier ministre. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 8 novembre 1961 (p. 1365-1380).

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la diminution constante du pouvoir d'achat des différentes couches de la population.

Premier ministre. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 8 novembre 1961 (p. 1365-1380).

POLLUTION DES EAUX. — Mesures envisagées en vue de faire cesser la pollution des eaux résultant dans la région d'Étain (Meuse) des fuites de fuel provenant des installations de chauffage central dans les logements construits pour les militaires américains.

Santé publique et population. — M. Martial Brousse. J. O. Débats du 21 juin 1961 (p. 460-461).

POMMES DE TABLE. — Mesures que compte prendre rapidement le Gouvernement pour faire cesser les importations, sans limitation de quantité, des pommes de table originaires des pays du Marché commun.

Agriculture. — M. Charles Durand. J. O. Débats du 17 mai 1961 (p. 266-267).

* Question orale avec débat.

* Question orale avec débat.

POMMES DE TERRE. — Mesures à envisager en vue de régler la culture des pommes de terre et d'assurer ainsi un prix minimum aux producteurs.

Agriculture. — M. Yves Estève. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 824-825).

PORCS. — Au sujet du régime actuel des importations de porcs et de la baisse qui en est résultée sur le marché.

Agriculture. — M. Eugène Romaine. J. O. Débats du 19 juillet 1961 (p. 824).

PORTS DE PLAISANCE. — De la politique suivie en matière d'équipement des ports de plaisance, et en particulier de ceux de la Côte d'Azur, de Théoule à Menton.

Travaux publics et transports. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 25 octobre 1961 (p. 1215-1216).

PREPARATION MILITAIRE. — Voir: Armée.

PRESSE. — Raisons qui ont motivé les saisies réitérées de l'hebdomadaire « L'Esprit public » et en particulier celle du numéro du 5 mai 1961.

Premier ministre. — M. Jacques de Maupeou. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 548-550).

PRESTATIONS FAMILIALES. — Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme aux désavantages que subissent les fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer, en matière d'allocations et de prestations familiales.

Finances. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 10 mai 1961 (p. 200-202).

PRET DES SOLDATS. — Voir: Armée.

PRODUCTION BANANIERE. — Voir: Bananes.

PRODUITS AGRICOLES. — Voir: Marché commun.

PRODUITS DE BASE. — De l'opportunité qu'il y aurait pour le Gouvernement français de prendre l'initiative de convoquer une conférence économique mondiale chargée de promouvoir les solutions adoptées par la conférence interparlementaire de Tokyo de 1960 concernant le système international de distribution des produits de base et le rapport de leurs prix avec ceux des produits manufacturés.

Affaires étrangères. — M. Marius Moutet. J. O. Débats du 14 juin 1961 (p. 389-393).

PRODUITS LAITIERS. — Voir: Beurre. — Lait.

R

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

De l'opportunité qu'il y aurait à rectifier certaines dispositions du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, relatif à la taxation des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, en vue de remédier aux conséquences désastreuses qui en résultent à la fois pour les fabricants, les commerçants et les usagers.

Information. — M. Pierre Métayer. J. O. Débats du 21 juin 1961 (p. 458-460).

Conditions dans lesquelles les partis politiques ont pu utiliser la radio et la télévision française au cours de la campagne électorale des dernières élections cantonales.

Information. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 12 juillet 1961 (p. 751-753).

RAPATRIES

*Moyens que le Gouvernement compte mettre à la disposition des Français rapatriés d'Egypte pour leur permettre de se reclasser et de se reloger.

Premier ministre. — M. André Armengaud. J. O. Débats du 4 octobre 1961 (p. 1097-1108).

*Mesures d'ordre pratique que compte prendre le Gouvernement afin de remédier à toutes les difficultés matérielles dont souffrent les Français rapatriés d'Afrique du Nord.

Finances et affaires économiques. — M. André Armengaud. J. O. Débats du 4 octobre 1961 (p. 1097-1108).

*En raison des mesures insuffisantes prises jusqu'à l'heure actuelle en faveur des rapatriés, dispositions complémentaires que compte prendre le Gouvernement à leur intention.

Secrétaire d'Etat aux rapatriés. — M. Maurice Carrier. J. O. Débats du 4 octobre 1961 (p. 1097-1108).

Voir aussi: Tunisie.

RECENSEMENT. — Raisons pour lesquelles le décret du 18 avril 1961, relatif au prochain recensement général de la population, a décidé que dans les départements d'outre-mer ce recensement serait effectué par les soins du préfet alors qu'en métropole ce sont les maires qui en sont chargés.

Premier ministre. — M. Lucien Bernier. J. O. Débats du 28 juin 1961 (p. 547-548).

RECEPTIONS OFFICIELLES. — Montant des dépenses qu'ont entraînées pour les finances publiques les visites officielles de chefs d'Etat ou de gouvernements étrangers, ainsi que les réceptions, fêtes et cérémonies de toute nature qu'elles ont motivées.

Affaires étrangères. — M. André Maroselli. J. O. Débats du 15 novembre 1961 (p. 1435-1436).

RECONCENTRATION D'INDUSTRIES. — Voir: Allemagne.

RECONSTRUCTION. — Au sujet des mesures d'indemnisation, de reconstruction et de logement que compte prendre le Gouvernement à la suite de la démolition prochainement envisagée de 400 maisons du quartier dit des Trois-Ponts, à Roubaix.

Construction. — M. Adolphe Dutoit. J. O. Débats du 11 octobre 1961 (p. 1137-1138).

REFORME ADMINISTRATIVE. — *Au sujet de la réforme administrative et, notamment, du point où en sont les études entreprises à ce sujet.

Premier ministre. — M. Edgar Pisani. J. O. Débats du 12 juillet 1961 (p. 755-770).

REFORMES. — Voir: Armée.

REGION PARISIENNE

*De la suite que compte donner le Gouvernement aux conclusions du rapport de la commission d'études des problèmes de la région de Paris.

Premier ministre. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 1^{er} novembre 1961 (p. 1328-1337).

*Au sujet du projet modifiant les structures administratives de la région parisienne et du district, ainsi que des conséquences que cette réforme serait susceptible d'entraîner.

Premier ministre. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 1^{er} novembre 1961 (p. 1328-1337).

*Au sujet des indiscrétions de presse relatives au découpage des départements de la région parisienne, et en particulier de celui de Seine-et-Oise.

Premier ministre. — M. Pierre Métayer. J. O. Débats du 1^{er} novembre 1961 (p. 1328-1337).

REMEMBREMENT. — Mesures envisagées pour augmenter les indemnités de déplacement des agriculteurs membres des commissions de remembrement.

Agriculture. — M. Martial Brousse. J. O. Débats du 21 juin 1961 (p. 455-456).

* Question orale avec débat.

RENTIERS-VIAGERS. — Voir : *Politique sociale.*

REORGANISATION ADMINISTRATIVE. — Voir : *Région parisienne.*

REPUBLICAINS ESPAGNOLS. — Voir : *Mesures répressives.*

REQUISITIONS DE PASSAGE. — Voir : *Fonctionnaires.*

RESSOURCES LOGISTIQUES. — *Des instructions données par le Gouvernement français à ses représentants au Conseil de l'Europe occidentale et au Conseil de l'Atlantique-Nord, aux fins d'attribuer dès le temps de paix aux commandements alliés un contrôle adéquat sur les ressources logistiques réservées aux forces qui leur sont affectées.*

Affaires étrangères. — M. Marius Moutet. *J. O. Débats* du 14 juin 1961 (p. 389-393).

RETRAITE-VIEILLESSE. — Voir : *Exploitants agricoles.*

RETRAITÉS. — Voir : *Politique sociale.*

S

SAISIE DE JOURNAUX. — Voir : *Presse.*

SECURITE SOCIALE

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que puissent immédiatement entrer en application les accords signés entre la caisse de sécurité sociale du Nord et les médecins, en vue du remboursement des frais médicaux sur la base de 80 p. 100.

Travail. — M. Adolphe Dutoit. *J. O. Débats* du 18 octobre 1961 (p. 1164-1165).

De la possibilité d'exonérer des cotisations de sécurité sociale l'indemnité de congés payés qui est due aux salariés de retour du service militaire.

Travail. — M. Charles Naveau. *J. O. Débats* du 18 octobre 1961 (p. 1165).

Raisons pour lesquelles la commission prévue à l'art. 24 du décret n° 60-431 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux, n'a pas encore été constituée à ce jour.

Travail. — M. Bernard Lafay. *J. O. Débats* du 6 décembre 1961 (p. 2286-2287).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Au sujet des instructions du Gouvernement concernant la poursuite des travaux d'électrification de la voie ferrée sur la section Marseille—Cannes—Antibes—Nice—Menton.

Travaux publics et des transports. — M. Joseph Raybaud. *J. O. Débats* du 12 juillet 1961 (p. 745-746).

Au sujet des nouveaux tarifs ferroviaires envisagés par la S. N. C. F. pour le transport des marchandises, et des charges supplémentaires que ces mesures entraîneraient pour certains départements, et en particulier pour celui de la Creuse.

Travaux publics et des transports. — M. Eugène Romaine. *J. O. Débats* du 12 juillet 1961 (p. 746-747).

Au sujet des intentions du Gouvernement en ce qui concerne la reconstruction de la ligne ferroviaire Nice—Coti.

Travaux publics et transports. — M. Joseph Raybaud. *J. O. Débats* du 25 octobre 1961 (p. 1213-1215).

SURSIS D'INCORPORATION. — Voir : *Armée.*

SURVOL DES AGGLOMERATIONS. — Voir : *Armée.*

T

TARIFS FERROVIAIRES. — Voir : *Société nationale des chemins de fer français.*

TRAFIC ROUTIER DE MARCHANDISES. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre au transport routier de marchandises de connaître une expansion en rapport avec le développement de l'activité économique générale.*

Travaux publics et transports. — M. Joseph Raybaud. *J. O. Débats* du 12 juillet 1961 (p. 744-745).

TRAITEMENTS. — Voir : *Gendarmerie.*

TUNISIE. — **Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer la protection des personnes et des biens des Français de Tunisie.*

Affaires étrangères. — M. Louis Gros. *J. O. Débats* du 4 octobre 1961 (p. 1097-1108).

U

UNION EUROPEENNE OCCIDENTALE. — *De l'attitude qu'entend prendre le Gouvernement français à l'égard de la recommandation n° 68 émanant du comité permanent des armements de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.*

Affaires étrangères. — M. Marius Moutet. *J. O. Débats* du 6 décembre 1961 (p. 2290-2291).

V

VEUVES. — Voir : *Politique sociale.*

VIANDES. — Voir : *Chevaux.*

VIET-NAM. — Voir : *Enseignement.*

VIEUX. — Voir : *Politique sociale.*

VISITES OFFICIELLES. — Voir : *Réceptions officielles.*

VITICULTURE

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre en œuvre, en fonction de la conjoncture et de l'entrée en vigueur du Marché commun, une politique traitant au fond le problème de la viticulture.

Agriculture. — M. Marc Pauzet. *J. O. Débats* du 21 juin 1961 (p. 452-455).

**Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'assainissement de la situation viticole et accorder aux viticulteurs un prix social pour leur vin.*

Agriculture. — M. Antoine Courrière, *J. O. Débats* du 5 juillet 1961 (p. 616-673).

Z

ZONES DE SALAIRES. — Voir : *Collectivités locales.*

ZONES SPECIALES D'ACTION RURALE. — *Date à laquelle sera publié le décret prévu par l'art. 20 de la loi d'orientation agricole, qui doit fixer la liste des zones spéciales d'action rurale où doivent être compris notamment les départements en voie de dépopulation.*

Agriculture. — M. Paul Ribeyre. *J. O. Débats* du 17 mai 1961 (p. 271).

* Question orale avec débat.

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs

auteurs des questions orales ayant reçu une réponse au cours de l'année 1961.

Noms de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
A			
André ARMENGAUD.....	*Rapatriés	4-10-61	1097-1108
	*Rapatriés	4-10-61	1097-1108
	Enseignement	11-10-61	1135-1136
Marcel AUDY.....	Allemagne	15-11-61	1431-1433
	Circulation routière.....	18-10-61	1160-1161
B			
Jean BARDOL.....	*Politique agricole.....	5- 7-61	616-673
	*Politique sociale.....	8-11-61	1365-1380
Lucien BERNIER.....	Recensement	28- 6-61	547-548
	Bananes	8-11-61	1360-1361
Edouard BONNEFOUS.....	*Région parisienne.....	1-11-61	1328-1337
	Energie nucléaire.....	6-12-61	2282-2286
	*Campagnes antifrançaises.....	6-12-61	2298-2302
Martial BROUSSE.....	Remembrement	21- 6-61	455-456
	Pollution des eaux.....	21- 6-61	460-461
C			
Maurice CARRIER.....	*Rapatriés	4-10-61	1097-1098
Maurice CHARPENTIER.....	Fonds national de solidarité.....	28- 6-61	555-556
	Essence	13-12-61	2274-2276
Adolphe CHAUVIN.....	Enseignement	21- 6-61	461-462
Bernard CHOCHOY.....	Gendarmerie	17- 5-61	274-275
	Fonds national de solidarité.....	19- 7-61	816-820
André COLIN.....	*Politique agricole.....	5- 7-61	616-673
André CORNU.....	*Politique agricole.....	5- 7-61	616-673
Antoine COURRIERE.....	Listes électorales.....	17- 5-61	269-270
	*Politique sociale.....	17- 5-61	275-301
	*Viticulture	5- 7-61	616-673
	*Politique agricole.....	6- 9-61	1055-1063
	*Politique agricole.....	7- 9-61	1071-1090
	*Politique sociale.....	8-11-61	1365-1380
	*Politique sociale.....	8-11-61	1365-1380
D			
Francis DASSAUD.....	Allocation de transport.....	3- 5-61	115-117
Léon DAVID.....	Cercles familiaux.....	3- 5-61	114-115
	Incendies de forêts.....	3- 5-61	115
	Fruits	10- 5-61	202-204
	Accidents	14- 6-61	397-398

* Question orale avec débat.

NOMS de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
Gaston DEFFERRE.....	*Manifestations publiques.....	1-11-61	1337-1354
Marc DESACHE.....	*Marché commun.....	5- 7-61	616-673
René DUBOIS.....	Internement administratif.....	28- 6-61	550-553
Jacques DUCLOS.....	Algérie	15-11-61	1430-1431
	Guerre 1939-1945.....	17- 5-61	264-265
	*Politique sociale.....	17- 5-61	275-301
	Logements	14- 6-61	395-397
	*Région parisienne.....	1-11-61	1328-1337
Charles DURAND.....	*Manifestations publiques.....	1-11-61	1337-1354
	Adductions d'eau.....	17- 5-61	265-266
Emile DURIEUX.....	Pommes de table.....	17- 5-61	266-267
	Calamités agricoles.....	3- 5-61	113-114
	Impôts	14- 6-61	394-395
	Collectivités locales.....	18-10-61	1165-1166
Adolphe DUTOIT.....	Reconstruction	11-10-61	1137-1138
	Sécurité sociale.....	18-10-61	1164-1165
	Licenciements	18-10-61	1166-1168
E			
Yves ESTEVE.....	Pommes de terre.....	19- 7-61	824-825
G			
Pierre GARET.....	Avocat	28- 6-61	554-555
	Armée	12- 7-61	750-751
	Chevaux	19- 7-61	822-823
Louis GROS.....	Armée	28- 6-61	547
	*Tunisie	4-10-61	1097-1108
Georges GUILLE.....	Mesures répressives.....	15-11-61	1433-1435
Raymond GUYOT.....	Armée	12- 7-61	748-750
L			
Bernard LAFAY.....	Internement administratif.....	28- 6-61	550-553
	Enseignement	19- 7-61	825-829
	Fonds national de solidarité.....	25-10-61	1210-1213
Edouard LE BELLEGOU.....	Sécurité sociale.....	6-12-61	2286-2287
	*Berlin	6-12-61	2291-2297
M			
Pierre MARCILHACY.....	Hôpitaux et hospices.....	19- 7-61	829-830
Georges MARIE-ANNE.....	Prestations familiales.....	10- 5-61	200-202
	Fonctionnaires	13-12-61	2476
	Bananes	13-12-61	2485-2486
André MAROSELLI.....	Réceptions officielles.....	15-11-61	1435-1436
Jacques de MAUPEOU.....	Presse	28- 6-61	548-550
	Algérie	18-10-61	1158-1160
André MERIC.....	Déplacements officiels.....	8-11-61	1359-1360
Pierre METAYER.....	Radiodiffusion-télévision française.....	21- 6-61	458-460
	Armée	12- 7-61	747-748
	*Région parisienne.....	1-11-61	1328-1337
Marius MOUTET.....	Ressources logistiques.....	14- 6-61	389-393
	Europe politique.....	14- 6-61	389-393
	Produits de base.....	14- 6-61	389-393
	Exploitants agricoles.....	21- 6-61	456-457
	Madagascar	12- 7-61	753-754
	Union européenne occidentale.....	6-12-61	2290-2291

* Question orale avec débat.

Noms de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
N			
Charles NAVEAU.....	Calamités agricoles.....	10- 5-61	202
	Lait	17- 5-61	268-269
	Houblon	21- 6-61	457-458
	Chambres de métier.....	28- 6-61	553-554
	*Politique agricole.....	5- 7-61	616-673
	Sécurité sociale.....	18-10-61	1165
	Licenciements	18-10-61	1168-1169
	Enseignement	8-11-61	1362-1364
	Lait	15-11-61	1435
	Epizooties	6-12-61	2280-2281
	Beurre	6-12-61	2281-2282
Jean NAYROU.....	Armée	13-12-61	2469
	Droits de douane.....	14- 6-61	393-394
	Aide médicale.....	18-10-61	1169-1170
	Exploitants agricoles.....	6-12-61	2282
	Aide sociale.....	6-12-61	2287-2288
P			
Marc PAUZET.....	Viticulture	21- 6-61	452-455
Edgar PISANI.....	*Réforme administrative.....	12- 7-61	755-770
Georges PORTMANN.....	Enseignement	17- 5-61	265
	Collectivités locales.....	17- 5-61	267-268
R			
Joseph RAYBAUD.....	Trafic routier de marchandises.....	12- 7-61	744-745
	Société nationale des chemins de fer français....	12- 7-61	745-746
	Fonctionnaires	12- 7-61	751
	Adductions d'eau.....	11-10-61	1136
	Collectivités locales.....	18-10-61	1161-1162
	Collectivités locales.....	18-10-61	1163-1164
	Société nationale des chemins de fer français....	25-10-61	1213-1215
	Ports de plaisance.....	25-10-61	1213-1215
Paul RIBEYRE.....	Zones spéciales d'action rurale.....	17- 5-61	271
Eugène ROMAINE.....	Société nationale des chemins de fer français....	12- 7-61	746-747
	Porcs	19- 7-61	824
Vincent ROTINAT.....	*Défense nationale.....	13-12-61	2452-2469
S			
Abel SEMPE.....	Adductions d'eau.....	19- 7-61	823-824
V			
Camille VALLIN.....	Radiodiffusion-télévision française.....	12- 7-61	751-753
	Licenciements	19- 7-61	820-821
	*Politique sociale.....	8-11-61	1365-1380

* Question orale avec débat.